

PREMIER TRIMESTRE

Rapport du premier trimestre
de l'exercice 2026 aux actionnaires



Canaccord Genuity

Groupe Canaccord Genuity Inc. annonce ses résultats du premier trimestre de l'exercice 2026

**Compte non tenu des éléments importants, résultat par action ordinaire trimestriel de 0,13 \$¹
Dividende par action ordinaire de 0,085 \$ au premier trimestre**

TORONTO, le 6 août 2025 – Groupe Canaccord Genuity Inc. (Groupe Canaccord Genuity ou la Société, TSX : CF) a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers du premier trimestre de l'exercice, clos le 30 juin 2025.

« Nous avons affiché un chiffre d'affaires robuste au premier trimestre de l'exercice, sous l'effet principalement de l'apport sans précédent de notre division de gestion de patrimoine. Les volumes de négociation élevés et l'intensification importante des activités de financement des sociétés ont contribué à atténuer le recul considérable du nombre de transactions de consultation conclues, lequel est attribuable à l'incidence de l'incertitude tarifaire et commerciale sur les sociétés à petite capitalisation dans nos secteurs cibles, a déclaré Dan Daviau, président et chef de la direction de Groupe Canaccord Genuity Inc. Tandis que la conjoncture économique s'améliore, nous menons nos activités efficacement pour le compte de nos clients et sommes toujours convaincus de pouvoir faire progresser les résultats et les marges bénéficiaires à l'échelle de la Société au cours de l'exercice considéré. »

Points saillants du premier trimestre de l'exercice :

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens et sur une base ajustée compte non tenu des éléments importants¹, sauf indication contraire.)

- Les produits des activités ordinaires du premier trimestre se sont établis à 448,4 millions \$, en hausse de 4,5 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.
- Le résultat net avant impôt sur le résultat du premier trimestre a été de 33,4 millions \$, en baisse de 1,4 million \$, ou 4,1 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.
- Le résultat par action ordinaire après dilution du premier trimestre s'est établi à 0,13 \$ par action ordinaire, soit le même montant que celui de la période correspondante de l'exercice précédent.
- Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine se sont élevés à 242,9 millions \$, soit un montant record, en hausse de 12,5 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.
- L'apport des activités de gestion de patrimoine mondiale de CG au résultat net avant impôt sur le résultat s'est établi à 40,8 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2026, ce qui représente une progression de 22,7 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.
- Le total des actifs pour le compte des clients¹ attribuables à nos activités de gestion de patrimoine mondiale a augmenté de 18,4 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent pour atteindre un nouveau montant record de 125,3 milliards \$ alors que de nouveaux records ont été établis dans toutes les régions où nous menons des activités. Cette augmentation reflète des hausses de 16,9 % au Canada, de 17,6 % au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne et de 34,3 % en Australie, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.
- Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux mondiaux ont été de 200,1 millions \$, soit une baisse de 2,7 % comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en lien surtout avec une diminution du nombre de transactions de consultation conclues dans les secteurs cibles de la Société, ce qui a été en partie compensé par des hausses des produits tirés des activités de négociation et des produits tirés des commissions et des honoraires.
- L'apport de la division internationale des marchés des capitaux de CG au résultat net avant impôt sur le résultat du premier trimestre s'est chiffré à 5,5 millions \$.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

- Selon les IFRS, les produits des activités ordinaires ont été de 448,4 millions \$, en hausse de 4,7 % comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. La perte nette avant impôt sur le résultat s'est établie à 11,9 millions \$ au premier trimestre, par rapport à un résultat avant impôt sur le résultat de 23,5 millions \$ au T1/25. La perte par action ordinaire après dilution a été de 0,32 \$, par rapport à un RPA de 0,02 \$ au T1/25.
- Le dividende sur actions ordinaires s'est établi à 0,085 \$ par action ordinaire au premier trimestre.

	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Trimestre clos le 31 mars	
	T1/26	T1/25		T4/25	Variation par rapport au trimestre précédent
Points saillants du premier trimestre de l'exercice – sur une base ajustée¹					
Produits des activités ordinaires ¹	448 447 \$	428 961 \$	4,5 %	460 016 \$	(2,5) %
Charges ¹	415 063 \$	394 144 \$	5,3 %	427 775 \$	(3,0) %
Résultat par action ordinaire après dilution ¹	0,13 \$	0,13 \$	—	0,12 \$	8,3 %
Résultat net ^{1, 2}	26 059 \$	25 441 \$	2,4 %	22 481 \$	15,9 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires ^{1, 3}	13 505 \$	13 363 \$	1,1 %	11 892 \$	13,6 %
Points saillants du premier trimestre de l'exercice – IFRS					
Produits des activités ordinaires	448 447 \$	428 165 \$	4,7 %	461 227 \$	(2,8) %
Charges	460 360 \$	404 632 \$	13,8 %	442 944 \$	3,9 %
Résultat par action ordinaire après dilution	(0,32) \$	0,02 \$	n. p.	(0,01) \$	n. p.
Résultat net ²	(16 845) \$	16 721 \$	(200,7) %	10 867 \$	(255,0) %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires ³	(30 911) \$	2 399 \$	n. p.	(1 156) \$	n. p.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

2) Avant les participations ne donnant pas le contrôle et les dividendes sur actions privilégiées versés sur les actions privilégiées de série A et de série C.

3) Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires correspond au résultat net ajusté en fonction des participations ne donnant pas le contrôle et des dividendes sur actions privilégiées.

Points saillants – rendement des principaux secteurs d'activité :

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Les activités de gestion de patrimoine mondiale combinées de la Société ont généré des produits des activités ordinaires trimestriels records de 242,9 millions \$ au premier trimestre de l'exercice, soit une hausse de 12,5 % par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est en grande partie attribuable à l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires dans toutes les régions où nous menons des activités, ce qui reflète essentiellement notre stratégie visant à accroître l'apport des actifs assortis d'honoraires. Sur une base consolidée, les produits tirés des commissions et des honoraires dans cette division pour le trimestre considéré ont atteint le montant record de 194,1 millions \$, soit une hausse de 17,9 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat net avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants¹ a atteint 40,8 millions \$, en hausse de 22,7 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

- Les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne ont généré des produits des activités ordinaires de 125,7 millions \$ au premier trimestre, ce qui représente une augmentation de 17,0 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent et un niveau record pour le sixième trimestre consécutif dans cette division. Les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 21,9 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent pour totaliser 101,0 millions \$. Le résultat net avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 29,7 millions \$ au T1/26, en hausse de 30,5 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA normalisé^{1, 2, 3}, une mesure d'exploitation couramment utilisée pour ces activités, a été de 21,1 millions £ pour le trimestre clos le 30 juin 2025, soit une hausse de 8,5 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.
- Les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont généré des produits des activités ordinaires de 94,1 millions \$ au premier trimestre de l'exercice, en hausse de 4,5 % comparativement à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les produits tirés des commissions et des honoraires pour le trimestre considéré ont augmenté de 10,4 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, et se sont chiffrés à 72,9 millions \$. Le résultat net avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants¹ s'est chiffré à 9,2 millions \$ au T1/26, soit essentiellement le même montant que pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA^{1, 2} de cette division a été de 15,5 millions \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2025.
- Les activités de gestion de patrimoine en Australie ont généré des produits des activités ordinaires d'un nouveau montant record de 23,1 millions \$ au premier trimestre de l'exercice, en hausse de 25,2 % par rapport à ceux du premier trimestre de l'exercice précédent. Les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 28,0 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent et sont établis à 20,2 millions \$, tandis que les produits tirés des activités de financement de sociétés ont progressé de 12,0 % pour atteindre 2,6 millions \$. Ces activités ont dégagé un résultat net avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants¹ de 1,9 million \$ au T1/26, en hausse de 52,0 % comparativement à 1,2 million \$ au T1/25.

Le total des actifs pour le compte des clients attribuables aux activités de gestion de patrimoine mondiale de la Société était de 125,3 milliards \$ à la fin du premier trimestre de l'exercice, en hausse de 19,5 milliards \$, ou 18,4 %, par rapport à celui à la fin du T1/25.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

2) La méthode employée par la Société pour calculer cette mesure peut différer de celle utilisée par d'autres sociétés.

3) Le BAIIA normalisé du T1/25 a été retraité et s'est établi à 19,4 millions £.

- Les actifs pour le compte des clients au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne atteignaient un nouveau montant record de 71,6 milliards \$ (38,3 milliards £) au 30 juin 2025, en hausse de 17,6 % (hausse de 8,8 % en monnaie locale) par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, grâce aux nouveaux actifs nets découlant des acquisitions, à la croissance du marché, aux entrées nettes positives et à la fluctuation des taux de change. Sur une base séquentielle, les actifs pour le compte des clients¹ ont progressé de 3,4 % par rapport à 69,2 milliards \$ (37,2 milliards £) à la fin du trimestre précédent.
- Les actifs pour le compte des clients en Amérique du Nord atteignaient un nouveau montant record de 44,8 milliards \$ au 30 juin 2025, en hausse de 16,9 % en regard de 38,3 milliards \$ au 30 juin 2024 et de 4,9 % comparativement au 31 mars 2025. La hausse par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent s'explique par l'augmentation de la valeur de marché, les entrées nettes positives et les activités de recrutement.
- Les actifs pour le compte des clients¹ en Australie s'élevaient à 8,9 milliards \$ (10,0 milliards \$ AU) au 30 juin 2025, en hausse de 34,3 % par rapport à la fin du premier trimestre de l'exercice 2025 et de 5,5 %, comparativement à 8,4 milliards \$ (9,4 milliards \$ AU) au 31 mars 2025. En outre, des actifs pour le compte des clients¹ totalisant 13,6 milliards \$ (15,2 milliards \$ AU) sont également détenus en propriété inscrite dans des comptes moins actifs et des comptes de transaction par l'intermédiaire de notre plateforme en Australie.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity

Sur une base consolidée, Marchés des capitaux Canaccord Genuity a affiché des produits des activités ordinaires de 200,1 millions \$ au premier trimestre de l'exercice, en baisse de 2,7 % par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'explique en grande partie par un recul des produits tirés des honoraires de consultation attribuable au fait que les incertitudes économiques relatives aux politiques et aux échanges commerciaux ont réduit le nombre de transactions conclues au cours du trimestre considéré. La baisse par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent a été en partie compensée par la hausse des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste et des produits tirés des commissions et des honoraires.

Les produits tirés des activités de consultation ont été de 48,9 millions \$, en baisse de 27,1 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète principalement le calendrier de conclusions des transactions dans le cadre de nos activités aux États-Unis et au Royaume-Uni en raison de l'incidence des incertitudes économiques susmentionnées, le tout en partie compensé par les hausses générées par nos activités au Canada et en Australie. Puisque les activités de consultation sont devenues un élément plus important des activités en Australie, les produits tirés des honoraires de consultation sont présentés séparément à compter du T1 de l'exercice 2026 au lieu d'être inclus dans les activités de financement de sociétés. Les informations comparatives ont été retraitées.

Les produits tirés des activités de financement de sociétés se sont élevés à 62,4 millions \$, en hausse de 55,5 % par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, mais en baisse de 4,1 % comparativement aux produits exceptionnellement élevés générés par ces activités au T1/25. La hausse sur une base séquentielle reflète l'augmentation de l'apport de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada, en Australie et aux États-Unis. Au cours du trimestre considéré, Marchés des capitaux Canaccord Genuity a participé à 93 transactions de financement de sociétés à l'échelle internationale, lesquelles ont permis de mobiliser un produit total de 16,2 milliards \$.

Les produits tirés des activités de négociation ont progressé de 52,3 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent et de 20,5 % sur une base séquentielle pour s'établir à 37,8 millions \$, ce qui reflète principalement l'apport de nos activités aux États-Unis, lesquelles ont profité de l'augmentation des volumes de négociation engendrée par la volatilité accrue au cours du trimestre considéré.

Les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 8,1 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, atteignant 41,0 millions \$. Les hausses générées par nos activités aux États-Unis, au Canada et en Australie ont été contrebalancées en partie par un léger recul au Royaume-Uni et en Europe.

Compte non tenu des éléments importants¹, notre division internationale des marchés des capitaux a dégagé un résultat net de 5,5 millions \$ pour le trimestre considéré, comparativement à 13,0 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les apports de nos activités au Canada et en Australie, de respectivement 6,5 millions \$ et 4,9 millions \$, ont été partiellement contrebalancés par des pertes de respectivement 3,3 millions \$ et 2,6 millions \$ dans nos activités aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Sommaire des faits saillants de la Société

Le 1^{er} avril 2025, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente définitive en vue de vendre à Cantor ses activités de tenue de marché de gros aux États-Unis, ce qui vient renforcer davantage l'accent mis sur son éventail de services de base en consultation et en financement des sociétés sur les marchés des capitaux à l'échelle mondiale. La conclusion de la vente est assujettie aux conditions de clôture habituelles et devrait avoir lieu au cours du premier semestre de l'exercice 2026 de la Société.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2026, des filiales de la Société (« Groupe CG ») ont prêté un montant d'environ 27,0 millions \$ aux termes de nouveaux prêts-achats (« prêts-achats de 2026 ») à des membres de la haute direction, à des cadres supérieurs et à des cadres générateurs de revenus de Groupe CG (les « participants ») pour financer une partie du prix d'achat de leurs parts de société en commandite (« parts de SEC ») de CG Partners Limited Partnership (la « société en commandite » ou « CG Partners »), le véhicule indépendant d'actionnariat des employés par l'intermédiaire d'une société en commandite. Les prêts-achats de 2026 sont essentiellement assortis des mêmes modalités que les prêts-achats consentis aux participants au cours de l'exercice 2025 (les « prêts-achats de 2025 ») et conjointement avec les prêts-achats de 2026, les « prêts-achats ». En particulier, les prêts-achats de 2026 portent intérêt, ont une durée maximale de sept ans, sont garantis par la mise en gage des parts de SEC et comprennent un montant de remboursement supplémentaire prélevé sur les primes annuelles ou les commissions mensuelles, selon le cas, en lien avec le remboursement du montant en capital aux termes des prêts par les participants. À cet égard, en juin 2026, la Société a consenti à la société en commandite un prêt à court terme garanti portant intérêt d'un montant en capital de 17,0 millions \$ (le « nouveau prêt à la société en commandite ») que la société en commandite a remboursé avant le 30 juin 2025 à même le produit en espèces qu'elle a tiré de la souscription des parts de SEC par les participants. Au 30 juin 2025, l'encours total des prêts-achats, net des remboursements de capital, était de 69,4 millions \$.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

Les éléments importants suivants ont eu une incidence sur les résultats du premier trimestre de l'exercice 2026 :

- L'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises.
- Certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions dans les activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis et au Royaume-Uni et à CGWM UK.
- L'ajustement de la juste valeur de la composante passif dérivé des participations ne donnant pas le contrôle.
- L'ajustement de la juste valeur de la composante passif dérivé des débetures convertibles.
- L'ajustement de la juste valeur d'une convention d'encouragement à l'intention des dirigeants de CGWM UK.
- L'ajustement de la juste valeur de la contrepartie éventuelle en lien avec des acquisitions antérieures.
- Les honoraires professionnels liés aux questions d'ordre réglementaire en cours aux États-Unis.
- Certaines composantes de la charge liée aux participations ne donnant pas le contrôle dans CGWM UK.
- Les frais connexes aux acquisitions.

Sommaire des résultats du premier trimestre de l'exercice 2026 et principales informations financières compte non tenu des éléments importants¹ :

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2025	2024	
Produits des activités ordinaires			
Produits des activités ordinaires selon les IFRS	448 447 \$	428 165 \$	4,7 %
Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres			
Ajustement de la juste valeur de certains titres négociables non liquides ou temporairement inaccessibles	—	796 \$	(100,0) %
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	448 447 \$	428 961 \$	4,5 %
Charges			
Charges selon les IFRS	460 360 \$	404 632 \$	13,8 %
Éléments importants comptabilisés par Marchés des capitaux Canaccord Genuity			
Amortissement des immobilisations incorporelles	107 \$	157 \$	(31,8) %
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions	495 \$	513 \$	(3,5) %
Frais de restructuration	—	2 657 \$	(100,0) %
Charges locatives liées aux locaux loués en construction	—	2 026 \$	(100,0) %
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	(3 213) \$	—	n. p.
Provision	2 553 \$	—	n. p.
Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity			
Amortissement des immobilisations incorporelles	7 514 \$	5 829 \$	28,9 %
Convention d'encouragement à l'intention des dirigeants de CGWM UK	7 400 \$	—	n. p.
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions	2 998 \$	832 \$	260,3 %
Frais connexes aux acquisitions	718 \$	704 \$	2,0 %
Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres			
Charges locatives liées aux locaux loués en construction	—	1 794 \$	(100,0) %
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	12 000 \$	—	n. p.
Ajustement de la juste valeur des débetures convertibles – composante passif dérivé	14 725 \$	(4 024) \$	n. p.
Total des éléments importants – charges	45 297 \$	10 488 \$	n. p.
Total des charges compte non tenu des éléments importants	415 063 \$	394 144 \$	5,3 %
Résultat net avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants ¹	33 384 \$	34 817 \$	(4,1) %
Impôt sur le résultat – ajusté ¹	7 325 \$	9 376 \$	(21,9) %
Résultat net compte non tenu des éléments importants ¹	26 059 \$	25 441 \$	2,4 %
Éléments importants ayant une incidence sur le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires			
Participations ne donnant pas le contrôle – IFRS	11 214 \$	11 470 \$	(2,2) %
Amortissement de la composante capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle dans CGWM UK et autre ajustement	1 512 \$	2 244 \$	(32,6) %
Participations ne donnant pas le contrôle (ajustées) ¹	9 702 \$	9 226 \$	5,2 %
Dividendes sur actions privilégiées	2 852 \$	2 852 \$	—
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants ¹	13 505 \$	13 363 \$	1,1 %
Résultat par action ordinaire de base compte non tenu des éléments importants ^{1, 2}	0,14 \$	0,14 \$	—
Résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants ^{1, 2}	0,13 \$	0,13 \$	—

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

2) Pour le trimestre clos le 30 juin 2025, l'effet de la prise en compte de la quote-part proportionnelle de la Société dans le résultat de CGWM UK est antidilutif aux fins du calcul de ces mesures selon les IFRS et sur une base ajustée, compte non tenu des éléments importants¹. Par conséquent, le RPA après dilution et le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires selon les IFRS et sur une base ajustée compte non tenu des éléments importants¹ sont calculés en fonction du résultat net moins les dividendes versés et courus sur les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles émises par CGWM UK pour établir le résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 5.

Situation financière à la fin du premier trimestre de l'exercice 2026 comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2025 :

	30 juin 2025	31 mars 2025	T1/26 par rapport au T4/25
Trésorerie	1 261 135	1 193 201	5,7 %
Fonds de roulement	834 272	838 831	(0,5) %
Total de l'actif	6 868 307	6 720 547	2,2 %
Total du passif	5 569 931	5 356 832	4,0 %
Participations ne donnant pas le contrôle	409 378	403 923	1,4 %
Total des capitaux propres	888 998	959 792	(7,4) %

Dividendes sur les actions ordinaires et les actions privilégiées :

Le 6 août 2025, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,085 \$ par action ordinaire, payable le 10 septembre 2025 aux actionnaires inscrits le 29 août 2025.

Le 6 août 2025, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,25175 \$ par action privilégiée de série A, payable le 30 septembre 2025 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 19 septembre 2025.

Le 6 août 2025, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,42731 \$ par action privilégiée de série C, payable le 30 septembre 2025 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 19 septembre 2025.

Mesures non conformes aux IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS, certains ratios non conformes aux IFRS et certaines mesures financières supplémentaires sont utilisés par la Société comme mesures de la performance financière. Ces mesures non conformes aux IFRS, ratios non conformes aux IFRS et mesures financières supplémentaires n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS, ratios non conformes aux IFRS et mesures financières supplémentaires permettent une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de la Société et favorisent une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les mesures non conformes aux IFRS qui figurent dans le présent communiqué sur les résultats incluent certains chiffres tirés de notre compte de résultat qui sont ajustés afin d'exclure les éléments importants. Bien que les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société, il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de la Société. En conséquence, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures du rendement financier de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

Mesures non conformes aux IFRS (montants ajustés)

Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société. Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Aux fins du calcul de ces éléments tirés des états financiers qui ne sont pas conformes aux IFRS, nous excluons certains éléments de nos résultats financiers préparés conformément aux IFRS. Les éléments qui ont été exclus sont appelés aux présentes les éléments importants. Une description de la composition des mesures non conformes aux IFRS utilisées dans le présent communiqué est présentée ci-après (veuillez noter que certains éléments importants exclus dans le cadre du calcul d'une mesure non conforme aux IFRS donnée peuvent ne pas s'appliquer pour chaque période comparative) : i) les *produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants*, qui correspondent aux produits des activités ordinaires selon les IFRS, compte non tenu des ajustements applicables de la juste valeur de certains titres négociables non liquides ou temporairement incessibles, aux bons de souscription et aux options qui sont comptabilisés aux fins de la présentation de l'information financière selon les IFRS, mais qui sont exclus de l'information de gestion et ne sont pas pris en compte par la direction dans l'évaluation de la performance opérationnelle; ii) les *charges compte non tenu des éléments importants*, qui correspondent aux charges selon les IFRS moins l'amortissement applicable des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, les frais de restructuration, certaines charges liées à des locaux loués en construction, les éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre d'acquisitions réalisées ou potentielles, certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et initiatives de croissance de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne (« CGWM UK ») et des divisions des marchés des capitaux aux États-Unis et au Royaume-Uni, l'ajustement de la juste valeur de certaines contreparties éventuelles en lien avec des acquisitions antérieures, les ajustements de la juste valeur de la composante passif dérivé des participations ne donnant pas le contrôle dans CGWM UK, les ajustements de la juste valeur de la composante passif dérivé des débetures convertibles, un ajustement de la juste valeur au titre de la convention d'encouragement à l'intention des dirigeants de CGWM UK, et certaines provisions et certains honoraires professionnels liés aux questions d'ordre réglementaire en cours aux États-Unis; iii) les *charges indirectes compte non tenu des éléments importants*, qui sont calculées comme étant les charges compte non tenu des éléments importants diminuées de la charge de rémunération; iv) le *résultat net avant impôt sur le résultat, après imputations sectorielles et compte non tenu des éléments importants*, qui correspond aux produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants moins les charges compte non tenu des éléments importants; v) l'*impôt sur le résultat (ajusté)*, qui correspond à l'impôt sur le résultat selon les IFRS ajusté pour refléter l'incidence fiscale des éléments importants exclus; vi) le *résultat net compte non tenu des éléments importants*, qui correspond au résultat net avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants moins l'impôt sur le résultat (ajusté);

vii) les *participations ne donnant pas le contrôle (ajustées)*, qui correspondent aux participations ne donnant pas le contrôle selon les IFRS moins l'amortissement de la composante capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle dans CGWM UK et ajustées, le cas échéant, aux fins du calcul selon la méthode du rachat d'actions lorsque l'effet est dilutif; viii) le *résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants*, qui correspond au résultat net compte non tenu des éléments importants moins les participations ne donnant pas le contrôle (ajustées) et les dividendes sur actions privilégiées versés sur les actions privilégiées de série A et de série C. Les autres mesures non conformes aux IFRS comprennent le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA »), qui correspond au résultat net avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants et compte non tenu également de certains produits d'intérêts du siège social, de certaines charges d'intérêts du siège social et de certains amortissements, et le BAIIA normalisé, qui correspond au BAIIA compte non tenu de certaines charges de nature spécifique ou non récurrente. Le BAIIA n'exclut pas l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et la charge d'intérêts sur les obligations locatives. Les données présentées pour les divisions opérationnelles de la Société qui sont respectivement décrites dans le présent paragraphe sont calculées de la manière décrite aux présentes et constituent des mesures non conformes aux IFRS.

Un rapprochement des mesures non conformes aux IFRS qui ne tiennent pas compte des éléments importants et des mesures conformes aux IFRS applicables tirées des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du premier trimestre de l'exercice 2026 est présenté ci-dessus dans le tableau intitulé « Sommaire des résultats du premier trimestre de l'exercice 2026 et principales informations financières compte non tenu des éléments importants ».

Ratios non conformes aux IFRS

Les ratios non conformes aux IFRS sont calculés au moyen des mesures non conformes aux IFRS définies précédemment. Pour les périodes visées par le présent communiqué, nous avons utilisé les ratios non conformes aux IFRS suivants : i) le *total des charges compte non tenu des éléments importants en pourcentage des produits des activités ordinaires*, qui est calculé en divisant les charges compte non tenu des éléments importants par les produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants; ii) le *résultat par action ordinaire compte non tenu des éléments importants*, qui est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (de base); iii) le *résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants*, qui est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (après dilution); et iv) la *marge bénéficiaire avant impôt sur le résultat*, qui est calculée en divisant le résultat net avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants par les produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants.

Mesures financières supplémentaires

Les actifs pour le compte des clients font partie des mesures financières supplémentaires qui n'ont pas de définition prescrite par les IFRS et qui ne respectent pas la définition d'une mesure non conforme aux IFRS ou d'un ratio non conforme aux IFRS. Les actifs pour le compte des clients, qui comprennent les actifs sous gestion (« ASG ») et les actifs sous administration (« ASA »), représentent une mesure qui est couramment utilisée dans les activités de gestion de patrimoine. Les actifs pour le compte des clients représentent la valeur de marché des actifs des clients gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans les comptes clients, de même que la valeur de marché globale des positions acheteur et vendeur sur titres. La méthode qu'emploie la Société pour calculer les actifs pour le compte des clients peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, ces mesures pourraient ne pas être comparables à celles d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Table des matières

8	Rapport de gestion	36	Données sur les actions privilégiées et ordinaires en circulation
12	Conjoncture du marché au cours du T1 de l'exercice 2026	37	Régimes de paiements fondés sur des actions
14	Points saillants du T1 de l'exercice 2026 – rendement des principaux secteurs d'activité	37	Instruments financiers
16	Aperçu financier	37	Transactions avec des parties liées
21	Résultats par secteur d'activité	37	Méthodes comptables critiques et estimations
21	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	37	Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière
25	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	38	Risques
29	Non sectoriel et autres	41	Politique en matière de dividende
30	Information financière trimestrielle pour le T1/26 et les huit trimestres précédents	41	Déclaration de dividende
35	Provisions, procédures de litige et passif éventuel	42	Renseignements supplémentaires
36	Situation de trésorerie et sources de financement	43	États financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document contient des « énoncés prospectifs » (au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières au Canada). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques. Les énoncés prospectifs comprennent, sans toutefois s'y limiter, des énoncés sur les objectifs, les stratégies, les perspectives et les possibilités d'affaires de la Société; les changements au sein du conseil d'administration et dans les fonctions exercées par les administrateurs; la réalisation des plans de la direction et leurs retombées potentielles; les répercussions des événements mondiaux et de la conjoncture économique sur les activités de la Société et les perspectives relatives aux activités de la Société et à l'économie mondiale. Ces énoncés prospectifs reflètent les convictions de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Les informations désignées comme étant des « perspectives », notamment celles de la rubrique intitulée « Perspectives », contiennent de l'information prospective.

Par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature dynamique du secteur des services financiers; les pressions inflationnistes; le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité, le risque stratégique, le risque d'assurance, le risque opérationnel, le risque de réputation, le risque de conduite et le risque juridique, le risque lié à la réglementation et le risque environnemental; les fluctuations des cours des devises et des taux d'intérêt, notamment sous l'effet de la volatilité du marché et des prix du pétrole; l'efficacité et le caractère adéquat de notre gestion des risques et de nos modèles et processus d'évaluation; l'évolution de la législation ou de la réglementation dans les territoires où nous menons nos activités; le changement climatique et d'autres risques liés aux facteurs ESG; la perturbation des marchés attribuable à l'incidence des tarifs douaniers imposés à l'échelle mondiale et à leurs répercussions récessionnistes et inflationnistes potentielles, ainsi que l'incidence de facteurs géopolitiques persistants. D'autres risques et facteurs pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des attentes décrites dans les états financiers consolidés annuels audités et les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca, tout comme les facteurs dont il est question aux rubriques « Risques » du présent rapport de gestion et « Facteurs de risque » de la notice annuelle qui abordent le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique, le risque lié à la cybersécurité et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives » du présent rapport de gestion et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels audités et les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca. Le lecteur doit tenir compte du fait que les listes des principaux facteurs et hypothèses qui précèdent ne sont pas exhaustives.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans le présent rapport de gestion peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables. Ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent rapport de gestion. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE ET DES MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Le présent rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2025 (« états financiers du premier trimestre de 2026 ») qui ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Les états financiers du premier trimestre de 2026 ont été dressés conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), selon les méthodes comptables que la Société a adoptées pour la préparation de ses états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2025.

Rapport de gestion

Premier trimestre de l'exercice 2026 clos le 30 juin 2025 – ce document est daté du 6 août 2025

Le présent rapport de gestion de Groupe Canaccord Genuity Inc. vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans notre situation financière et les résultats d'exploitation du trimestre clos le 30 juin 2025 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le trimestre clos le 30 juin 2025 est aussi désigné par les termes « premier trimestre de 2026 », « T1/26 », « T1 de l'exercice 2026 » et « premier trimestre de l'exercice 2026 ». Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne s'y oppose, la « Société » s'entend de Groupe Canaccord Genuity Inc., et « Groupe Canaccord Genuity » désigne la Société et ses filiales directes et indirectes. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2025, qui commencent à la page 43 du présent rapport, la notice annuelle datée du 25 juin 2025 et le rapport de gestion annuel de 2025, y compris les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2025 (« états financiers consolidés annuels audités »), qui se trouvent dans le rapport annuel de la Société daté du 4 juin 2025 (« rapport annuel de 2025 »). L'information financière de la Société est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Mesures non conformes aux IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS, certains ratios non conformes aux IFRS et certaines mesures financières supplémentaires sont utilisés par la Société comme mesures de la performance financière. Ces mesures non conformes aux IFRS, ratios non conformes aux IFRS et mesures financières supplémentaires n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS, ratios non conformes aux IFRS et mesures financières supplémentaires permettent une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de la Société et favorisent une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les mesures non conformes aux IFRS qui figurent dans le présent rapport de gestion incluent certains chiffres tirés de notre compte de résultat qui sont ajustés afin d'exclure les éléments importants. Bien que les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société, il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de la Société. En conséquence, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures du rendement financier de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

Mesures non conformes aux IFRS (montants ajustés)

Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société. Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Aux fins du calcul de ces éléments tirés des états financiers qui ne sont pas conformes aux IFRS, nous excluons certains éléments de nos résultats financiers préparés conformément aux IFRS. Les éléments qui ont été exclus sont appelés aux présentes les éléments importants. Une description de la composition des mesures non conformes aux IFRS utilisées dans le présent rapport de gestion est présentée ci-après (veuillez noter que certains éléments importants exclus dans le cadre du calcul d'une mesure non conforme aux IFRS donnée peuvent ne pas s'appliquer pour chaque période comparative) : i) les produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants, qui correspondent aux produits des activités ordinaires selon les IFRS, compte non tenu des ajustements applicables de la juste valeur de certains titres négociables non liquides ou temporairement incessibles, aux bons de souscription et aux options qui sont comptabilisés aux fins de la présentation de l'information financière selon les IFRS, mais qui sont exclus de l'information de gestion et ne sont pas pris en compte par la direction dans l'évaluation de la performance opérationnelle; ii) les charges compte non tenu des éléments importants, qui correspondent aux charges selon les IFRS moins l'amortissement applicable des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, les éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre d'acquisitions réalisées ou potentielles, les charges de restructuration, certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et initiatives de croissance de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne (« CGWM UK ») et des divisions des marchés des capitaux aux États-Unis et au Royaume-Uni, l'ajustement de la juste valeur de certaines contreparties éventuelles en lien avec des acquisitions antérieures, les ajustements de la juste valeur de la composante passif dérivé des participations ne donnant pas le contrôle dans CGWM UK, les ajustements de la juste valeur de la composante passif dérivé des débetures convertibles, certaines charges liées à des locaux loués en construction, un ajustement de la juste valeur au titre de la convention d'encouragement à l'intention des dirigeants de CGWM UK; certaines provisions et certains honoraires professionnels dans le cadre de nos activités aux États-Unis en lien avec les questions d'ordre réglementaire en cours et certaines provisions liées à une question fiscale visant des exercices antérieurs; iii) les charges indirectes compte non tenu des éléments importants, qui sont calculées comme étant les charges compte non tenu des éléments importants diminuées de la charge de rémunération; iv) le résultat net avant impôt sur le résultat, après imputations sectorielles et compte non tenu des éléments importants, qui correspond aux produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants moins les charges compte non tenu des éléments importants; v) l'impôt sur le résultat (ajusté), qui correspond à l'impôt sur le résultat selon les IFRS ajusté pour refléter l'incidence fiscale des éléments importants exclus; vi) le résultat net compte non tenu des éléments importants, qui correspond au résultat net avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants moins l'impôt sur le résultat (ajusté); vii) les participations ne donnant pas le contrôle (ajustées), qui correspondent aux participations ne donnant pas le contrôle selon les IFRS moins l'amortissement de la composante capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle dans CGWM UK et ajustées, le cas échéant, aux fins du calcul selon la méthode du rachat d'actions lorsque l'effet est dilutif; viii) le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants, qui correspond au résultat net compte non tenu des éléments importants moins les participations ne donnant pas le contrôle (ajustées) et les dividendes sur actions privilégiées versés sur les actions privilégiées de série A et de série C. Les autres mesures non conformes aux IFRS comprennent le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA »), qui correspond au résultat net avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants et compte non tenu également de certains produits d'intérêts du siège social, de certaines charges d'intérêts du siège social et de certains amortissements, et le BAIIA normalisé, qui correspond au BAIIA compte non tenu de certaines charges de nature

spécifique ou non récurrente. Le BAIIA n'exclut pas l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et la charge d'intérêts sur les obligations locatives. Les données présentées pour les divisions opérationnelles de la Société qui sont respectivement décrites dans le présent paragraphe sont calculées de la manière décrite aux présentes et constituent des mesures non conformes aux IFRS.

Un rapprochement des mesures non conformes aux IFRS qui ne tiennent pas compte des éléments importants et des mesures conformes aux IFRS applicables tirées des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du premier trimestre de l'exercice 2026 est présenté dans le tableau intitulé « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants du premier trimestre de l'exercice 2026 » à la page 17 du rapport de gestion pour le trimestre clos le 30 juin 2025, déposé sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca.

Ratios non conformes aux IFRS

Les ratios non conformes aux IFRS sont calculés au moyen des mesures non conformes aux IFRS définies précédemment. Pour les périodes visées par les présentes, nous avons utilisé les ratios non conformes aux IFRS suivants : i) le total des charges compte non tenu des éléments importants en pourcentage des produits des activités ordinaires, qui est calculé en divisant les charges compte non tenu des éléments importants par les produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants; ii) le résultat par action ordinaire compte non tenu des éléments importants, qui est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (de base); iii) le résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants, qui est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (après dilution); et iv) la marge bénéficiaire avant impôt, qui est calculée en divisant le résultat net avant impôt compte non tenu des éléments importants par les produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants.

Mesures financières supplémentaires

Les actifs pour le compte des clients font partie des mesures financières supplémentaires qui n'ont pas de définition prescrite par les IFRS et qui ne respectent pas la définition d'une mesure non conforme aux IFRS ou d'un ratio non conforme aux IFRS. Les actifs pour le compte des clients, qui comprennent les actifs sous gestion (« ASG ») et les actifs sous administration (« ASA »), représentent une mesure qui est couramment utilisée dans les activités de gestion de patrimoine. Les actifs pour le compte des clients représentent la valeur de marché des actifs des clients gérés et administrés par la Société qui en tire des intérêts, des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans les comptes clients, de même que la valeur de marché globale des positions acheteur et vendeur sur titres. La méthode qu'emploie la Société pour calculer les actifs pour le compte des clients peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, ces mesures pourraient ne pas être comparables à celles d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice, indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage, des services de consultation et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Groupe Canaccord Genuity exploite des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. Marchés des capitaux Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, exerce ses activités en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie et en Australie.

Groupe Canaccord Genuity Inc. est cotée sous le symbole CF à la Bourse de Toronto (« TSX »). Les actions privilégiées de série A de Canaccord Genuity sont négociées à la TSX sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de Canaccord Genuity sont inscrites sous le symbole CF.PR.C.

À PROPOS DES ACTIVITÉS DE GROUPE CANACCORD GENUITY INC.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage, de services de consultation et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de la Société. Le secteur administratif de la Société est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity

Marchés des capitaux Canaccord Genuity est la division internationale des marchés des capitaux de Groupe Canaccord Genuity Inc. (TSX : CF), qui offre aux institutions et aux sociétés des services centrés sur les idées en financement de sociétés, en fusions et acquisitions, en recherche, en ventes et en négociation en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie et en Australie. Nous nous sommes engagés à fournir des services axés sur la valeur à nos clients tout au cours du cycle de vie de leur entreprise et à mener nos activités en respectant des normes élevées en matière d'excellence à titre de banque d'investissement indépendante – une banque orientée marché et client, qui offre de la souplesse en termes de ressources et de portée, et qui possède une solide connaissance du secteur.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage et de planification financière complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, au Royaume-Uni, à Jersey, à Guernesey, à l'île de Man et en Australie. Les territoires de Guernesey, de Jersey et de l'île de Man sont désignés sous l'appellation de « dépendances de la Couronne ». Nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne sont collectivement désignées sous le nom de « CGWM UK ».

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liées à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des applications de guichet et d'arrière-guichet des systèmes de technologie de l'information, de la conformité, de la gestion des risques, des activités, des affaires juridiques, des finances et des autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

ACTIVITÉS COMMERCIALES

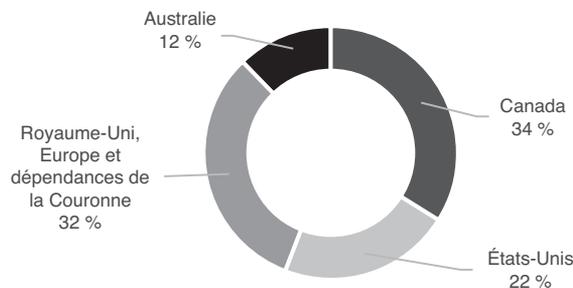
Nos activités sont assujetties à la conjoncture générale sur les marchés des obligations et des actions mondiaux.

Les activités génératrices de produits de la Société sont diversifiées sur le plan de la couverture sectorielle et de la présence géographique. La Société a continué d'investir pour accroître l'envergure de ses activités de gestion de patrimoine dans toutes les régions où elle les exerce afin d'augmenter ses produits des activités ordinaires récurrents et de compenser la volatilité inhérente aux activités sur les marchés des capitaux. Grâce à la diversification de ses activités dans les grands centres financiers, la Société a toujours bénéficié de la vigueur des marchés des actions dans certaines régions et a pu améliorer sa capacité à identifier et à gérer les possibilités dans les centres régionaux et dans ses secteurs cibles.

Le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut aussi avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de la Société. La majeure partie des produits tirés des transactions de prise ferme et de consultation sont comptabilisés lorsque la transaction est conclue. Ainsi, les résultats trimestriels peuvent également être touchés par le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires pour ces transactions dans nos activités sur les marchés des capitaux.

Le tableau ci-après fait état des produits des activités ordinaires générés à l'échelle de la Société par région au cours du T1/26 :

Produits des activités ordinaires générés à l'échelle de la Société par région



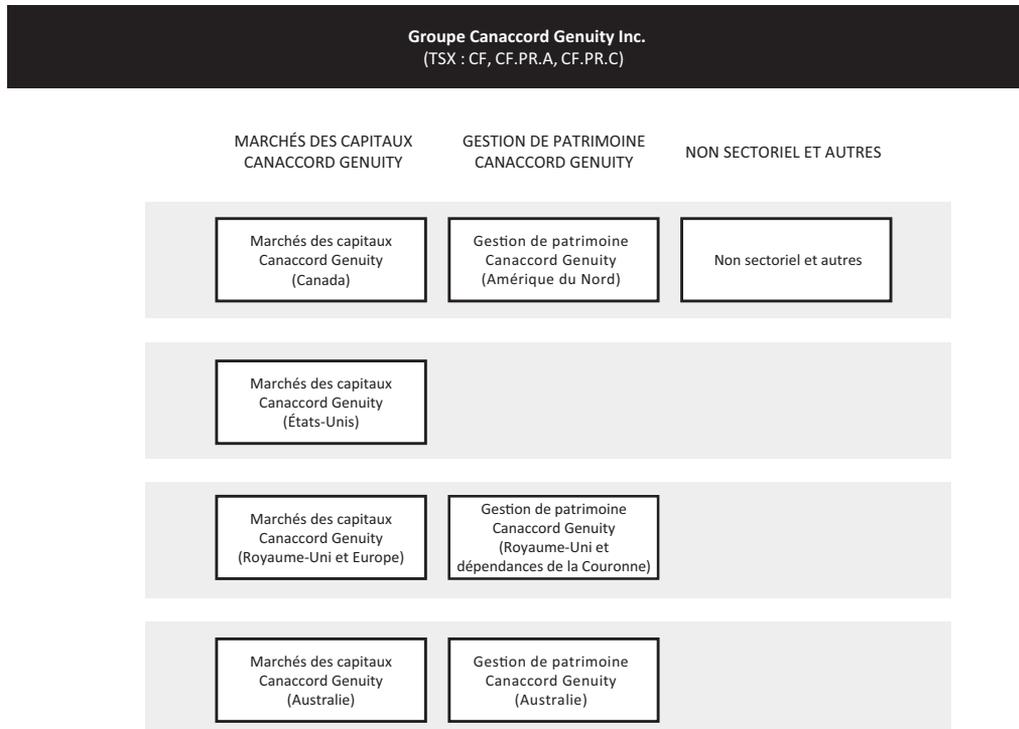
INCIDENCE DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ SUR LES MARCHÉS

À titre de maison de courtage, la Société tire ses produits des activités ordinaires surtout des commissions sur ventes et des frais de compte, de la prise ferme, des intérêts, des honoraires de consultation et des activités de négociation. Par conséquent, les activités de la Société sont très sensibles à la situation sur les marchés financiers et à la conjoncture économique, principalement en Amérique du Nord et au Royaume-Uni et en Europe et, jusqu'à un certain point, en Australie et en Asie. Les initiatives d'expansion d'entreprise réfléchies de Groupe Canaccord Genuity menées ces dernières années ont jeté des bases solides pour la diversification de ses produits des activités ordinaires. Grâce à sa stratégie d'investissement disciplinée, la Société demeure concurrentielle dans un paysage financier dynamique.

Les activités de gestion de patrimoine de la Société sont principalement axées sur la prestation de services de gestion de comptes discrétionnaire et comptes de services de consultation, d'exécution d'opérations, de planification financière, de garde de titres, de prêts sur marge et de gestion de trésorerie. La valeur des actifs pour le compte des clients attribuables aux activités de gestion de patrimoine de la Société peut être influencée par les variations de la valeur de marché au cours des périodes de présentation de l'information financière.

Les activités sur les marchés des capitaux de la Société sont principalement axées sur les secteurs suivants : technologies, métaux et mines, produits de consommation et de détail, soins de santé et sciences de la vie (y compris les sociétés liées au cannabis), développement durable, et autres. La couverture de ces secteurs englobe le financement de sociétés, les services de fusions et acquisitions et de consultation, et les activités touchant les actions institutionnelles, comme la vente, la négociation et la recherche.

SECTEURS D'ACTIVITÉ



Les principales entités en exploitation qui font partie des unités d'exploitation précitées sont les suivantes :

Marchés des capitaux Canaccord Genuity (Canada)

Corporation Canaccord Genuity (division Marchés des capitaux)
Jitneytrade Inc.
Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited¹
Canaccord Genuity Emerging Markets Ltd.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord)

Corporation Canaccord Genuity (division Gestion de patrimoine)
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.

Non sectoriel et autres

Corporation Canaccord Genuity (division Non sectoriel et autres)
Groupe Canaccord Genuity Inc.
Finlogik Inc.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity (États-Unis)

Canaccord Genuity LLC
Canaccord Genuity Petsky Prunier LLC
CG Sawaya, LLC

Marchés des capitaux Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe)

Canaccord Genuity Limited

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et dépendances de la Couronne)²

Canaccord Genuity Wealth Limited
CG Wealth Planning Ltd.
Canaccord Genuity Asset Management Limited
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited
Cantab Asset Management Limited
Intelligent Capital Group Limited
Canaccord Asset Management (International) Ltd.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity (Australie)

Canaccord Genuity (Australia) Limited²
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited¹

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Australie)

Canaccord Genuity Financial Limited²

1) Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited est une ressource partagée pour Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada et Marchés des capitaux Canaccord Genuity en Australie.

2) En propriété exclusive. Voir les notes ci-après.

Certains investisseurs institutionnels ont acheté deux séries d'actions privilégiées convertibles émises par Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited, une filiale de la Société qui est également la société mère de toutes les sociétés en exploitation incluses dans CGWM UK. Après conversion et sous réserve de la priorité en cas de liquidation associée aux actions privilégiées convertibles et aux actions préférentielles émises à des dirigeants et à des employés de CGWM UK, la Société détient une participation en équivalents de capitaux propres d'environ 66,9 % dans Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited. Les conditions relatives aux actions privilégiées convertibles et aux actions préférentielles sont présentées à la note 8 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2025.

La Société détient une participation de 65 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited et Canaccord Genuity Financial Limited.

Conjoncture du marché au cours du T1 de l'exercice 2026

Contexte économique

Une volatilité accrue a caractérisé le contexte de marché au premier trimestre de l'exercice, ce qui est attribuable aux tensions géopolitiques persistantes, aux fluctuations des prix de l'énergie et aux changements dans les politiques des banques centrales en réponse aux pressions inflationnistes. Une liquidation a d'abord touché les marchés boursiers mondiaux après que les États-Unis ont annoncé l'imposition de lourds tarifs douaniers à leurs principaux partenaires commerciaux au début d'avril, et les activités de fusion et acquisition à l'échelle mondiale ont connu un important ralentissement. Le sentiment du marché s'est ensuite rapidement inversé, donnant le coup d'envoi à une reprise généralisée après l'annonce par le président Trump des États-Unis de la mise sur pause des tarifs douaniers pour une période de 90 jours, mais le volume des fusions et acquisitions parmi les sociétés à petite capitalisation dans nos secteurs cibles est demeuré faible en raison de l'incertitude persistante.

Les principaux indices boursiers ont affiché de solides gains trimestriels au cours du trimestre considéré. L'indice S&P 500 a augmenté de 10,9 % d'un trimestre à l'autre et l'indice S&P/TSX a progressé de 8,5 %, tandis que les indices MSCI EAEO et MSCI Marchés émergents ont augmenté de respectivement 5,1 % et 8,1 %.

Malgré la vigueur du cours des actions, l'indice S&P GS Commodity a cédé 2,8 % d'un trimestre à l'autre, les prix au comptant du WTI à Cushing ayant reculé de 7,8 %, ce qui est en grande partie lié à l'annonce par les pays de l'OPEP+ de leur décision d'accroître la production. Le dollar canadien s'est apprécié de 5,7 %, sous l'effet d'une appétence accrue pour le risque et de l'optimisme suscité par la possibilité d'un allègement des tarifs douaniers américains sur les importations canadiennes. Parallèlement, le rendement des obligations du Trésor américain à 10 ans a terminé le trimestre en hausse de 1,0 % d'un trimestre à l'autre, reflet des modestes gains enregistrés sur les marchés des titres à revenu fixe.

Financement de sociétés et consultation

Malgré la volatilité présente au début du trimestre, les données sectorielles révèlent que les activités de fusion et acquisition à l'échelle mondiale au cours de la période de trois mois ont augmenté de 37 % par rapport à celles d'il y a un an, mais cette augmentation a été essentiellement le fait de transactions de grande envergure, la reprise se faisant attendre dans le segment des sociétés à petite capitalisation.

À plus long terme, malgré le recul des prix de l'énergie au cours du trimestre considéré, nous croyons que la vigueur générale des prix des marchandises est de bon augure pour les entreprises qui veulent financer des activités ou des acquisitions. De plus, le rendement plus élevé des actions de sociétés à petite et à moyenne capitalisation soutient habituellement l'appétence pour les activités de financement dans nos secteurs cibles.

	T1/25		T2/25		T3/25		T4/25		T1/26		
	28 juin 2024	(D'un exercice à l'autre)	30 sept. 2024	(D'un exercice à l'autre)	31 déc. 2024	(D'un exercice à l'autre)	31 mars 2025	(D'un exercice à l'autre)	30 juin 2025	(D'un exercice à l'autre)	trimestre à l'autre)
Valeur de l'indice à la fin du trimestre											
Indice des actions de sociétés mondiales à petite capitalisation S&P IFCI	301,9	7,6 %	320,3	15,1 %	298,2	0,0 %	286,2	-2,7 %	325,7	7,9 %	13,8 %
Indice des actions de sociétés mondiales à grande capitalisation S&P IFCI	245,9	11,2 %	265,8	24,5 %	244,9	6,7 %	250,7	6,7 %	276,4	12,4 %	10,3 %

Source : LSEG Datastream, estimations de Canaccord Genuity.

Nos activités de mobilisation de capitaux et de consultation visent principalement les sociétés à petite et à moyenne capitalisation de secteurs de croissance précis de l'économie mondiale. Ces secteurs peuvent connaître une croissance ou un ralentissement, peu importe les conditions plus larges de l'économie et du marché. La réglementation gouvernementale peut également avoir une incidence importante sur la capitalisation des petites entreprises. La volatilité des conditions d'affaires pour ces secteurs ou celle du marché des titres de ces sociétés dans les régions où nous exerçons nos activités sont des facteurs qui peuvent nuire à nos résultats financiers et, au final, à la valeur de marché de nos actions. Les produits tirés des services de consultation sont principalement tributaires de la réalisation des mandats de fusion, d'acquisition et de restructuration.

Négociation

La volatilité accrue, conjuguée au rendement élevé des actions de sociétés à petite et à moyenne capitalisation et de plusieurs marchandises, plus particulièrement des métaux précieux, au cours du premier trimestre de l'exercice 2026, a offert un contexte favorable à nos activités de négociation.

	T1/25		T2/25		T3/25		T4/25		T1/26		Exercice 2025		
	28 juin 2024	(D'un exercice à l'autre)	30 sept. 2024	(D'un exercice à l'autre)	31 déc. 2024	(D'un exercice à l'autre)	31 mars 2025	(D'un exercice à l'autre)	30 juin 2025	(D'un exercice à l'autre)	(D'un trimestre à l'autre)	31 mars 2025	(D'un exercice à l'autre)
Valeur moyenne au cours du trimestre / de l'exercice													
Russell 2000	2 037,9	13,4 %	2 155,1	13,9 %	2 300,6	27,1 %	2 192,3	8,9 %	2 026,5	-0,6 %	-7,6 %	2 171,8	15,6 %
Indice S&P 400 à moyenne capitalisation	2 941,6	13,0 %	3 014,6	14,9 %	3 210,0	26,1 %	3 112,4	9,7 %	2 934,4	-0,2 %	-5,7 %	3 069,8	16,9 %
FTSE 100	8 173,8	6,3 %	8 242,2	9,8 %	8 219,6	9,4 %	8 583,5	11,9 %	8 565,9	4,8 %	-0,2 %	8 303,2	9,3 %
MSCI EU à moyenne capitalisation	1 333,4	8,4 %	1 327,9	9,8 %	1 343,4	12,8 %	1 411,0	10,9 %	1 443,3	8,2 %	2,3 %	1 353,6	10,4 %
S&P/TSX	22 022,6	9,1 %	22 937,2	13,8 %	24 837,4	24,8 %	25 110,9	17,8 %	25 427,9	15,5 %	13 %	23 723,0	16,4 %

Source : LSEG Datastream, estimations pour Canaccord Genuity.

Gestion de patrimoine mondiale

La valeur des actifs pour le compte des clients attribuables à notre division de gestion du patrimoine a profité des rendements positifs affichés par les principaux indices boursiers et obligataires au cours du premier trimestre de l'exercice 2026.

	T1/25	T2/25	T3/25	T4/25	T1/26	Exercice 2025
	Variation (d'un trimestre à l'autre)	Variation (d'un exercice à l'autre)				
Rendement total (hors monnaies étrangères)						
S&P 500	4,3 %	5,9 %	2,4 %	-4,3 %	10,9 %	8,3 %
S&P/TSX	-0,5 %	10,5 %	3,8 %	1,5 %	8,5 %	15,8 %
MSCI MARCHÉS ÉMERGENTS	6,3 %	6,8 %	-4,2 %	2,7 %	8,1 %	11,7 %
MSCI MONDE	3,0 %	6,7 %	-0,9 %	-1,2 %	11,7 %	7,6 %
INDICE S&P GS COMMODITY	0,7 %	-5,3 %	3,8 %	4,9 %	-2,8 %	3,8 %
OBLIGATIONS DU TRÉSOR AMÉRICAIN À 10 ANS	-0,3 %	5,8 %	-5,0 %	4,0 %	1,0 %	4,2 %
\$ CA/\$ US	-1,0 %	1,1 %	-6,0 %	0,0 %	5,7 %	-5,9 %
\$ CA/€	-0,3 %	-2,7 %	1,1 %	-4,3 %	-3,0 %	-6,1 %

Source : LSEG Datastream, estimations pour Canaccord Genuity.

Perspectives

Après avoir mis sur pause les tarifs douaniers pour une période initiale de 90 jours qui a pris fin au début de juillet 2025, l'administration Trump a de nouveau reporté leur entrée en vigueur pour permettre la poursuite des négociations. L'administration américaine a depuis annoncé la conclusion d'accords-cadres commerciaux avec l'Union européenne (15 %) et le Japon (15 %). En outre, la suspension des tarifs douaniers visant la Chine a été prolongée pour une période de 90 jours à la fin de juillet 2025. Cela dit, malgré les négociations en cours, il est raisonnable de conclure que le paysage économique mondial a considérablement changé alors que les tarifs douaniers pondérés en fonction des échanges sur les importations américaines sont passés d'environ 2 % en 2024 à plus de 15 % selon nos calculs.

En prévision de l'entrée en vigueur de tarifs douaniers plus élevés, les entreprises et les consommateurs ont accéléré leurs achats, ce qui a fait bondir les importations américaines et donné lieu à des dépenses de consommation résilientes. Toutefois, nous croyons que l'effet de ces facteurs favorables à court terme commence peut-être à se dissiper. De plus, les répercussions secondaires des tarifs douaniers, dont le resserrement des chaînes d'approvisionnement, la hausse des prix des biens, la diminution des marges, le gel des dépenses des entreprises et les mises à pied, commenceront probablement à se répercuter sur l'économie.

Dans ce contexte de ralentissement de la croissance, nous nous attendons à ce que la Réserve fédérale et la Banque du Canada reprennent leur campagne d'assouplissement monétaire. En outre, nous prévoyons que les dépenses publiques augmenteront afin de soutenir la demande globale. Enfin, un effet de richesse positif et des salaires réels plus élevés devraient avoir une incidence positive sur les dépenses de consommation. Même si nous entrevoyons un ralentissement de la croissance mondiale, nous croyons à l'heure actuelle que la probabilité d'une récession demeure inférieure à 50 %.

Les taux d'intérêt demeurent élevés et les tarifs douaniers en vigueur continuent d'assombrir les perspectives économiques, mais les activités de fusions et acquisition dans nos secteurs cibles devraient demeurer résilientes. Vu les pressions croissantes pour que les sociétés de capital-investissement remboursent du capital, l'amélioration de la conjoncture des marchés des capitaux et la plus grande certitude au sujet des tarifs douaniers, nous prévoyons une augmentation du nombre de transactions conclues et une amélioration des évaluations. Les investisseurs ont retrouvé leur appétence pour les actions de sociétés à petite et à moyenne capitalisation, bien que l'humeur du marché demeure sensible aux changements soudains. Une dépréciation du dollar américain contribue généralement à la vigueur des prix des marchandises, ce qui pourrait profiter aux secteurs connexes. Finalement, la résilience du dollar canadien et d'éventuels nouveaux accords commerciaux pourraient améliorer les perspectives pour les activités transfrontalières de fusion et acquisition et de financement de sociétés.

Points saillants du T1 de l'exercice 2026 – rendement des principaux secteurs d'activité

Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique « Résultats par secteur d'activité ».

	Trimestres clos les							
	30 juin 2025				30 juin 2024			
	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres ¹	Total	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres ¹	Total
Produits des activités ordinaires – ajustés ²	242 889 \$	200 144 \$	5 414 \$	448 447 \$	215 923 \$	205 624 \$	7 414 \$	428 961 \$
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté ²	40 811	5 536	(12 963)	33 384	33 273	13 032	(11 488)	34 817
Résultat par action après dilution – ajusté ²	0,16 \$	(0,03) \$	— \$	0,13 \$	0,12 \$	0,01 \$	— \$	0,13 \$

1) Les pertes du secteur Non sectoriel et autres sont attribuées aux divisions des marchés des capitaux et de gestion de patrimoine en fonction des produits des activités ordinaires ainsi que d'autres facteurs et hypothèses aux fins de la présentation du résultat par action ordinaire après dilution sur une base ajustée et par division.

2) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS et sont désignés comme étant des chiffres ajustés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 242,9 millions \$ au cours du premier trimestre de l'exercice 2026, soit des hausses de 12,5 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent et de 1,7 % comparativement à ceux du T4/25. Ces hausses découlent principalement de la progression des produits tirés des commissions et des honoraires dans toutes les divisions. Compte non tenu des éléments importants, ce secteur a dégagé un résultat net avant impôt sur le résultat de 40,8 millions \$¹, en hausse de 22,7 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

- Les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont généré des produits des activités ordinaires de 94,1 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants¹, ont dégagé un résultat net avant impôt sur le résultat de 9,2 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2026.
- Les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne ont généré des produits des activités ordinaires de 125,7 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants¹, ont affiché un résultat net avant impôt sur le résultat de 29,7 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2026.
- Les activités de gestion de patrimoine en Australie ont généré des produits des activités ordinaires de 23,1 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants¹, ont affiché un résultat net avant impôt sur le résultat de 1,9 million \$ au premier trimestre de l'exercice 2026.

Les actifs pour le compte des clients à l'échelle de la Société se chiffraient à 125,3 milliards \$ au 30 juin 2025, ce qui représente une augmentation de 19,5 milliards \$, ou 18,4 %, par rapport à 105,8 milliards \$ au 30 juin 2024². Les actifs pour le compte des clients des diverses unités d'exploitation au 30 juin 2025 s'établissaient comme suit :

- 44,8 milliards \$ en Amérique du Nord, en hausse de 6,5 milliards \$ ou 16,9 %, par rapport à ceux au 30 juin 2024²;
- 71,6 milliards \$ (38,3 milliards £) au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, en hausse de 10,7 milliards \$, ou 17,6 % (une hausse de 3,1 milliards £, ou 8,8 %, en monnaie locale) par rapport à 60,9 milliards \$ (35,2 milliards £) au 30 juin 2024²;
- 8,9 milliards \$ en Australie, détenus dans la plateforme de gestion des placements de la Société, en hausse de 2,3 milliards \$, ou 34,3 %, par rapport à ceux au 30 juin 2024².

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

À l'échelle mondiale, Marchés des capitaux Canaccord Genuity a enregistré des produits des activités ordinaires de 200,1 millions \$ au premier trimestre de l'exercice considéré, en baisse de 2,7 % comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse reflète essentiellement le recul des produits tirés des honoraires de consultation et des produits tirés des activités de financement de sociétés, compensé en partie par une hausse des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste. Compte non tenu des éléments importants¹, ce secteur a dégagé un résultat net avant impôt sur le résultat de 5,5 millions \$ pour le trimestre considéré, soit une diminution de 57,5 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity a participé à 93 transactions de financement de sociétés à l'échelle internationale, lesquelles ont permis de mobiliser un produit total de 16,2 milliards \$ au cours du trimestre clos le 30 juin 2025.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

2) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

Produits des activités ordinaires par secteur d'activité en pourcentage du total des produits des activités ordinaires de Marchés des capitaux Canaccord Genuity

	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2025	2024	
Commissions et honoraires	20,5 %	18,5 %	2,0 p. p.
Financement de sociétés	31,2 %	31,6 %	(0,4) p. p.
Honoraires de consultation	24,4 %	32,6 %	(8,2) p. p.
Négociation à titre de contrepartiste	18,9 %	12,1 %	6,8 p. p.
Intérêts	3,0 %	3,8 %	(0,8) p. p.
Divers	2,0 %	1,4 %	0,6 p. p.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	100,0 %	100,0 %	

p. p. : points de pourcentage

Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique « Résultats par secteur d'activité » à la page 21.

SOMMAIRE DES FAITS SAILLANTS DE LA SOCIÉTÉ

Le 1^{er} avril 2025, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente définitive en vue de vendre à Cantor ses activités de tenue de marché de gros aux États-Unis, ce qui vient renforcer davantage l'accent mis sur son éventail de services de base en consultation et en financement des sociétés sur les marchés des capitaux à l'échelle mondiale. La conclusion de la vente est assujettie aux conditions de clôture habituelles et devrait avoir lieu au cours du premier semestre de l'exercice 2026 de la Société.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2026, des filiales de la Société (« Groupe CG ») ont prêté un montant d'environ 27,0 millions \$ aux termes de nouveaux prêts-achats (« prêts-achats de 2026 ») à des membres de la haute direction, à des cadres supérieurs et à des cadres générateurs de revenus de Groupe CG (les « participants ») pour financer une partie du prix d'achat de leurs parts de société en commandite (« parts de SEC ») de CG Partners Limited Partnership (la « société en commandite » ou « CG Partners »), le véhicule indépendant d'actionnariat des employés par l'intermédiaire d'une société en commandite. Les prêts-achats de 2026 sont essentiellement assortis des mêmes modalités que les prêts-achats consentis aux participants au cours de l'exercice 2025 (les « prêts-achats de 2025 » et conjointement avec les prêts-achats de 2026, les « prêts-achats »). En particulier, les prêts-achats de 2026 portent intérêt, ont une durée maximale de sept ans, sont garantis par la mise en gage des parts de SEC et comprennent un montant de remboursement supplémentaire prélevé sur les primes annuelles ou les commissions mensuelles, selon le cas, en lien avec le remboursement du montant en capital aux termes des prêts par les participants. À cet égard, en juin 2026, la Société a consenti à la société en commandite un prêt à court terme garanti portant intérêt d'un montant en capital de 17,0 millions \$ (le « nouveau prêt à la société en commandite ») que la société en commandite a remboursé avant le 30 juin 2025 à même le produit en espèces qu'elle a tiré de la souscription des parts de SEC par les participants. Se reporter à la rubrique « Situation financière » ci-après.

Aperçu financier

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2026^{1, 2, 5}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	Trimestres clos les 30 juin			T1/26 par rapport au T1/25
	2025	2024	2023	
Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)				
Produits des activités ordinaires				
Commissions et honoraires	238 538 \$	204 501 \$	184 770 \$	16,6 %
Financement de sociétés	71 476	74 917	36 961	(4,6) %
Honoraires de consultation	49 189	67 042	40 652	(26,6) %
Négociation à titre de contrepartiste	36 534	24 974	22 946	46,3 %
Intérêts	45 939	51 743	52 272	(11,2) %
Divers	6 771	4 988	5 723	35,7 %
Total des produits des activités ordinaires	448 447	428 165	343 324	4,7 %
Charges				
Charge de rémunération	268 956	254 157	185 923	5,8 %
Autres charges indirectes ³	167 174	151 138	147 743	10,6 %
Frais connexes aux acquisitions	718	704	—	2,0 %
Frais de restructuration	—	2 657	3 358	(100,0) %
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	12 000	—	—	n. p.
Ajustement de la juste valeur des débetures convertibles – composante passif dérivé	14 725	(4 024)	—	n. p.
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	(3 213)	—	—	n. p.
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	—	—	18	—
Total des charges	460 360	404 632	337 042	13,8 %
Résultat avant impôt sur le résultat	(11 913)	23 533	6 282	(150,6) %
Résultat net	(16 845) \$	16 721 \$	(268) \$	(200,7) %
Résultat net attribuable aux :				
Actionnaires de GCGI	(28 059) \$	5 251 \$	(10 536) \$	n. p.
Participations ne donnant pas le contrôle	11 214 \$	11 470 \$	10 268 \$	(2,2) %
Dividendes sur actions privilégiées	2 852 \$	2 852 \$	2 852 \$	—
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(30 911) \$	2 399 \$	(13 388) \$	n. p.
Résultat par action ordinaire après dilution	(0,32) \$	0,02 \$	(0,15) \$	n. p.
Dividendes par action ordinaire	0,085 \$	0,085 \$	0,085 \$	—
Total de l'actif	6 868 307 \$	5 879 508 \$	5 043 388 \$	16,8 %
Total du passif	5 569 931 \$	4 520 583 \$	3 692 090 \$	23,2 %
Participations ne donnant pas le contrôle	409 378 \$	367 581 \$	346 629 \$	11,4 %
Total des capitaux propres	888 998 \$	991 344 \$	1 004 669 \$	(10,3) %
Nombre d'employés	2 911	2 755	2 830	5,7 %
Compte non tenu des éléments importants ⁴				
Total des produits des activités ordinaires	448 447 \$	428 961 \$	343 443 \$	4,5 %
Total des charges	415 063 \$	394 144 \$	310 547 \$	5,3 %
Résultat avant impôt sur le résultat	33 384 \$	34 817 \$	32 896 \$	(4,1) %
Résultat net ⁴	26 059 \$	25 441 \$	19 433 \$	2,4 %
Résultat net attribuable aux :				
Actionnaires de GCGI	16 357 \$	16 215 \$	10 430 \$	0,9 %
Participations ne donnant pas le contrôle	9 702 \$	9 226 \$	9 003 \$	5,2 %
Dividendes sur actions privilégiées	2 852 \$	2 852 \$	2 852 \$	—
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – ajusté	13 505 \$	13 363 \$	7 578 \$	1,1 %
Résultat par action ordinaire après dilution ^{4,5}	0,13 \$	0,13 \$	0,07 \$	—

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 31,8 % a été comptabilisée pour le trimestre clos le 30 juin 2025 (31,8 % pour le trimestre clos le 30 juin 2024). Les résultats d'exploitation de CGWM UK ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle dans les actions ordinaires, les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles en circulation de Canaccord Genuity Wealth Management Holdings (Jersey) Limited a été comptabilisée pour le trimestre clos le 30 juin 2025. Après conversion et sous réserve de la priorité en cas de liquidation associée aux actions privilégiées convertibles et aux actions préférentielles de CGWM UK, la participation ne donnant pas le contrôle représente une participation en équivalents de capitaux propres de 33,1 % (33,1 % pour le trimestre clos le 30 juin 2024).

3) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et aux technologies, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation et les frais de développement.

4) Le résultat net et le résultat par action ordinaire compte non tenu des éléments importants tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8 et au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 17.

5) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Results International Group LLP (« Results ») depuis le 17 août 2022, les résultats d'exploitation de Punter Southall Wealth Limited (« PSW ») depuis le 31 mai 2022, les résultats d'exploitation d'Intelligent Capital Holdings Limited (« ICL ») depuis le 8 avril 2024, les résultats d'exploitation de Cantab Asset Management (« Cantab ») depuis le 1^{er} octobre 2024 et les résultats d'exploitation de Canaccord Asset Management (International) Ltd. (auparavant « Brooks Macdonald Asset Management (International) Ltd. » ou « BMI ») depuis le 24 février 2025.

6) Pour le trimestre clos le 30 juin 2025, l'effet de la prise en compte de la quote-part proportionnelle de la Société dans le résultat de CGWM UK est antidilutif aux fins du calcul sur une base ajustée compte non tenu des éléments importants¹. Selon les IFRS, la Société a comptabilisé une perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires et, par conséquent, le RPA après dilution est égal au RPA de base, car les instruments comportant des actions ordinaires potentielles ont été exclus des calculs de la perte par action après dilution, ces instruments étant antidilutifs. Le RPA après dilution et le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires selon les IFRS et sur une base ajustée compte non tenu des éléments importants¹ sont calculés en fonction du résultat net moins les dividendes versés et courus sur les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles émises par CGWM UK pour établir le résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI.

n. p. : non pertinent

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹ DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2026

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2025	2024	
Produits des activités ordinaires			
Produits des activités ordinaires selon les IFRS	448 447 \$	428 165 \$	4,7 %
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>			
Ajustement de la juste valeur de certains titres négociables non liquides ou temporairement inaccessibles	—	796 \$	(100,0) %
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants¹	448 447 \$	428 961 \$	4,5 %
Charges			
Charges selon les IFRS	460 360 \$	404 632 \$	13,8 %
<i>Éléments importants comptabilisés par Marchés des capitaux Canaccord Genuity</i>			
Amortissement des immobilisations incorporelles	107 \$	157 \$	(31,8) %
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions	495 \$	513 \$	(3,5) %
Frais de restructuration	—	2 657 \$	(100,0) %
Charges locatives liées aux locaux loués en construction	—	2 026 \$	(100,0) %
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	(3 213) \$	—	n. p.
Provision	2 553 \$	—	n. p.
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>			
Amortissement des immobilisations incorporelles	7 514 \$	5 829 \$	28,9 %
Convention d'encouragement à l'intention des dirigeants de CGWM UK	7 400 \$	—	n. p.
Frais connexes aux acquisitions	718 \$	704 \$	2,0 %
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions	2 998 \$	832 \$	260,3 %
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>			
Charges locatives liées aux locaux loués en construction	—	1 794 \$	(100,0) %
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	12 000 \$	—	n. p.
Ajustement de la juste valeur des débetures convertibles – composante passif dérivé	14 725 \$	(4 024) \$	n. p.
Total des éléments importants¹	45 297 \$	10 488 \$	n. p.
Total des charges compte non tenu des éléments importants¹	415 063 \$	394 144 \$	5,3 %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté ¹	33 384 \$	34 817 \$	(4,1) %
Impôt sur le résultat – ajusté ¹	7 325 \$	9 376 \$	(21,9) %
Résultat net – ajusté¹	26 059 \$	25 441 \$	2,4 %
<i>Éléments importants ayant une incidence sur le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires¹</i>			
Participations ne donnant pas le contrôle – IFRS	11 214 \$	11 470 \$	(2,2) %
Amortissement de la composante capitaux propres des participations ne donnant pas le contrôle dans CGWM UK et autre ajustement	1 512 \$	2 244 \$	(32,6) %
Participations ne donnant pas le contrôle (ajustées) ¹	9 702 \$	9 226 \$	5,2 %
Dividendes sur actions privilégiées	2 852 \$	2 852 \$	—
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants ¹	13 505 \$	13 363 \$	1,1 %
Résultat par action ordinaire de base compte non tenu des éléments importants ¹	0,14 \$	0,14 \$	—
Résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants ¹	0,13 \$	0,13 \$	—

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS et sont désignés comme étant des chiffres ajustés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

n. p. : non pertinent

Change

Les produits des activités ordinaires et les charges des établissements à l'étranger de la Société sont initialement comptabilisés dans leur monnaie fonctionnelle respective, puis convertis en dollars canadiens aux cours de change en vigueur durant la période considérée. Par conséquent, la fluctuation des taux de change s'est répercutée sur certains postes de produits des activités ordinaires et de charges présentés en dollars canadiens comparativement aux périodes correspondantes précédentes. Ces répercussions doivent être prises en considération lors de l'examen de l'analyse de nos résultats consolidés et de ceux des divisions Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Goodwill

À partir des estimations préliminaires de la direction en ce qui a trait aux produits des activités ordinaires, à la performance opérationnelle, aux taux de croissance et aux autres hypothèses qui sont habituellement formulées à l'égard des modèles de flux de trésorerie actualisés, la Société a déterminé que le goodwill affecté à ses unités d'exploitation de la division de Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne et en Australie ou le goodwill affecté à Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis et à Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni n'avait pas subi de perte de valeur. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 8 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2026 PAR RAPPORT AU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2025

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ À L'ÉCHELLE DE LA SOCIÉTÉ

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités principales : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers.

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2025	2024	
Commissions et honoraires	238 538 \$	204 501 \$	16,6 %
Financement de sociétés	71 476	74 917	(4,6) %
Honoraires de consultation	49 189	67 042	(26,6) %
Négociation à titre de contrepartiste	36 534	24 974	46,3 %
Intérêts	45 939	51 743	(11,2) %
Divers	6 771	4 988	35,7 %
Groupe Canaccord Genuity Inc. (total)	448 447 \$	428 165 \$	4,7 %

n. p. : non pertinent

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ EN POURCENTAGE DU TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES À L'ÉCHELLE DE LA SOCIÉTÉ

	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2025	2024	
Commissions et honoraires	53,2 %	47,8 %	5,4 p. p.
Financement de sociétés	15,9 %	17,5 %	(1,6) p. p.
Honoraires de consultation	11,0 %	15,7 %	(4,7) p. p.
Négociation à titre de contrepartiste	8,1 %	5,8 %	2,3 p. p.
Intérêts	10,2 %	12,1 %	(1,9) p. p.
Divers	1,6 %	1,1 %	0,5 p. p.
Groupe Canaccord Genuity Inc. (total)	100,0 %	100,0 %	

p. p. : points de pourcentage

À l'échelle de la Société, les produits des activités ordinaires se sont établis à 448,4 millions \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2025, en hausse de 4,7 %, ou 20,3 millions \$, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique principalement par l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires dans notre groupe de gestion de patrimoine mondial, ainsi que par la progression des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis.

Les produits consolidés du secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity pour le T1/26 ont reculé de 5,5 millions \$, ou 2,7 %, en regard de ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les produits tirés des honoraires de consultation et les produits tirés des activités de financement de sociétés ont diminué respectivement de 18,1 millions \$, ou 27,1 %, et 2,6 millions \$, ou 4,1 %, ce qui a été en partie compensé par une hausse de 13,0 millions \$, ou 52,3 %, des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste. Les produits d'intérêts ont également diminué de 1,9 million \$, ou 24,1 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison d'une baisse des produits tirés de prêt de titres.

Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine mondiale ont été de 242,9 millions \$ pour le trimestre considéré, soit une hausse de 12,5 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est principalement attribuable à l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires dans toutes les régions.

Les produits tirés des commissions et des honoraires proviennent principalement des activités de négociation liées à la gestion de placement des particuliers et des ventes et activités de négociation institutionnelles. À l'échelle de la Société, les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 34,0 millions \$, ou 16,6 %, pour s'établir à 238,5 millions \$ au T1/26, ce qui reflète principalement la hausse des produits tirés des activités de gestion de patrimoine mondiale.

À l'échelle de la Société, les produits tirés des activités de financement de sociétés se sont établis à 71,5 millions \$ au T1/26, une diminution de 3,4 millions \$, ou 4,6 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent qui reflète essentiellement une baisse des produits dans nos activités en Australie et au Royaume-Uni, compensée en partie par l'apport accru de nos activités au Canada et aux États-Unis.

À l'échelle de la Société, les produits tirés des honoraires de consultation se sont établis à 49,2 millions \$, en baisse de 17,9 millions \$, ou 26,6 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Malgré un solide bassin de projets, l'incertitude économique liée aux tarifs douaniers a réduit le nombre de transactions conclues au cours du trimestre considéré. L'incertitude a particulièrement influé sur les activités de la Société aux États-Unis, dont l'apport aux produits tirés des activités de consultation s'est établi à 21,7 millions \$, ce qui représente une baisse de 23,0 millions \$, ou 51,5 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Les activités au Royaume-Uni et en Europe ont également enregistré une baisse de 4,4 millions \$, ou 41,2 %, par rapport au trimestre clos le 30 juin 2024. Ces baisses ont été en partie compensées par les hausses générées par nos activités au Canada et en Australie au T1/26.

À l'échelle de la Société, les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste ont été de 36,5 millions \$ au T1/26, en hausse de 11,6 millions \$, ou 46,3 %, par rapport à ceux du T1/25, ce qui est principalement le fait de la hausse des produits dans nos activités aux États-Unis, laquelle découle du niveau accru d'activité attribuable à la volatilité élevée des marchés au trimestre considéré.

À l'échelle de la Société, les produits d'intérêts se sont chiffrés à 45,9 millions \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2025, en baisse de 5,8 millions \$, ou 11,2 %, par rapport à ceux du T1/25, en lien avec la diminution des produits d'intérêts liés aux clients et des produits tirés de prêt de titres, ainsi que la baisse des taux d'intérêt.

Les produits divers se sont élevés à 6,8 millions \$ au T1/26, en hausse de 1,8 million \$, ou 35,7 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est en partie lié à une réduction des ajustements de la juste valeur de certains titres négociables non liquides ou temporairement inaccessibles et à la fluctuation des taux de change.

Charges

À l'échelle de la Société, les charges se sont chiffrées à 460,4 millions \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2025, en hausse de 13,8 %, ou 55,7 millions \$, par rapport à celles du T1/25. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹, en pourcentage des produits des activités ordinaires, a augmenté de 0,7 point de pourcentage par rapport à celui du trimestre clos le 30 juin 2024.

	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2025	2024	
Charge de rémunération	268 956 \$	254 157 \$	5,8 %
Autres charges indirectes ¹	167 174	151 138	10,6 %
Frais connexes aux acquisitions	718	704	2,0 %
Frais de restructuration	—	2 657	(100,0) %
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	12 000	—	n. p.
Ajustement de la juste valeur des débetures convertibles – composante passif dérivé	14 725	(4 024)	n. p.
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	(3 213)	—	n. p.
Total	460 360 \$	404 632 \$	13,8 %

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

n. p. : non pertinent

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

CHARGES EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES À L'ÉCHELLE DE LA SOCIÉTÉ

	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2025	2024	
Charge de rémunération	60,0 %	59,4 %	0,6 p. p.
Autres charges indirectes ¹	37,2 %	35,3 %	1,9 p. p.
Frais connexes aux acquisitions	0,2 %	0,2 %	(0,0) p. p.
Frais de restructuration	—	0,5 %	(0,5) p. p.
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	2,7 %	—	2,7 p. p.
Ajustement de la juste valeur des débetures convertibles – composante passif dérivé	3,3 %	(0,9) %	4,2 p. p.
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	(0,7) %	—	(0,7) p. p.
Total	102,7 %	94,5 %	8,2 p. p.

1) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et aux technologies, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.
p. p. : points de pourcentage

Charge de rémunération

À l'échelle de la Société, la charge de rémunération s'est établie à 269,0 millions \$ au T1/26, en hausse de 14,8 millions \$, ou 5,8 %, par rapport à celle du T1/25. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est établie à 60,0 % au T1/26, une légère hausse de 0,6 point de pourcentage par rapport à 59,4 % au T1/25 qui découle en partie des fluctuations de la valeur des attributions de droits à un paiement fondé sur des actions consenties au cours des périodes précédentes.

AUTRES CHARGES INDIRECTES

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2025	2024	
Négociation, règlement et technologies	48 156 \$	43 528 \$	10,6 %
Locaux et matériel	17 033	18 373	(7,3) %
Intérêts	29 813	27 908	6,8 %
Frais d'administration	40 112	37 952	5,7 %
Amortissement ¹	12 196	9 815	24,3 %
Frais de développement	19 864	13 562	46,5 %
Total des autres charges indirectes	167 174 \$	151 138 \$	10,6 %

1) Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 17.

Les autres charges indirectes ont été de 167,2 millions \$, en hausse de 10,6 % au T1/26 par rapport à celles du T1/25. En pourcentage des produits des activités ordinaires, les autres charges indirectes se sont établies à 37,3 % au T1/26, en regard de 35,3 % au T1/25, soit une augmentation de 2,0 points de pourcentage. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des frais de développement, de la charge d'amortissement, des frais de négociation, de règlement et liés aux technologies et des frais d'administration.

Les frais de développement ont augmenté de 6,3 millions \$, ou 46,5 %, surtout en lien avec un ajustement de la juste valeur de 7,4 millions \$ au titre de la convention d'encouragement à l'intention des dirigeants de CGWM UK. La charge d'amortissement a également augmenté de 2,4 millions \$, ou 24,3 %, en raison surtout de l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'acquisitions précédentes dans les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne. Les frais de négociation, de règlement et liés aux technologies ont aussi augmenté de 4,6 millions \$, ou 10,6 %, du fait de l'intensification des activités de négociation en lien avec les activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis. Les frais d'administration ont augmenté de 5,7 % en raison de la hausse des frais juridiques dans le cadre des activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis en lien avec les questions d'ordre réglementaires en cours qui ont déjà été présentées dans le rapport de gestion pour l'exercice 2025.

La charge d'intérêts a augmenté de 1,9 million \$, ou 6,8 %, par rapport à celle du premier trimestre de l'exercice 2025, du fait de la hausse des intérêts sur les emprunts bancaires liés à CGWM UK et de l'augmentation de la charge d'intérêts liée au groupe Actions internationales dans le cadre de nos activités aux États-Unis.

Les augmentations des charges indirectes ont été compensées par une baisse de 7,3 % des frais liés aux locaux et au matériel par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les charges ont été élevées au T1/25 en raison des charges supplémentaires engagées en lien avec les nouveaux bureaux de la Société à Vancouver et à New York qui étaient encore en construction à ce moment.

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat pour le trimestre clos le 30 juin 2025 a été de 4,9 millions \$ au titre d'une perte avant impôt sur le résultat de 11,9 millions \$, en regard d'une charge d'impôt sur le résultat de 6,8 millions \$ au titre d'un résultat avant impôt sur le résultat de 23,5 millions \$

au T1/25. Pour le T1/26, le taux d'impôt effectif a été lourdement touché par certaines charges qui ne sont pas déductibles aux fins de l'impôt, dont des ajustements de la juste valeur des passifs dérivés et un ajustement de la juste valeur en lien avec la convention d'encouragement à l'intention des dirigeants. En outre, il y a eu une variation de la valeur des actifs d'impôt différé se rapportant à des attributions dont les droits ne sont pas acquis au titre des régimes de paiements fondés sur des actions.

Résultat net

La perte nette pour le T1/26 s'est établie à 16,8 millions \$, comparativement à un résultat net de 16,7 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires a été de 30,9 millions \$, comparativement à un résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de 2,4 millions \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2024. La perte par action ordinaire après dilution a été de 0,32 \$ au T1/26, par rapport à un résultat par action ordinaire après dilution de 0,02 \$ au T1/25.

Le résultat net compte non tenu des éléments importants¹ du T1/26 s'est établi à 26,1 millions \$, comparativement à un résultat net de 25,4 millions \$ pour le T1/25. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires compte non tenu des éléments importants¹ s'est chiffré à 13,5 millions \$, comparativement à 13,4 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants¹ a été de 0,13 \$ au T1/26, comme au T1/25.

Résultats par secteur d'activité

TRIMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2025 PAR RAPPORT AU TRIMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2024^{1, 2, 3}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Trimestres clos les 30 juin							
	2025				2024			
	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Marchés des capitaux Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires								
Canada	55 828 \$	92 519 \$	5 414 \$	153 761 \$	50 180 \$	87 859 \$	6 618 \$	144 657 \$
Royaume-Uni et Europe	19 410	125 715	—	145 125	24 331	107 470	—	131 801
États-Unis	95 680	1 574	—	97 254	98 087	2 163	—	100 250
Australie	29 226	23 081	—	52 307	33 026	18 431	—	51 457
Total des produits des activités ordinaires	200 144	242 889	5 414	448 447	205 624	215 923	6 618	428 165
Charges	189 112	213 283	57 965	460 360	192 632	182 402	29 598	404 632
Imputations intersectorielles	5 438	7 425	(12 863)	—	5 313	7 613	(12 926)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	5 594 \$	22 181 \$	(39 688) \$	(11 913) \$	7 679 \$	25 908 \$	(10 054) \$	23 533 \$
Compte non tenu des éléments importants ³								
Produits des activités ordinaires	200 144	242 889	5 414	448 447	205 624	215 923	7 414	428 961
Charges	189 170	194 653	31 240	415 063	187 279	175 037	31 828	394 144
Imputations intersectorielles	5 438	7 425	(12 863)	—	5 313	7 613	(12 926)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	5 536	40 811	(12 963)	33 384	13 032	33 273	(11 488)	34 817
Nombre d'employés	777	1 678	456	2 911	787	1 532	436	2 755

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8. Les résultats financiers détaillés des secteurs d'activité sont présentés à la note 18 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités à la page 60.

2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 31,8 % a été comptabilisée pour le trimestre clos le 30 juin 2025 (31,8 % pour le trimestre clos le 30 juin 2024).

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants du premier trimestre de 2026 » à la page 17.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity sont divisées en trois secteurs : Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity sont les principaux secteurs d'exploitation, tandis que le secteur Non sectoriel et autres est principalement un secteur administratif.

MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

APERÇU

La direction considère que les secteurs d'activité régionaux de la division Marchés des capitaux, dont ceux du Canada, des États-Unis, de l'Australie et du Royaume-Uni et de l'Europe, forment une seule unité d'exploitation et, par conséquent, les analyses sur Marchés des capitaux Canaccord Genuity ci-après et dans le présent rapport de gestion en tiennent compte sur une base consolidée.

Marchés des capitaux Canaccord Genuity fournit un éventail complet de services de financement de sociétés, de consultation, de recherche sur les actions, de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, et il exerce des activités de négociation à titre de contrepartiste. La Société compte des bureaux et des employés dans 20 établissements au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie et en Asie.

Notre division des marchés des capitaux compte presque 800 employés qui sont divisés en groupes selon les produits, les secteurs d'activité et les régions géographiques qu'ils couvrent, ainsi qu'en groupes offrant du soutien. Nos groupes sectoriels sont axés sur les principaux secteurs de croissance de l'économie mondiale. Nos principaux secteurs cibles sont les suivants : technologies, métaux et mines, produits de

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

consommation et de détail, soins de santé et sciences de la vie (y compris les sociétés liées au cannabis) et développement durable. Les autres secteurs couverts comprennent ceux des produits diversifiés, du transport et des produits industriels, de l'énergie et des produits structurés. Nos capacités englobent les placements privés, la prise ferme de titres de participation et de titres de créance, les premiers appels publics à l'épargne, les placements complémentaires, les placements au cours du marché, les financements par emprunts et la restructuration de dettes, les services de consultation (notamment pour les fusions, les acquisitions, ainsi que les opérations sur capital privé et à titre de promoteur financier), la négociation à titre de contrepartiste, les opérations sur bloc, la recherche et la tenue de marché.

Une approche rigoureuse axée sur le marché intermédiaire et des initiatives d'harmonisation mondiales ont renforcé la position de Marchés des capitaux Canaccord Genuity à titre de banque d'investissement indépendante d'envergure mondiale spécialisée dans des secteurs et des régions cibles. La Société est d'avis que la plateforme mondiale intégrée de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et la priorité qu'elle accorde judicieusement aux principaux secteurs de croissance de l'économie mondiale procurent un avantage concurrentiel. Marchés des capitaux Canaccord Genuity se consacre à fournir des capacités d'exécution et des connaissances spécialisées au sein de ses secteurs cibles dans diverses régions géographiques, fournissant ainsi des services différenciés par rapport à ceux d'autres banques d'investissement mondiales.

PERSPECTIVES

Marchés des capitaux Canaccord Genuity continue de prendre des mesures pour renforcer sa position de chef de file du marché intermédiaire dans bon nombre des principaux marchés dans lesquels la Société mène ses activités. La direction demeure fortement déterminée à accroître l'efficacité opérationnelle et à renforcer sa plateforme mondiale par une intégration plus poussée de nos capacités à l'échelle mondiale et par l'amélioration constante de la coordination transfrontalière entre toutes les régions où la Société mène ses activités.

La Société prévoit continuer de tirer parti de ses investissements dans les activités de consultation à marge plus élevée, étant donné qu'elle a élargi ses activités grâce à l'acquisition de Results (exercice 2023), de Sawaya Partners (exercice 2022) et de Petsky Prunier (exercice 2019), ainsi que par la conclusion d'une entente de collaboration commerciale avec Carbon Reduction Capital LLC (« CRC-IB ») en 2024.

L'environnement d'exploitation des activités sur les marchés des capitaux mondiaux étant très dynamique dans le contexte du marché intermédiaire, la Société doit continuer de faire preuve d'une certaine agilité dans la composition de ses activités afin de rester concurrentielle et de répondre aux besoins changeants de ses clients. Pour cette raison, la Société continuera d'investir de manière disciplinée, le cas échéant, afin de renforcer ses activités dans des régions où elle estime que sa part de marché peut être accrue.

La Société maintient son engagement à mener ses activités sur les marchés des capitaux avec toute l'efficacité qui s'impose afin de maintenir sa capacité à offrir une expertise et des services en matière d'exécution de premier plan sur le marché dans tous les cycles du marché. La culture de compression des coûts continue d'être renforcée dans l'ensemble de la Société, et cette division continue d'évaluer des stratégies de réduction des coûts d'exploitation à long terme.

Le 1^{er} avril 2025, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente définitive en vue de vendre à Cantor ses activités de tenue de marché de gros aux États-Unis. Les activités de tenue de marché de gros aux États-Unis de la Société, qui sont essentiellement axées sur la tenue d'un marché de gré à gré, comprenant notamment des actions internationales et des certificats américains d'actions étrangères (« CAAÉ »), étaient menées parallèlement aux activités de vente et de négociation institutionnelles liées aux actions, mais demeuraient à l'écart de ses activités de base stratégiques. La cession de ces activités permettra à la Société de mettre l'accent sur son éventail de services de base en consultation et en financement des sociétés sur les marchés des capitaux à l'échelle mondiale au sein de la division Marchés des capitaux. La transaction est assujettie aux conditions de clôture habituelles et devrait se conclure au cours du premier semestre de l'exercice 2026 de la Société.

RENDEMENT FINANCIER^{1, 2} – MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Trimestre clos le 30 juin 2025					Trimestre clos le 30 juin 2024				
	Canada	Royaume-Uni	États-Unis	Australie	Total	Canada	Royaume-Uni	États-Unis	Australie	Total
Produits des activités ordinaires	55 828	19 410	95 680	29 226	200 144	50 180	24 331	98 087	33 026	205 624
Charges										
Charge de rémunération	28 919	12 722	61 727	18 732	122 100	25 111	14 572	64 042	20 464	124 189
Autres charges indirectes	16 355	9 083	39 318	5 469	70 225	14 946	9 039	37 091	4 710	65 786
Frais de restructuration	—	—	—	—	—	—	—	2 657	—	2 657
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	—	—	(3 213)	—	(3 213)	—	—	—	—	—
Total des charges	45 274	21 805	97 832	24 201	189 112	40 057	23 611	103 790	25 174	192 632
Imputations intersectorielles ³	4 010	371	916	141	5 438	3 924	345	903	141	5 313
Résultat avant impôt sur le résultat ³	6 544 \$	(2 766) \$	(3 068) \$	4 884 \$	5 594 \$	6 199 \$	375 \$	(6 606) \$	7 711 \$	7 679 \$
Participations ne donnant pas le contrôle ²	—	—	—	1 098	1 098	—	—	—	1 791	1 791
Compte non tenu des éléments importants ⁴										
Total des produits des activités ordinaires	55 828	19 410	95 680	29 226	200 144	50 180	24 331	98 087	33 026	205 624
Total des charges	45 274	21 603	98 092	24 201	189 170	40 057	23 393	98 655	25 174	187 279
Imputations intersectorielles ³	4 010	371	916	141	5 438	3 924	345	903	141	5 313
Résultat avant impôt sur le résultat ³	6 544 \$	(2 564) \$	(3 328) \$	4 884 \$	5 536 \$	6 199 \$	593 \$	(1 471) \$	7 711 \$	13 032 \$
Nombre d'employés	163	165	353	96	777	170	164	366	87	787

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 31,8 % a été comptabilisée pour le premier trimestre de l'exercice 2026 (31,8 % pour le trimestre clos le 30 juin 2024). Les participations ne donnant pas le contrôle sont présentées après impôt sur le résultat.

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles et exclut les participations ne donnant pas le contrôle. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 30.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants du premier trimestre de l'exercice 2026 » à la page 17.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES – MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Les produits des activités ordinaires de Marchés des capitaux Canaccord Genuity sont tirés des commissions et des honoraires gagnés dans le cadre du financement de sociétés et de la consultation, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des profits et pertes de négociation découlant des activités de négociation à titre de contrepartiste, dont les activités internationales de négociation de Marchés des capitaux Canaccord Genuity. En Australie et au Canada, les positions liées aux bons de souscription et aux titres détenus reçus en guise d'honoraires génèrent également des produits des activités ordinaires qui sont inclus dans les produits tirés des services de financement de sociétés. La valeur de ces positions fluctue en fonction des variations des cours du marché.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE MARCHÉS DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2025	2024	
Produits des activités ordinaires générés dans les régions suivantes :			
Canada	27,9 %	24,4 %	3,5 p. p.
Royaume-Uni et Europe	9,7 %	11,8 %	(2,1) p. p.
États-Unis	47,8 %	47,7 %	0,1 p. p.
Australie	14,6 %	16,1 %	(1,5) p. p.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	100 %	100 %	

p. p. : points de pourcentage

Marchés des capitaux Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 200,1 millions \$ au T1/26, en baisse de 5,5 millions \$, ou 2,7 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui est surtout le fait d'une baisse des produits tirés des activités de consultation, compensée en partie par une hausse des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste. Nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis ont généré des produits de 95,7 millions \$, ce qui représente 47,8 % des produits tirés des activités sur les marchés des capitaux mondiaux au cours du trimestre considéré. Les produits consolidés tirés des activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis ont diminué de 2,5 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en lien avec l'apport moins élevé des honoraires de consultation, compensé en partie par la hausse des produits tirés des activités de financement de sociétés et des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste.

Au Canada, les produits consolidés tirés des activités sur les marchés des capitaux ont augmenté de 5,6 millions \$, ou 11,3 %, comparativement à ceux du trimestre clos le 30 juin 2024, ce qui reflète une progression de 3,1 millions \$, ou 13,5 %, des produits tirés des activités de financement de sociétés et une hausse de 4,1 millions \$, ou 36,1 %, des produits tirés des honoraires de consultation.

Les activités au Royaume-Uni et en Europe ont affiché une diminution de 4,9 millions \$, ou 20,2 %, des produits des activités ordinaires par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout d'une baisse de 4,4 millions \$, ou 41,2 %, des produits tirés des honoraires de consultation.

Les produits des activités ordinaires en Australie ont reculé de 3,8 millions \$, ou 11,5 %, par rapport à ceux du T1/25, en lien avec une diminution des activités de financement de sociétés comparativement au résultat exceptionnel qui avait été atteint au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Financement de sociétés

Les produits tirés des activités de financement de sociétés se sont établis à 62,4 millions \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2025, ce qui représente une baisse de 2,6 millions \$, ou 4,1 %, comparativement aux produits générés au T1/25. Les activités en Australie ont enregistré la plus forte baisse par rapport au résultat exceptionnel atteint au T1/25, ce qui a été en partie compensé par une hausse des produits attribuables aux activités au Canada et aux États-Unis.

Une tranche de 52 % du total des produits tirés des activités de financement de sociétés est attribuable au secteur des métaux et mines et reflète les apports de toutes les régions où nous menons nos activités, ceux de l'Australie, du Royaume-Uni et du Canada ayant été particulièrement importants. Les produits tirés des secteurs des technologies et des sciences de la vie ont été principalement générés par nos activités aux États-Unis, tout en tenant compte de l'apport supplémentaire des activités au Canada.

Les transactions réalisées par Marchés des capitaux Canaccord Genuity par secteur cible, et les produits qui en sont tirés sont présentés en détail ci-après.

Produits tirés des activités de financement de sociétés par secteur (en % des produits tirés des activités de financement de sociétés pour chaque région)

Secteurs	Total mondial	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Australie
Sciences de la vie	14 %	1 %	47 %	0 %	1 %
Technologies	17 %	14 %	38 %	0 %	1 %
Métaux et mines	52 %	54 %	3 %	90 %	91 %
Produits de consommation et de détail	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Divers	17 %	31 %	12 %	10 %	7 %
Total	100,0 %				

Note : Dans les tableaux ci-dessus, les transactions avec les sociétés du secteur du cannabis au Canada sont incluses dans le secteur Sciences de la vie.

Consultation

Le nombre de transactions de fusion et acquisition conclues au cours du trimestre a été influencé par la volatilité engendrée par l'incertitude sur le plan tarifaire et commercial.

Les produits tirés des activités de consultation sur les marchés des capitaux au cours du premier trimestre de l'exercice 2026 ont diminué de 18,1 millions \$, ou 27,1 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 48,9 millions \$.

Bien qu'ayant enregistré une diminution de 51,5 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, les activités aux États-Unis sont demeurées celles qui ont le plus contribué aux produits de ce secteur, générant 44,3 % du total des produits tirés des honoraires de consultation au T1/26. Les produits tirés des honoraires de consultation dans nos activités au Royaume-Uni et en Europe ont également diminué de 41,2 % comparativement à ceux du premier trimestre de l'exercice 2025. Ces diminutions ont été compensées par la hausse des produits tirés des honoraires de consultation dans nos activités au Canada et en Australie. Puisque les activités de consultation sont devenues un élément plus important des activités en Australie, les produits tirés des honoraires de consultation sont présentés séparément à compter du T1 de l'exercice 2026 au lieu d'être inclus dans les activités de financement de sociétés. Les informations comparatives ont été retraitées.

Une tranche de 61 % des produits tirés des activités de consultation est liée au secteur des technologies et reflète les apports de toutes les régions où nous menons nos activités, ceux des États-Unis, de l'Australie et du Canada ayant été particulièrement importants. Les produits tirés du secteur des métaux et mines ont été surtout générés par nos activités en Australie, tout en tenant compte de l'apport supplémentaire des activités au Canada et au Royaume-Uni. Les produits enregistrés dans le secteur des produits de consommation et de détail sont le fait de nos activités aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Les produits tirés des activités de consultation à marge plus élevée peuvent aider à compenser la volatilité inhérente aux activités de mobilisation de capitaux, bien que la volatilité ou l'incertitude au sein du marché puissent entraîner des retards dans le calendrier de conclusion des transactions et en ralentir la cadence. Le soutien de la croissance dans ce secteur demeure une importante priorité stratégique pour la Société. Notre expertise spécialisée dans des secteurs clés de l'économie et nos réalisations en matière d'activités sur les marchés des capitaux nous placent en bonne position pour ouvrir de nouvelles possibilités à nos clients au fil de leur croissance.

Produits tirés des honoraires de consultation par secteur (en % des produits tirés des activités de consultation pour chaque région)

Secteurs	Total mondial	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Australie
Sciences de la vie	2 %	1 %	1 %	10 %	2 %
Technologies	61 %	56 %	74 %	24 %	68 %
Métaux et mines	6 %	6 %	0 %	4 %	30 %
Produits de consommation et de détail	9 %	0 %	18 %	10 %	0 %
Divers	22 %	37 %	7 %	52 %	0 %
Total	100,0 %				

Négociation à titre de contrepartiste

Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste ont totalisé 37,8 millions \$, en hausse de 13,0 millions \$, ou 52,3 %, comparativement à ceux du T1/25, ce qui reflète principalement l'intensification des activités sur les marchés et les possibilités de générer des produits des activités ordinaires, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Les activités aux États-Unis sont celles qui ont généré les produits tirés des activités de négociation les plus élevés au T1/26, soit 33,2 millions \$, en grande partie grâce au groupe Actions internationales, celui-ci ayant profité de volumes de négociation de détail élevés au cours du trimestre considéré. Le groupe Actions internationales a généré des produits des activités ordinaires élevés dans l'ensemble, mais ses besoins en termes d'infrastructures et de services d'arrière-guichet de soutien ont été beaucoup plus importants, ce qui a contribué à réduire les marges bénéficiaires des activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis.

Commissions et honoraires

Les produits tirés des commissions et des honoraires dans la division des marchés des capitaux se sont élevés à 41,0 millions \$, en hausse de 3,1 millions \$, ou 8,1 %, par rapport à ceux du T1/25, ce qui est attribuable à une augmentation des activités de négociation pour les particuliers et des nouvelles émissions dans nos activités au Canada, aux États-Unis et en Australie, le tout contrebalancé en partie par une légère baisse de 0,5 million \$, ou 5,8 %, dans nos activités au Royaume-Uni et en Europe.

Charges – Marchés des capitaux Canaccord Genuity

Le total des charges de la division Marchés des capitaux de la Société pour le T1/26 a été de 189,1 millions \$, ce qui représente un montant essentiellement inchangé par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 189,2 millions \$ au T1/26, une légère hausse de 1,0 % d'un exercice à l'autre. En pourcentage des produits des activités ordinaires, le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ a progressé de 3,4 points de pourcentage par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

Charge de rémunération

La charge de rémunération dans la division des marchés des capitaux au T1/26 a diminué de 2,1 millions \$, ou 1,7 %, par rapport à celle du T1/25, ce qui est essentiellement en phase avec la baisse des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est établie à 61,0 %, comparativement à 60,4 % pour le trimestre clos le 30 juin 2024.

Dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 1,8 point de pourcentage par rapport à celle du T1/25, en raison de l'incidence des coûts fixes du personnel et des changements dans la composition des produits des activités ordinaires. Au Royaume-Uni et en Europe, le ratio de rémunération a augmenté de 5,6 points de pourcentage en lien avec le niveau des coûts fixes liés au personnel par rapport à la baisse des produits des activités ordinaires au cours de la période. En Australie, certaines composantes fixes de la rémunération et le calendrier des paiements, combinés à une baisse des produits des activités ordinaires au trimestre considéré, ont fait augmenter le ratio de rémunération de 2,1 points de pourcentage. Aux États-Unis, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a été essentiellement conforme à celle du T1/25, une légère hausse de 0,8 point de pourcentage ayant été observée.

Charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires par région de Marchés des capitaux Canaccord Genuity

	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2025	2024	
Canada	51,8 %	50,0 %	1,8 p. p.
Royaume-Uni et Europe	65,5 %	59,9 %	5,6 p. p.
États-Unis	64,5 %	65,3 %	(0,8) p. p.
Australie	64,1 %	62,0 %	2,1 p. p.
Marchés des capitaux Canaccord Genuity (total)	61,0 %	60,4 %	0,6 p. p.

p. p. : points de pourcentage

Autres charges indirectes

Les autres charges indirectes de cette division ont augmenté de 6,7 %, par rapport à celles du premier trimestre de l'exercice 2025, pour s'établir à 70,2 millions \$.

Les frais d'administration ont augmenté de 3,4 millions \$, ou 17,6 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique surtout par la hausse des honoraires professionnels engagés aux États-Unis en lien avec les questions d'ordre réglementaire en cours, comme il a été mentionné dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2025, ainsi que par la hausse des frais liés aux conférences au Canada. L'augmentation a été en partie neutralisée par une baisse des frais liés aux locaux et au matériel de 1,3 million \$, ou 13,2 %, par rapport à ceux du T1/25, période pour laquelle ces frais ont été plus élevés, car le bureau de New York était encore en construction.

Résultat avant impôt sur le résultat

Le résultat avant impôt sur le résultat, compte tenu des charges indirectes imputées, pour les activités sur les marchés des capitaux combinées a été de 5,6 millions \$ au T1/26, comparativement à résultat net de 7,7 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net avant impôt sur le résultat a été de 5,5 millions \$ au T1/26, soit une baisse de 7,5 millions \$, ou 57,5 %, comparativement au premier trimestre de l'exercice 2025.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Aperçu

La Société a des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, ainsi qu'en Australie.

La division de gestion de patrimoine de Groupe Canaccord Genuity offre une gamme étendue de services financiers et de produits de placement aux particuliers, institutions, intermédiaires et organismes de bienfaisance. Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la gestion des comptes assortis d'honoraires, de la vente de produits et de services tarifés et des intérêts liés aux clients. De plus, les conseillers en placement au Canada et en Australie génèrent des produits tirés des honoraires et des commissions en lien avec les transactions de financement de sociétés et les transactions mettant en jeu du capital de risque.

Au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait 19 bureaux au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey et à l'île de Man au 30 juin 2025. Cette division comptait 299 experts en placement au 30 juin 2025.

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

Au 30 juin 2025, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait onze bureaux dans l'ensemble du Canada, dont des conseillers en placement également inscrits aux États-Unis. Cette division comptait 143 équipes de conseillers en placement au 30 juin 2025.

En Australie, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait dix bureaux au 30 juin 2025. Cette division comptait 127 équipes de conseillers en placement au 30 juin 2025.

Perspectives

Le virage stratégique de la Société visant à accroître l'apport de son secteur de gestion de patrimoine mondiale demeure une priorité majeure pour la Société. Les priorités de la direction en ce qui concerne Gestion de patrimoine Canaccord Genuity consisteront à accroître les actifs sous administration et sous gestion et à augmenter l'apport des actifs assortis d'honoraires. En disposant d'un plus grand nombre de sources récurrentes de produits des activités ordinaires, la Société a réalisé des progrès significatifs pour ce qui est de rendre l'entreprise considérablement moins sensible aux fluctuations associées aux produits tirés des transactions.

La Société continue d'explorer un vaste éventail de possibilités pour générer une croissance rentable dans sa division de gestion de patrimoine mondiale. En plus d'investir dans la main-d'œuvre et les acquisitions, la Société forme activement ses spécialistes en planification financière et dans d'autres secteurs de croissance pour offrir un plus vaste éventail de services à l'appui des besoins en matière de placement des clients, tout en générant une croissance interne au sein de ses secteurs d'activité.

Au Canada, la Société demeure à l'affût de possibilités pour générer une croissance rentable en mettant l'accent sur l'amélioration des marges, la gestion des coûts et la croissance de l'entreprise grâce à un recrutement ciblé et à d'autres initiatives visant l'accroissement des actifs pour le compte des clients et des produits tirés des activités fondées sur les honoraires. Le recrutement et le maintien en fonction de conseillers en placement constituent une importante priorité. Bien que le contexte d'embauche demeure concurrentiel, notre capacité à attirer et à retenir des conseillers compétents s'appuie sur les avantages liés à notre plateforme indépendante qui permet d'accéder à des ressources et à des compétences mondiales, ainsi que sur des investissements soutenus dans les technologies et le développement de produits. La Société reste fortement déterminée à investir dans les technologies et dans les programmes de formation et à bâtir une gamme complète de produits visant à attirer des investisseurs fortunés et à fournir à ses conseillers des ressources pour les aider à développer leurs activités. Ces facteurs ont contribué à un bilan éprouvé en matière d'accroissement des produits des activités ordinaires et de rentabilité.

La Société demeure à l'affût de possibilités stratégiques pour accroître l'envergure de ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne en mettant l'accent sur le renforcement de ses capacités en planification financière et elle continue d'investir dans le recrutement, l'infrastructure et les technologies pour élargir sa gamme de produits et renforcer la mobilisation de la clientèle en appui à ses priorités en matière de croissance interne.

La Société a l'intention de continuer de tirer parti du succès de ses activités de gestion de patrimoine élargies en Australie. Nous prévoyons une expansion soutenue grâce à un recrutement ciblé et au développement de services et de produits de gestion de patrimoine, ainsi qu'aux avantages découlant de la relation avec les activités sur les marchés des capitaux menées par Canaccord Genuity dans la région.

RENDEMENT FINANCIER – GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY EN AMÉRIQUE DU NORD^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG et les ASA qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers, et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2025	2024	
Produits des activités ordinaires	94 093 \$	90 022 \$	4,5 %
Charges			
Charge de rémunération	52 475	47 380	10,8 %
Autres charges indirectes	25 759	26 792	(3,9) %
Total des charges	78 234 \$	74 172 \$	5,5 %
Imputations intersectorielles ²	6 722	6 909	(2,7) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	9 137 \$	8 941 \$	2,2 %
ASA ³	44 807	38 321	16,9 %
Nombre d'équipes de conseillers	143	142	0,7 %
Nombre d'employés	541	526	2,9 %
Compte non tenu des éléments importants⁴			
Total des charges	78 174 \$	73 856 \$	5,8 %
Imputations intersectorielles ²	6 722	6 909	(2,7) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	9 197 \$	9 257 \$	(0,6) %

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 30.

3) Les ASA au Canada représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont administrés par la Société, dont celle-ci tire des commissions et des honoraires, et comprennent les ASG. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

4) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8 et au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants du premier trimestre de l'exercice 2026 » à la page 17.

Les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont généré des produits des activités ordinaires de 94,1 millions \$, en hausse de 4,1 millions \$, ou 4,5 %, par rapport à ceux du trimestre clos le 30 juin 2024, ce qui reflète une augmentation des produits tirés

des commissions et des honoraires de 10,4 % par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse a été en partie contrebalancée par une baisse des produits d'intérêts et des produits tirés des activités de financement de sociétés de respectivement 10,7 % et 14,4 %.

Les actifs pour le compte des clients¹ au Canada ont augmenté de 16,9 % pour s'établir à 44,8 milliards \$ au 30 juin 2025, comparativement à 38,3 milliards \$ au 30 juin 2024, ce qui reflète la croissance du marché et les entrées de trésorerie nettes positives. Au 30 juin 2025, il y avait 143 équipes de conseillers au Canada, et la moyenne des actifs par équipe de conseillers s'élevait à 313,3 millions \$, soit une progression de 16,1 % par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent.

Le total des charges de ce secteur pour le T1/26 a été de 78,2 millions \$, en hausse de 4,1 millions \$, ou 5,5 %, par rapport à celui du T1/25, ce qui s'explique par une augmentation de 5,1 millions \$ de la charge de rémunération. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ en pourcentage des produits de ces activités a augmenté de 1,0 point de pourcentage par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent pour s'établir à 83,1 % au premier trimestre de l'exercice.

La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est établie à 55,8 % au T1/26, soit une augmentation de 3,1 points de pourcentage par rapport à celle du T1/25, attribuable à la composition des produits et à la hausse de la charge liée aux paiements fondés sur des actions comptabilisée au trimestre considéré. De plus, les produits d'intérêts ont reculé de 10,7 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent sans variation correspondante de la rémunération.

Les autres charges indirectes de ce secteur ont reculé de 1,0 million \$, ou 3,9 %, comparativement à celles du trimestre clos le 30 juin 2024. Les frais d'administration ont reculé de 1,2 million \$, ou 24,0 %, en raison de la provision sur les soldes de clients plus élevée pour la période correspondante de l'exercice précédent. De plus, les frais de développement ont diminué de 1,6 million \$, ou 22,8 %, du fait de la baisse des paiements au titre des primes de maintien en poste, contrebalancée en partie par la hausse des paiements incitatifs à l'intention des nouveaux employés.

Le résultat avant impôt sur le résultat du T1 de l'exercice 2026 s'est élevé à 9,1 millions \$, en hausse de 2,2 %, comparativement à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat du T1 de l'exercice 2026 a été de 9,2 millions \$, par rapport à 9,3 millions \$ au T1 de l'exercice 2025.

Le BAIIA normalisé^{1, 2}, une mesure d'exploitation couramment utilisée pour ces activités, s'est chiffré à 15,5 millions \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2025. La méthode employée par la Société pour calculer cette mesure peut différer de celle utilisée par d'autres sociétés.

RENDEMENT FINANCIER – GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY AU ROYAUME-UNI ET DANS LES DÉPENDANCES DE LA COURONNE^{1,5}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2025	2024	
Produits des activités ordinaires	125 715 \$	107 470 \$	17,0 %
Charges			
Charge de rémunération	57 843	48 752	18,6 %
Autres charges indirectes	55 332	41 617	33,0 %
Frais connexes aux acquisitions	718	704	2,0 %
Total des charges	113 893	91 073	25,1 %
Imputations intersectorielles ²	563	564	(0,2) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	11 259	15 833	(28,9) %
Participation ne donnant pas le contrôle ⁶	9 691	9 411	3,0 %
ASG ³	71 567	60 876	17,6 %
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds	299	258	15,9 %
Nombre d'employés	867	756	14,7 %
Compte non tenu des éléments importants⁴			
Total des charges	95 437 \$	84 139 \$	13,4 %
Imputations intersectorielles ²	563	564	(0,2) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	29 715	22 767	30,5 %
Participation ne donnant pas le contrôle ⁶	8 146	7 167	13,7 %

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 30.

3) Les ASG au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne représentent la valeur de marché des actifs pour le compte des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

4) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8 et au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants du premier trimestre de l'exercice 2026 » à la page 17.

5) Comprend les résultats d'exploitation d'ICL depuis le 8 avril 2024, de Cantab depuis le 1^{er} octobre 2024 et de BMI depuis le 24 février 2025.

6) La participation ne donnant pas le contrôle représente la tranche du résultat net après impôt de CGWM UK qui n'est pas attribuable à la Société.

n. p. : non pertinent

Les produits des activités ordinaires générés par les activités de gestion de patrimoine de la Société au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille et, par conséquent, ils

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

2) La méthode employée par la Société pour calculer cette mesure peut différer de celle utilisée par d'autres sociétés.

sont peu sensibles aux variations du niveau des activités de négociation, mais plus sensibles aux variations de la valeur de marché. Les produits des activités ordinaires ont atteint 125,7 millions \$ au T1/26, soit une hausse de 17,0 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent et un nouveau record trimestriel pour ces activités.

Au 30 juin 2025, les actifs pour le compte des clients¹ au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne s'établissaient à un montant record de 71,6 milliards \$, en hausse de 17,6 % par rapport à 60,9 milliards \$ au 30 juin 2024, ce qui est attribuable aux nouveaux actifs découlant des acquisitions, aux entrées de trésorerie nettes positives, à la croissance du marché et à la fluctuation des taux de change. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les actifs pour le compte des clients¹ ont augmenté de 8,8 % par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 38,3 milliards £ au 30 juin 2025. Au 30 juin 2025, cette division comptait 299 experts en placement et gestionnaires de fonds, soit une augmentation de 15,9 % par rapport au T1/25.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2025, le total des charges de ce secteur s'est élevé à 113,9 millions \$, en hausse de 22,8 millions \$, ou 25,1 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est surtout le fait d'une hausse de 18,6 % de la charge de rémunération liée à la progression des produits des activités ordinaires et d'une augmentation de 7,5 millions \$ des frais de développement, laquelle est en grande partie attribuable à un ajustement de la juste valeur au titre de la convention d'encouragement à l'intention des dirigeants de CGWM UK qui est traitée comme un élément important sur une base ajustée¹. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires de cette division a diminué de 2,4 points de pourcentage par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent et s'est établi à 75,9 % pour le premier trimestre de l'exercice.

La charge de rémunération totale de ce secteur d'activité a augmenté de 9,1 millions \$, ou 18,6 %, pour le T1/26 par rapport à celle du trimestre clos le 30 juin 2024, ce qui est essentiellement en phase avec la hausse des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 0,6 point de pourcentage, passant de 45,4 % au T1/25 à 46,0 % au T1/26.

Les autres charges indirectes se sont établies à 55,3 millions \$ au T1/26, comparativement à 41,6 millions \$ au T1/25, une hausse de 13,7 millions \$, ou 33,0 %, par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent qui découle surtout d'une augmentation des frais de développement, attribuable aux coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions récentes d'ICL, de Cantab et de BMI ainsi qu'à l'ajustement de la juste valeur au titre de la convention d'encouragement à l'intention des dirigeants. De plus, les frais d'administration ont augmenté de 1,1 million \$, ou 20,5 %, en appui à la croissance des activités élargies de ce secteur. La charge d'amortissement a augmenté de 1,8 million \$, ou 27,9 %, en raison de l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'acquisitions précédentes.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 11,3 millions \$, comparativement à 15,8 millions \$ au T1/25, en baisse de 4,6 millions \$, ou 28,9 %. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net avant impôt sur le résultat a été de 29,7 millions \$, ce qui représente une progression de 6,9 millions \$, ou 30,5 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

Le BAIIA normalisé^{1, 2, 3}, une mesure d'exploitation couramment utilisée pour ces activités, s'est élevé à 21,1 millions £ pour le trimestre clos le 30 juin 2025, en hausse de 8,5 % par rapport à celui du T1/25. La méthode employée par la Société pour calculer cette mesure peut différer de celle utilisée par d'autres sociétés.

RENDEMENT FINANCIER – GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY EN AUSTRALIE¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2025	2024	
Produits des activités ordinaires	23 081 \$	18 431 \$	25,2 %
Charges			
Charge de rémunération	16 095	12 490	28,9 %
Autres charges indirectes	5 061	4 667	8,4 %
Total des charges	21 156	17 157	23,3 %
Imputations intersectorielles ²	140	140	—
Résultat avant impôt sur le résultat ²	1 785	1 134	57,4 %
Participation ne donnant pas le contrôle ⁵	425	268	58,6 %
ASG ³	8 912	6 635	34,3 %
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds	127	124	2,4 %
Nombre d'employés	270	250	8,0 %
Compte non tenu des éléments importants⁴			
Total des charges	21 042 \$	17 042 \$	23,5 %
Imputations intersectorielles ²	140	140	—
Résultat avant impôt sur le résultat ²	1 899	1 249	52,0 %
Participation ne donnant pas le contrôle ⁵	425	268	58,6 %

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 30.

3) Les ASG représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont gérés et administrés par la Société. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

4) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8 et au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants du premier trimestre de l'exercice 2026 » à la page 17.

5) La participation ne donnant pas le contrôle représente la tranche du résultat net après impôt de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie qui n'est pas attribuable à la Société.

n. p. : non pertinent

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

2) Le BAIIA normalisé du T1/25 a été retraité et s'est établi à 19,4 millions £.

3) La méthode employée par la Société pour calculer cette mesure peut différer de celle utilisée par d'autres sociétés.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2025, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie a généré des produits des activités ordinaires de 23,1 millions \$, en hausse de 4,7 millions \$, ou 25,2 %, comparativement à ceux du T1/25. Les ASG¹ des activités de gestion de patrimoine en Australie s'établissaient à 8,9 milliards \$ au 30 juin 2025, une hausse de 34,3 % qui est attribuable à l'augmentation des nouveaux actifs nets. Évalués en monnaie locale (dollar australien), les actifs pour le compte des clients ont augmenté de 36,7 %, pour se chiffrer à 10,0 milliards \$ AU au 30 juin 2025. En outre, des actifs pour le compte des clients¹ totalisant 13,6 milliards \$ sont également détenus en propriété inscrite dans d'autres comptes moins actifs des plateformes de gestion de patrimoine en Australie, comparativement à 13,9 milliards \$ au 30 juin 2024. Au 30 juin 2025, il y avait 127 conseillers en Australie, comparativement à 124 à la fin du T1/25. La moyenne des actifs par conseiller s'élevait à 70,2 millions \$, ce qui reflète une progression de 16,7 millions \$, ou 31,1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le total des charges de ce secteur était de 21,2 millions \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2025, en hausse de 4,0 millions \$, ou 23,3 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est en grande partie attribuable à une augmentation de 28,9 % de la charge de rémunération, en lien essentiellement avec la progression des produits des activités ordinaires. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges en pourcentage des produits pour le trimestre considéré a été de 91,2 %, en baisse de 1,3 point de pourcentage par rapport à celui du premier trimestre de l'exercice 2025.

La charge de rémunération totale a augmenté de 3,6 millions \$, ou 28,9 %, au T1/26 par rapport à celle du T1/25. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est établie à 69,7 % au T1/26, en hausse de 2,0 points de pourcentage par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les autres charges indirectes ont augmenté de 8,4 % par rapport à celles du trimestre clos le 30 juin 2024, ce qui est essentiellement le fait de la hausse des frais de négociation, de règlement et liés aux technologies, des frais liés aux locaux et au matériel et de la charge d'amortissement.

Le résultat net avant impôt sur le résultat a été de 1,8 million \$ au T1/26, comparativement à un résultat net avant impôt sur le résultat de 1,1 million \$ au T1/25. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net avant impôt sur le résultat s'est établi à 1,9 million \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2025, comparativement à un résultat net avant impôt sur le résultat de 1,2 million \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

NON SECTORIEL ET AUTRES¹

RENDEMENT FINANCIER – NON SECTORIEL ET AUTRES

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2025	2024	
Produits des activités ordinaires	5 414 \$	6 618 \$	(18,2) %
Charges			
Charge de rémunération	20 443	21 346	(4,2) %
Autres charges indirectes	10 797	12 276	(12,0) %
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	12 000	—	n. p.
Ajustement de la juste valeur des débetures convertibles – composante passif dérivé	14 725	(4 024)	n. p.
Total des charges	57 965	29 598	95,8 %
Imputations intersectorielles ²	(12 863)	(12 926)	0,5 %
Perte avant impôt sur le résultat ²	(39 688)	(10 054)	(294,7) %
Nombre d'employés	456	436	4,6 %
Compte non tenu des éléments importants³			
Produits des activités ordinaires	5 414 \$	7 414 \$	(27,0) %
Total des charges	31 240	31 828	(1,8) %
Imputations intersectorielles ²	(12 863)	(12 926)	0,5 %
Perte avant impôt sur le résultat ²	(12 963)	(11 488)	(12,8) %

1) Les mesures financières sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

2) La perte avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 30.

3) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8 et au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants du premier trimestre de l'exercice 2026 » à la page 17.

n. p. : non pertinent

Ce secteur administratif, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges au titre des services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les charges qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Il comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société au Canada, qui sont chargés de certaines applications de guichet et d'arrière-guichet des systèmes de technologie de l'information, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des finances et des autres fonctions administratives. La répartition entre les secteurs Marchés des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada et dans les autres régions et les charges engagées par ces secteurs sont comptabilisées dans les imputations intersectorielles.

Les produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres se sont établis à 5,4 millions \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2025, en baisse de 1,2 million \$, ou 18,2 %, par rapport à ceux du premier trimestre de l'exercice 2025, du fait surtout d'une baisse des produits d'intérêts.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

Les charges de ce secteur ont été de 58,0 millions \$ au T1/26, en hausse de 28,4 millions \$, ou 95,8 %, par rapport à celles du trimestre clos le 30 juin 2024. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ a reculé de 0,6 million \$, ou 1,8 %, par rapport à celui du T1 de l'exercice 2025.

La charge de rémunération a diminué de 0,9 million \$, ou 4,2 %, par rapport à celle du trimestre clos le 30 juin 2024.

La diminution de 1,5 million \$, ou 12,0 %, des autres charges indirectes par rapport à celles du T1/25 s'explique principalement par une baisse des frais d'administration attribuable au recul des honoraires professionnels.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2025, la Société a comptabilisé des ajustements de la juste valeur de respectivement 14,7 millions \$ et 12,0 millions \$ à l'égard de la composante passif dérivé des débetures convertibles et des participations ne donnant pas le contrôle.

Dans l'ensemble, la perte avant impôt sur le résultat s'est chiffrée à 39,7 millions \$ au T1/26, comparativement à une perte nette de 10,1 millions \$ au T1/25. La perte nette avant impôt sur le résultat compte non tenu des éléments importants¹ a été de 13,0 millions \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2025, comparativement à une perte nette avant impôt sur le résultat de 11,5 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

FRAIS INTERSECTORIELS IMPUTÉS

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de services de soutien et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Marchés des capitaux Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada et dans les autres régions. Certains frais de négociation, de compensation et de règlement sont inclus dans les frais de négociation de l'unité d'exploitation applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. En outre, certaines charges indirectes sont facturées à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne par Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et sont incluses dans les frais intersectoriels imputés pour ces unités d'exploitation.

Information financière trimestrielle pour le T1/26 et les huit trimestres précédents¹

Le tableau ci-après présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres clos au plus tard le 30 juin 2025. Ces informations ne sont pas auditées, mais elles reflètent tous les ajustements récurrents qui, de l'avis de la direction, sont nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons entre trimestres des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Exercice 2026		Exercice 2025				Exercice 2024			
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	
Produits des activités ordinaires										
Marchés des capitaux Canaccord Genuity	200 144	212 316	210 713	202 070	205 624	202 850	189 843	144 809	145 694	
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity :										
Amérique du Nord	94 093	100 403	96 365	87 965	90 022	77 574	77 035	70 813	72 614	
Royaume-Uni et dépendances de la Couronne	125 715	117 633	115 844	108 821	107 470	105 469	101 829	101 004	103 172	
Australie	23 081	20 870	21 237	19 719	18 431	17 035	16 178	15 409	15 239	
Non sectoriel et autres	5 414	10 005	6 875	10 061	6 618	6 120	4 258	5 255	6 605	
Total des produits des activités ordinaires	448 447	461 227	451 034	428 636	428 165	409 048	389 143	337 290	343 324	
Résultat net	(16 845)	10 867	(11 603)	9 166	16 721	7 912	28 005	(5 867)	(268)	
Résultat par action ordinaire de base	(0,32) \$	(0,01) \$	(0,26) \$	(0,05) \$	0,03 \$	(0,07) \$	0,15 \$	(0,20) \$	(0,15) \$	
Résultat par action ordinaire après dilution	(0,32) \$	(0,01) \$	(0,26) \$	(0,05) \$	0,02 \$	(0,07) \$	0,14 \$	(0,20) \$	(0,15) \$	
Résultat net compte non tenu des éléments importants ¹	26 059 \$	22 481 \$	29 255 \$	31 804 \$	25 441 \$	30 779 \$	33 304 \$	10 717 \$	19 433 \$	
Résultat par action ordinaire de base compte non tenu des éléments importants ¹	0,14 \$	0,12 \$	0,18 \$	0,21 \$	0,14 \$	0,20 \$	0,24 \$	— \$	0,10 \$	
Résultat par action ordinaire après dilution compte non tenu des éléments importants ¹	0,13 \$	0,12 \$	0,17 \$	0,20 \$	0,13 \$	0,15 \$	0,20 \$	— \$	0,07 \$	

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

Informations financières trimestrielles compte non tenu des éléments importants¹ pour le T1/26 et les huit trimestres précédents

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2026		Exercice 2025				Exercice 2024			
	T1		T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	448 447 \$		461 227	\$ 451 034	\$ 428 636	\$ 428 165	\$ 409 048	\$ 389 143	\$ 337 290	\$ 343 324
Total des charges selon les IFRS	460 360		442 944	456 226	411 747	404 632	394 687	352 045	337 964	337 042
Produits des activités ordinaires										
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>										
Ajustement de la juste valeur de certains titres négociables non liquides ou temporairement inaccessibles	—		(1 211)	301	(1 017)	796	230	360	218	119
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants ¹	448 447 \$		460 016	\$ 451 335	\$ 427 619	\$ 428 961	\$ 409 278	\$ 389 503	\$ 337 508	\$ 343 443
Charges										
<i>Éléments importants comptabilisés par Marchés des capitaux Canaccord Genuity</i>										
Amortissement des immobilisations incorporelles	107		105	163	160	157	218	279	316	350
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	(3 213)		(73)	—	—	—	(9 151)	—	(18 174)	—
Frais de restructuration	—		1 163	1 554	(271)	2 657	—	—	12 673	—
Charges locatives liées aux locaux loués en construction	—		—	1 824	2 044	2 026	1 975	—	—	—
Provision ³	2 553		1 750	17 728	—	—	—	—	—	—
Dépréciation du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	—		—	—	—	—	17 756	—	—	—
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions	495		528	496	211	513	200	532	362	573
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>										
Amortissement des immobilisations incorporelles	7 514		7 249	6 181	6 219	5 829	5 754	5 707	5 727	5 639
Frais de restructuration	—		—	—	—	—	—	—	810	—
Frais connexes aux acquisitions	718		1 567	—	—	704	—	—	—	—
Ajustement de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	—		1 012	—	—	—	—	—	—	—
Convention d'encouragement à l'intention des dirigeants de CGWM UK	7 400		5 000	2 000	4 478	—	—	—	—	—
Coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions	2 998		1 175	1 372	1 106	832	948	724	926	1 288
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>										
Frais de restructuration	—		—	—	—	—	—	—	1 306	3 358
Charges locatives liées aux locaux loués en construction	—		—	—	1 207	1 794	2 361	—	—	—
Provision	—		4 000	—	—	—	—	—	—	—
Frais de développement	—		—	—	—	—	—	—	(249)	15 287
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	12 000		6 000	6 000	9 000	—	—	—	13 250	—
Ajustement de la juste valeur des débetures convertibles – composante passif dérivé	14 725		(14 307)	7 347	2 260	(4 024)	4 421	—	—	—
Total des éléments importants – charges ¹	45 297		15 169	44 665	26 414	10 488	24 482	7 242	16 947	26 495
Total des charges compte non tenu des éléments importants ¹	415 063		427 775	411 561	385 333	394 144	370 205	344 803	321 017	310 547
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	33 384 \$		32 241	\$ 39 774	\$ 42 286	\$ 34 817	\$ 39 073	\$ 44 700	\$ 16 491	\$ 32 896
Charge d'impôt sur le résultat – ajusté ¹	7 325		9 760	10 519	10 482	9 376	8 294	11 396	5 774	13 463
Résultat net – ajusté ¹	26 059 \$		22 481	\$ 29 255	\$ 31 804	\$ 25 441	\$ 30 779	\$ 33 304	\$ 10 717	\$ 19 433
Dividendes sur actions privilégiées ¹	2 852 \$		2 852	\$ 2 852	\$ 2 852	\$ 2 852	\$ 2 852	\$ 2 852	\$ 2 852	\$ 2 852
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – ajusté ¹	13 505 \$		11 892	\$ 17 120	\$ 20 185	\$ 13 363	\$ 17 397	\$ 20 767	\$ (299)	\$ 7 578
Résultat par action ordinaire ajusté – base ¹	0,14 \$		0,12	\$ 0,18	\$ 0,21	\$ 0,14	\$ 0,20	\$ 0,24	\$ —	\$ 0,10
Résultat par action ordinaire ajusté – après dilution ¹	0,13 \$		0,12	\$ 0,17	\$ 0,20	\$ 0,13	\$ 0,15	\$ 0,20	\$ —	\$ 0,07

1) Les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

2) Compte tenu du fait que les chiffres ont été arrondis et en raison de l'effet dilutif des actions privilégiées convertibles, des actions préférentielles et des débetures convertibles sur les montants du RPA trimestriel et du RPA depuis le début de l'exercice, la somme des résultats par action ordinaire trimestriels pourrait ne pas correspondre au RPA pour l'exercice.

3) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

Tendances et risques du trimestre

Les facteurs saisonniers n'ont généralement pas de répercussions importantes sur nos résultats trimestriels. Toutefois, les produits des activités ordinaires et le résultat de la Société peuvent connaître de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les affaires sont influencées par la conjoncture globale observée dans les marchés des capitaux mondiaux, par les activités dans nos secteurs cibles et par l'évolution du marché en ce qui concerne les sociétés de croissance et les sociétés des marchés et des secteurs émergents. Les produits des activités ordinaires de la Société tirés des transactions de prise ferme et de consultation ne sont comptabilisés qu'une fois une transaction pratiquement conclue ou conclue. Par conséquent, le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de la Société.

La Société a comptabilisé des produits des activités ordinaires de 448,4 millions \$ au T1/26, ce qui représente une augmentation de 10,5 % par rapport aux produits des activités ordinaires moyens des huit trimestres précédents. Sur une base consolidée, les produits tirés des activités de financement de sociétés se sont établis à 71,5 millions \$ au premier trimestre de l'exercice, en hausse de 35,7 % par rapport à la moyenne des huit trimestres précédents en raison d'augmentations liées aux activités au Canada et aux États-Unis. Les produits tirés des honoraires de consultation ont été de 49,2 millions \$ au T1/26, en baisse de 26,8 % par rapport à la moyenne des huit trimestres précédents, ce qui s'explique par la diminution du nombre de transactions de consultation conclues au cours du trimestre en raison de l'incertitude commerciale dont il a été question précédemment. Les produits tirés des commissions et des honoraires à l'échelle de la Société ont augmenté de 17,3 % par rapport à la moyenne des huit trimestres précédents, ce qui est attribuable au niveau d'activité accru au sein des divisions de gestion de patrimoine et des marchés des capitaux de la Société. Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste se sont chiffrés à 36,5 millions \$, en hausse de 46,3 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent et de 29,9 % par rapport à la moyenne des huit trimestres précédents, ce qui s'explique en grande partie par la volatilité généralisée du marché au cours du trimestre considéré.

La baisse des taux d'intérêt a donné lieu à une diminution de 11,2 % des produits d'intérêts par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ceux-ci s'établissant à 45,9 millions \$ au T1/26, ce qui représente un recul de 8,9 % par rapport à la moyenne des huit trimestres précédents. Les produits divers se sont établis à 6,8 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice, en hausse de 63,3 % par rapport à la moyenne des huit trimestres précédents, ce qui s'explique en partie par la fluctuation des taux de change et par la variation des ajustements de la juste valeur comptabilisés à l'égard de certains titres négociables non liquides ou temporairement inaccessibles.

Marchés des capitaux mondiaux

Les activités sur les marchés des capitaux mondiaux de la Société ont généré des produits des activités ordinaires de 200,1 millions \$, en hausse de 5,8 % par rapport à la moyenne des huit trimestres précédents, ce qui reflète une amélioration des produits tirés des activités de financement de sociétés et des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste. Les produits trimestriels les plus élevés générés par cette division au cours des huit derniers trimestres ont été de 212,3 millions \$ et les moins élevés, de 144,8 millions \$.

Les activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis sont celles qui ont le plus contribué aux produits tirés des activités sur les marchés des capitaux, ces activités ayant généré des produits des activités ordinaires de 95,7 millions \$ pour le trimestre considéré, soit une baisse de 20,0 % par rapport à ceux du trimestre précédent, mais un montant qui est généralement conforme à la moyenne des huit trimestres précédents. Dans cette unité d'exploitation, bien que le bassin de projets ait été solide, les produits tirés des activités de consultation du premier trimestre ont reculé de 45,4 % par rapport à la moyenne des huit derniers trimestres, l'incertitude liée aux tarifs douaniers ayant influé sur la conclusion de transactions dans l'ensemble des marchés au cours du trimestre considéré. Les produits trimestriels les plus élevés générés par ce secteur au cours des huit derniers trimestres ont été de 119,6 millions \$ et les moins élevés, de 73,5 millions \$.

Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux au Canada ont été de 55,8 millions \$ au T1/26, en hausse de 11,3 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent et de 27,7 % comparativement à la moyenne des huit trimestres précédents, ce qui est surtout attribuable à la hausse des produits tirés des honoraires de consultation et des produits tirés des activités de financement de sociétés pour le trimestre considéré. Les produits trimestriels les plus élevés générés par ce secteur au cours des huit derniers trimestres ont été de 62,7 millions \$ et les moins élevés, de 24,6 millions \$.

Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux en Australie ont augmenté de 62,3 % sur une base séquentielle, ce qui découle surtout d'une hausse de 40,4 % des produits tirés des activités de financement de sociétés par rapport à ceux du T4/25 et, dans l'ensemble, les produits des activités ordinaires ont progressé de 24,6 % par rapport à la moyenne des huit trimestres précédents. Les produits trimestriels les plus élevés générés par ce secteur au cours des huit derniers trimestres ont été de 33,0 millions \$ et les moins élevés, de 18,0 millions \$.

Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe se sont chiffrés à 19,4 millions \$ au T1/26, en baisse de 48,0 % comparativement à ceux du trimestre précédent. Au premier trimestre, les produits des activités ordinaires de cette région ont reculé de 25,0 % par rapport à la moyenne des huit derniers trimestres. Les produits trimestriels les plus élevés générés par ce secteur au cours des huit derniers trimestres ont été de 37,3 millions \$ et les moins élevés, de 13,3 millions \$.

Gestion de patrimoine mondiale

Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine mondiale de la Société se sont chiffrés à 242,9 millions \$ pour le premier trimestre, en hausse de 12,5 % en regard de ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au premier trimestre, les produits des activités ordinaires de cette division ont augmenté de 15,8 % par rapport à la moyenne des huit derniers trimestres. Les produits trimestriels les plus élevés générés par cette division au cours des huit derniers trimestres ont été de 238,9 millions \$ et les moins élevés, de 187,2 millions \$.

Les produits tirés des activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont augmenté de 11,9 % par rapport à la moyenne des huit trimestres précédents grâce à la progression des produits tirés des commissions et des honoraires. Les actifs pour le compte

des clients¹ se sont établis à 44,8 milliards \$, en hausse de 16,9 % par rapport à ceux du premier trimestre de l'exercice 2025. Les produits trimestriels les plus élevés générés par ce secteur au cours des huit derniers trimestres ont été de 100,4 millions \$ et les moins élevés, de 70,8 millions \$.

Les activités de CGWM UK ont contribué de façon constante à nos produits des activités ordinaires et à notre rentabilité. Les produits des activités ordinaires se sont établis à 125,7 millions \$ au T1/26, en hausse de 16,8 % par rapport à la moyenne des huit trimestres précédents, en raison de l'augmentation des produits tirés des commissions et des honoraires. Les actifs pour le compte des clients¹ de ce groupe se chiffraient à 71,6 milliards \$ à la fin du T1/26, soit une hausse de 17,6 % attribuable aux nouveaux actifs nets en lien principalement avec les activités d'acquisition, aux entrées de trésorerie nettes positives, à la croissance du marché et à la fluctuation des taux de change. Les produits trimestriels les plus élevés générés par ce secteur au cours des huit derniers trimestres ont été de 117,6 millions \$ et les moins élevés, de 101,0 millions \$.

Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine en Australie ont atteint 23,1 millions \$ au T1/26, en hausse de 10,6 % par rapport à ceux du trimestre précédent et de 28,1 % comparativement à la moyenne des huit trimestres précédents. Les actifs pour le compte des clients¹ s'élevaient à 8,9 milliards \$ au 30 juin 2025, en hausse de 34,3 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice 2025, ce qui est le reflet de nos démarches de recrutement actives au cours de l'exercice précédent. Les produits trimestriels les plus élevés générés par ce secteur au cours des huit derniers trimestres ont été de 21,2 millions \$ et les moins élevés, de 15,2 millions \$.

Non sectoriel et autres

Les produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres se sont chiffrés à 5,4 millions \$ pour le premier trimestre, en baisse de 22,4 % comparativement à la moyenne des huit trimestres précédents. La variation des produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres s'explique surtout par les ajustements de la juste valeur de certains titres négociables non liquides ou temporairement incessibles, par la variation des produits d'intérêts et des profits ou pertes de change résultant des fluctuations du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling, de même que par la variation des produits tirés de services de courtage de correspondance de la Société. Les produits trimestriels les plus élevés générés par cette division au cours des huit derniers trimestres ont été de 10,1 millions \$ et les moins élevés, de 4,3 millions \$.

Situation financière

(en milliers \$ CA)	30 juin 2025	31 mars 2025
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 261 135 \$	1 193 201 \$
Titres détenus	701 897	702 418
Créances clients	3 419 949	3 325 539
Impôt sur le résultat à recevoir	31 515	28 095
Autres créances	63 367	51 974
Actifs d'impôt différé	62 159	61 575
Placements	11 263	11 812
Matériel et aménagements des locaux loués	118 934	125 389
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	1 016 738	1 032 949
Actif au titre de droits d'utilisation	181 350	187 595
Total de l'actif	6 868 307 \$	6 720 547 \$
Passif et capitaux propres		
Titres vendus à découvert	695 383 \$	595 507 \$
Dettes fournisseurs, charges à payer et provisions	3 831 220	3 757 771
Impôt sur le résultat à payer	6 208	7 506
Tranche à court terme des obligations locatives	31 613	30 283
Tranche à court terme de la contrepartie différée et de la contrepartie éventuelle	8 300	11 855
Obligations locatives	215 769	205 115
Passifs dérivés	157 602	129 835
Contrepartie différée et contrepartie éventuelle	22 223	22 111
Emprunt bancaire	445 340	442 780
Passifs d'impôt différé	62 469	61 414
Dettes subordonnées	7 500	7 500
Débiteures convertibles	86 304	85 155
Participations ne donnant pas le contrôle	409 378	403 923
Capitaux propres	888 998	959 792
Total du passif et des capitaux propres	6 868 307 \$	6 720 547 \$

ACTIFS

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 1,3 milliard \$ au 30 juin 2025, comparativement à 1,2 milliard \$ au 31 mars 2025. Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement ».

Les titres détenus s'établissaient à 701,9 millions \$ au 30 juin 2025, comparativement à 702,4 millions \$ au 31 mars 2025, en raison d'une diminution des titres de créance de sociétés et de gouvernements.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 8.

Les créances clients se chiffraient à 3,4 milliards \$ au 30 juin 2025, en comparaison de 3,3 milliards \$ de dollars au 31 mars 2025.

Au 30 juin 2025, le goodwill s'élevait à 676,9 millions \$ et les immobilisations incorporelles, à 339,8 millions \$. Au 31 mars 2025, le goodwill s'établissait à 686,5 millions \$ et les immobilisations incorporelles, à 346,4 millions \$. Ces montants représentent le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre des acquisitions réalisées précédemment. La diminution du goodwill et des immobilisations incorporelles est surtout liée à la fluctuation des taux de change, en partie contrebalancée par l'amortissement des immobilisations incorporelles.

Au 30 juin 2025, les actifs au titre de droits d'utilisation se chiffraient à 181,4 millions \$, comparativement à 187,6 millions \$ au 31 mars 2025, principalement en raison de la charge d'amortissement comptabilisée au cours de la période.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2026, Groupe CG a consenti des prêts-achats de 2026 aux nouveaux participants et aux participants actuels pour financer une partie du prix d'achat de leurs parts de SEC de CG Partners, le véhicule indépendant d'actionariat des employés par l'intermédiaire d'une société en commandite. Les prêts-achats de 2026 sont essentiellement assortis des mêmes modalités que les prêts-achats de 2025. En particulier, les prêts-achats de 2026 portent intérêt, ont une durée maximale de sept ans, sont garantis par la mise en gage des parts de SEC et comprennent un montant de remboursement supplémentaire prélevé sur les primes annuelles ou les commissions mensuelles, selon le cas, en lien avec le remboursement du montant en capital aux termes des prêts par les participants. Les participants ayant contracté un prêt-achat de 2025 et un prêt-achat de 2026 ne devraient pas être tenus de commencer à rembourser le prêt-achat de 2026 avant d'avoir remboursé le prêt-achat de 2025. À cet égard, en juin 2026, la Société a consenti à la société en commandite un nouveau prêt que la société en commandite a remboursé avant le 30 juin 2025 à même le produit en espèces tiré de la souscription des parts de SEC par les participants.

Au 30 juin 2025, l'encours total des prêts-achats, net des remboursements de capital, était de 69,4 millions \$. La tranche à court terme de 7,5 millions \$ est incluse dans les créances clients et la tranche à long terme de 61,9 millions \$, dans les autres créances aux états de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités au 30 juin 2025. Des renseignements supplémentaires sur la société en commandite et les modalités des prêts-achats sont présentés dans la circulaire d'information de la direction datée du 10 juin 2025 et dans le rapport de gestion daté du 4 juin 2025 à l'adresse www.sedarplus.ca.

Les autres actifs, composés de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, du matériel et des aménagements des locaux loués et des placements, atteignaient 223,9 millions \$ au 30 juin 2025, par rapport à 226,9 millions \$ au 31 mars 2025.

PASSIFS ET PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Les titres vendus à découvert étaient de 695,4 millions \$ au 30 juin 2025, par rapport à 595,5 millions \$ au 31 mars 2025 en raison d'une augmentation des positions vendeur sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements, ainsi que sur les actions et les débetures convertibles.

Les dettes fournisseurs et charges à payer, y compris les provisions, s'établissaient à 3,8 milliards \$ au 30 juin 2025, soit un montant inchangé par rapport à celui au 31 mars 2025.

La dette subordonnée, l'impôt sur le résultat à payer et les passifs d'impôt différé étaient de 76,2 millions \$ au 30 juin 2025, soit un montant essentiellement inchangé par rapport à celui au 31 mars 2025.

Des obligations locatives de 247,4 millions \$ ont également été comptabilisées au 30 juin 2025 (235,4 millions \$ au 31 mars 2025).

Au 30 juin 2025, la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle s'élevaient à 30,5 millions \$ (34,0 millions \$ au 31 mars 2025) et étaient liées à des acquisitions antérieures.

Les deux séries d'actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles émises aux dirigeants et aux employés de CGWM UK ont été traitées comme un instrument hybride qui comporte une composante capitaux propres, représentant les dividendes discrétionnaires et la priorité en cas de liquidation, et une composante passif reflétant un dérivé visant à régler l'instrument en remettant l'équivalent économique d'un nombre variable d'actions ordinaires de CGWM UK. La juste valeur de la composante passif dérivé s'élevait à 63,2 millions £ (118,5 millions \$ CA) (57,0 millions £ (105,4 millions \$ CA) au 31 mars 2025) et était présentée dans les passifs dérivés aux états de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités au 30 juin 2025. La Société a comptabilisé un ajustement de la juste valeur de 12,0 millions \$ lié à la composante passif dérivé dans les comptes de résultat consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2025 (néant pour le trimestre clos le 30 juin 2024).

Au 30 juin 2025, la valeur comptable des débetures convertibles était de 86,3 millions \$ (85,2 millions \$ au 31 mars 2025). La juste valeur de l'option de conversion était de 39,1 millions \$ au 30 juin 2025 (24,4 millions \$ au 31 mars 2025) et est présentée dans les passifs dérivés aux états de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités. La Société a comptabilisé un ajustement de la juste valeur de 14,7 millions \$ en lien avec l'option de conversion aux comptes de résultat consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2025. Pour plus de renseignements sur les modalités des débetures convertibles, se reporter à la note 19 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2025.

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang pour financer une partie de la contrepartie en trésorerie à l'égard de plusieurs acquisitions dans le secteur Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne. L'emprunt vient à échéance le 19 novembre 2027 et peut être prolongé sur deux périodes de un an, sous réserve de certaines conditions et sans remboursements prévus et, par conséquent, il a été classé à titre de passif à long terme à l'état de la situation financière consolidé résumé intermédiaire non audité au 30 juin 2025. Au 30 juin 2025, le total des emprunts bancaires en cours, net des frais de financement, était de 445,3 millions \$ (442,8 millions \$ au 31 mars 2025).

Compte non tenu de l'emprunt bancaire décrit précédemment, les filiales de la Société disposent également d'autres facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 718,8 millions \$ (722,7 millions \$ au 31 mars 2025). Ces facilités de crédit limitées, constituées d'emprunts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 30 juin 2025, aucun solde n'était impayé sur les autres facilités de crédit (néant au 31 mars 2025).

Les participations ne donnant pas le contrôle se chiffraient à 409,4 millions \$ au 30 juin 2025, en comparaison de 403,9 millions \$ au 31 mars 2025, en hausse de 5,5 millions \$, ce qui est surtout en lien avec la composante capitaux propres des actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK, déduction faite des dividendes reçus et de la fluctuation des taux de change. Les participations ne donnant pas le contrôle représentent également 31,8 % de l'actif net des activités en Australie (31,8 % au 31 mars 2025).

Provisions, procédures de litige et passif éventuel

Dans le cours normal des activités, la Société est partie à des litiges et, au 30 juin 2025, elle était défenderesse dans diverses poursuites judiciaires. La Société a établi des provisions pour les affaires en litige lorsque les paiements sont probables et peuvent raisonnablement être estimés. Même si l'issue de ces poursuites dépend d'une résolution future, l'évaluation et l'analyse de ces poursuites par la direction indiquent que la résolution ultime probable de ces poursuites, prises isolément ou dans leur ensemble, n'aura pas d'effet important sur la situation financière de la Société.

La Société fait également l'objet de réclamations invoquées ou non dans le cours normal des activités, lesquelles, en date du 30 juin 2025, n'ont pas donné lieu à des poursuites judiciaires. La Société ne peut pas déterminer quelle sera l'incidence de ces réclamations invoquées ou non sur sa situation financière; cependant, elle a comptabilisé une provision si des pertes découlant de ces réclamations invoquées ou non sont considérées comme probables et si de telles pertes peuvent être estimées de façon raisonnable.

La Société est assujettie à certaines règles, réglementations et autres exigences réglementaires propres aux activités de courtage et, de ce fait, elle exerce ses activités dans un cadre réglementaire régi par des agences et des organismes gouvernementaux. En tant qu'entité réglementée et dans le cours normal des activités, la Société fait l'objet d'examen périodiques par ces agences et organismes. La Société a mis en place des politiques et des procédures conçues dans le but d'assurer le respect de ces règles, réglementations et exigences. Dans l'éventualité où une autorité réglementaire déterminerait que la Société n'a pas suivi ou respecté certaines procédures ou exigences réglementaires, ou que les dossiers et rapports de la Société présentent des lacunes ou tout autre cas de défaillance financière ou de non-conformité, la Société pourrait être d'accord avec l'imposition d'une amende, pénalité ou sanction ou se voir imposer celles-ci par une autorité réglementaire. Si de telles circonstances se produisent, la Société établira une provision pour toute affaire pour laquelle il est probable qu'un paiement pouvant raisonnablement être estimé soit exigé.

Les questions d'ordre réglementaire en cours sont présentées à la note 29 des états financiers consolidés annuels au 31 mars 2025 de la Société et décrites plus en détail ci-après.

En lien avec la surveillance réglementaire susmentionnée, la Société est partie à une affaire d'application de la loi et à d'éventuelles affaires d'application de la loi découlant d'examen des activités de tenue de marché de gros et des activités de négociation de la Société aux États-Unis, y compris son programme de conformité à la *Bank Secrecy Act* et de lutte contre le blanchiment d'argent. Bien que la Société ignore pour le moment si le règlement de l'affaire d'application de la loi ou des éventuelles affaires d'application de la loi sous-jacentes aura lieu dans le cours normal des activités et quelle sera l'incidence de ce règlement éventuel, il est probable que la Société se voie imposer une pénalité importante et doive engager des frais supplémentaires liés à ses activités. En lien avec le règlement de ces affaires, la Société pourrait également se voir imposer des sanctions non pécuniaires et être assujettie à d'autres modalités susceptibles d'avoir une incidence négative sur ses activités. En raison des incertitudes y afférentes, la Société ignore si le règlement final de ces affaires aura une incidence défavorable importante sur sa situation financière, ses flux de trésorerie ou ses résultats d'exploitation. Des estimations du règlement des affaires ont été comptabilisées au cours de périodes précédentes en fonction du jugement de la direction et des informations dont disposait la Société au moment de la comptabilisation de ces estimations et des échanges qu'a eus la Société avec certains organismes de réglementation au cours de ces périodes. Les estimations connexes aux affaires déterminées par la Société au cours de périodes précédentes et décrites aux présentes sont incluses dans le total des provisions pour litiges en date du 30 juin 2025 présenté précédemment. Afin d'estimer les montants comptabilisés, la direction s'est reportée à des affaires précédentes d'application de la loi réglées par d'autres sociétés, tout en reconnaissant que les faits et les circonstances de ces affaires étaient sensiblement différents de ceux de la Société. En date des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et en fonction des interactions qu'elle a eues avec les organismes de réglementation jusqu'à présent, la Société a déterminé qu'il est probable qu'elle soit tenue d'effectuer un paiement supérieur au montant de la provision qui a été comptabilisé au 30 juin 2025. Les estimations de la Société ont nécessité une grande part de jugement, étaient fondées sur l'état et la nature des examens au moment de ces estimations et tenaient compte du fait que les examens étaient en cours. Cependant, compte tenu du fait qu'on ignore toujours la mesure dans laquelle les mesures correctives mises en place par la Société seront prises en compte, qu'il est possible que des faits ou éléments nouveaux surviennent et que les autres affaires d'application de la loi réglées par d'autres sociétés ont donné lieu à des paiements très divers, il n'est pas possible à l'heure actuelle d'estimer de manière raisonnable ou fiable le montant excédentaire par rapport à la provision actuelle ni de produire une fourchette d'estimations à cet égard.

Engagements

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats qui donnent lieu à des engagements à l'égard de paiements minimaux futurs qui ont une influence sur sa situation de trésorerie. Le 1^{er} avril 2025, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente définitive en vue de vendre à Cantor ses activités de tenue de marché de gros aux États-Unis. La vente ne devrait pas avoir d'incidence importante sur la situation financière, le rendement financier et les flux de la trésorerie de la Société.

Le tableau ci-après résume les obligations contractuelles à long terme de la Société au 30 juin 2025 :

(en milliers \$ CA)	Total	Exercice 2027	Exercice 2028 – Exercice 2029	Exercice 2030 – Exercice 2031	Par la suite
Locaux et matériel	370 717	42 736	67 298	58 668	202 015
Emprunt bancaire ¹	501 437	32 362	469 075	—	—
Débtures convertibles ²	136 423	8 250	128 173	—	—
Total des obligations	1 008 577	83 348	664 546	58 668	202 015

- 1) L'emprunt bancaire vient à échéance le 19 novembre 2027 et peut être prolongé sur deux périodes de un an, sous réserve de certaines conditions et sans remboursements prévus et, par conséquent, il a été classé à titre de passif à long terme dans l'état de la situation financière consolidé au 31 mars 2025. L'emprunt bancaire porte intérêt au taux annuel de 7,22 % (taux annuel de 6,96 % au 31 mars 2025).
- 2) Les débetures convertibles comprennent les débetures subordonnées de premier rang non garanties convertibles émises au T4/25. Les débetures convertibles portent intérêt à un taux de 7,5 % par année et viennent à échéance le 15 mars 2029. Les débetures convertibles pourront être rachetées par la Société dans certaines circonstances à compter du 15 mars 2027.

Arrangements hors bilan

Aucun arrangement hors bilan important n'avait été conclu au 30 juin 2025. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés annuels et à la note 4 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Dettes bancaires et autres facilités de crédit

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 30 juin 2025 et au 31 mars 2025, la Société n'avait aucun solde impayé sur sa dette bancaire aux termes de ces facilités.

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de la Société englobe les actions privilégiées, les actions ordinaires et le cumul des autres éléments du résultat global, ainsi que la dette subordonnée, les participations ne donnant pas le contrôle, les emprunts bancaires et les débetures convertibles, moins les résultats non distribués. Au 30 juin 2025, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 1,3 milliard \$, en hausse de 67,9 millions \$ par rapport à 1,2 milliard \$ au 31 mars 2025.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2026, des flux de trésorerie de 33,2 millions \$ ont été affectés aux activités de financement, principalement en lien avec les paiements de loyers, le versement de dividendes sur les actions privilégiées convertibles émises au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne, le versement de dividendes aux participations ne donnant pas le contrôle en Australie et le versement de dividendes en espèces sur les actions ordinaires et privilégiées. Des flux de trésorerie de 1,3 million \$ ont été affectés aux activités d'investissement pour l'achat de matériel et les aménagements des locaux loués. Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont chiffrés à 107,5 millions \$, en lien principalement avec des variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement. Une baisse de 5,0 millions \$ de la trésorerie est attribuable à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie.

Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. La Société déploie en totalité son fonds de roulement, y compris la trésorerie et les équivalents de trésorerie, dans le cadre de son exploitation afin de disposer du capital réglementaire requis et pour respecter les exigences des contreparties, notamment en disposant des dépôts en trésorerie nécessaires pour maintenir les activités aux niveaux actuels. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions du marché, la conjoncture économique et la confiance des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de un jour, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Certains engagements incombent à la Société, comme il est décrit précédemment aux rubriques « Arrangements hors bilan » et « Dette bancaire et autres facilités de crédit ». Exception faite des contrats conclus dans le cours normal des activités, la Société n'a conclu aucun contrat pouvant raisonnablement être considéré comme important.

Données sur les actions privilégiées et ordinaires en circulation

	Actions en circulation aux 30 juin	
	2025	2024
Actions privilégiées		
Actions de série A émises et en circulation	4 540 000	4 540 000
Actions de série C émises et en circulation	4 000 000	4 000 000
Actions ordinaires		
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	100 006 715	96 673 944
Nombre d'actions émises et en circulation ²	102 529 368	102 189 077
Nombre d'actions émises et en circulation – après dilution ³	117 396 963	117 415 101
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	97 245 459	93 279 330
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution ⁴	s. o.	100 375 378

1) Exclut 2 400 298 actions dont les droits ne sont pas acquis, achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT et 122 355 actions en circulation relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions.

2) Inclut 2 400 298 actions dont les droits ne sont pas acquis, achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT et 122 355 actions en circulation relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions.

3) Inclut 3 440 000 actions qui devraient être émises si la totalité des options sur actions liées au rendement en cours étaient exercées, 316 225 actions qui devraient être émises dans le cadre des acquisitions de Sawaya et de Results, ainsi que 11 363 636 actions qui devraient être émises si la totalité des débetures convertibles étaient converties par leurs porteurs, déduction faite des renonciations estimées.

4) Au cours du trimestre clos le 30 juin 2025, la Société a comptabilisé une perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires et, par conséquent, le RPA après dilution est égal au RPA de base, car les instruments comportant des actions ordinaires potentielles ont été exclus des calculs de la perte par action après dilution, ces instruments étant antidilutifs.

s. o. : sans objet

Pour plus de renseignements sur les modalités des actions privilégiées et des actions ordinaires, se reporter aux notes 21 et 22 des états financiers consolidés audités.

Au 31 juillet 2025, 102 529 368 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 19 août 2024, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») qui lui permet de racheter, du 21 août 2024 au 20 août 2025, jusqu'à 5 109 453 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la TSX et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la TSX. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Aucune action n'a été rachetée dans le cadre de l'OPRCNA au cours du trimestre clos le 30 juin 2025.

La Société a conclu un plan déterminé à l'avance avec un courtier désigné lui permettant de racheter des actions ordinaires dans le cadre de cette OPRCNA. Le courtier de la Société peut racheter les actions ordinaires conformément au plan n'importe quel jour de négociation dans le cadre de l'OPRCNA, y compris à tout moment pendant les périodes d'interdiction d'opérations internes de la Société. Le plan a été passé en revue par la TSX et prendra fin lorsque la Société y mettra fin selon ses conditions ou à la date d'expiration de l'OPRCNA, selon la première des deux éventualités.

La possibilité d'effectuer des rachats aux termes de l'OPRCNA actuelle a commencé le 21 août 2024 et se poursuivra pendant un an (jusqu'au 20 août 2025) au gré de la Société. La contrepartie maximale sera le cours du marché des titres au moment de l'acquisition. Afin de se conformer aux règles de négociation de la TSX, les rachats quotidiens sont limités à 30 336 actions ordinaires de la Société (ce qui correspond à 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la TSX au cours de la période de six mois civile allant de février 2024 à juillet 2024 (25 % du volume de négociation quotidien moyen de 121 347 actions ordinaires)).

Régimes de paiements fondés sur des actions

Aucune mise à jour n'a été apportée aux régimes de paiements fondés sur des actions présentés dans le rapport annuel de 2025. Se reporter à la note 24 des états financiers consolidés annuels audités et à la note 16 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2025.

Instruments financiers

Aucune modification importante n'a été apportée à l'information relative aux catégories d'instruments financiers et à leur utilisation qui a été présentée dans le rapport annuel de 2025. Pour plus de renseignements, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés annuels audités et à la note 4 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2025.

Transactions avec des parties liées

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous influence notable de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société, et les membres de la direction qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société. Une liste des principales filiales agissant à titre de contrepartistes et des principales sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société figure à la note 25 des états financiers consolidés annuels audités.

Aucune modification n'a été apportée à l'information relative aux types de transactions avec des parties liées qui a été présentée dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2025. Pour plus de renseignements sur les transactions faisant intervenir des parties liées, se reporter à la note 25 des états financiers consolidés annuels audités figurant dans le rapport annuel de l'exercice 2025.

Méthodes comptables critiques et estimations

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2025 ont été dressés selon la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Aucune modification n'a été apportée à l'information sur les méthodes comptables ou sur les jugements et estimations importants de la Société qui est présentée aux notes 2 et 5 des états financiers consolidés annuels audités.

La Société n'a adopté aucune nouvelle modification comptable pour le trimestre clos le 30 juin 2025. La Société surveille également tous les changements apportés aux normes comptables afin d'en évaluer l'incidence potentielle sur ses états financiers consolidés. Aucune modification importante n'a été apportée, sauf indication contraire à la note 3 des états financiers consolidés annuels audités.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

En date du 30 juin 2025, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le Règlement 52-109. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que nos contrôles et procédures étaient efficaces en date du 30 juin 2025.

Changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction, y compris le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du Règlement 52-109, qui vise à donner une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins externes selon les IFRS. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était conçu et fonctionnait efficacement en date du 30 juin 2025 et pendant le premier trimestre de l'exercice 2026 clos à cette date, et qu'il n'y avait pas de faiblesse significative dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification au cours du premier trimestre de l'exercice 2026 clos le 30 juin 2025 qui a eu une incidence significative, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

Risques

L'incertitude et le risque sont inhérents lorsque des activités sont menées sur les marchés financiers. À titre de participant actif aux marchés des capitaux canadien et international, la Société s'expose à des risques susceptibles d'entraîner des pertes financières. Les principaux risques de la Société sont le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel et les autres risques. Par conséquent, la gestion des risques et la maîtrise de l'équilibre entre le risque et le rendement sont des éléments essentiels au maintien de la stabilité financière et de la rentabilité de la Société. Un cadre de gestion des risques efficace est donc partie intégrante du succès de la Société.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque qu'une variation des cours ou de tout facteur de marché sous-jacent entraîne des pertes. Il incombe à chaque secteur de l'entreprise de s'assurer que sa position est prudente par rapport au risque de marché dans les limites de risque fixées par le comité de gestion des risques et supervisées par le comité des risques. En outre, la Société a établi des procédures visant à ce que les risques soient mesurés, étroitement surveillés, maîtrisés et communiqués à la haute direction.

La Société est exposée au risque sur actions, au risque de liquidité et au risque de fluctuation du fait qu'elle négocie en son nom propre les options boursières et les titres de capitaux propres. La Société est également exposée au risque de taux d'intérêt, au risque d'écart de taux et au risque de liquidité précis du fait qu'elle négocie en son nom propre les titres à revenu fixe. En plus de la supervision et de l'examen actifs de ses activités de négociation par sa haute direction, Groupe Canaccord Genuity atténue son exposition au risque par l'application de diverses limites pour contrôler la concentration, la répartition et l'utilisation du capital, ainsi que de politiques et directives en matière de négociation. La Société gère et surveille ses risques dans ce domaine en appliquant des mesures quantitatives et qualitatives, à l'échelle de la Société ainsi que par pupitre de négociation. La direction examine et surveille régulièrement le niveau des stocks et les positions, les résultats des transactions de négociation, la situation de trésorerie, l'âge des positions et les niveaux de concentration. La Société exploite également un système d'analyse de scénarios et de mesure de la valeur à risque (« VAR ») pour son portefeuille de titres de participation et de titres à revenu fixe et d'instruments dérivés. Par conséquent, la Société s'assure qu'elle est bien diversifiée en ce qui a trait aux facteurs de risque de marché et que ses activités de négociation respectent les niveaux de tolérance au risque établis par la haute direction.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité représente le risque que la Société ne puisse satisfaire à la demande de liquidités ou s'acquitter de ses obligations à mesure qu'elles arrivent à échéance. La direction de la Société est responsable de passer en revue les sources de liquidités afin de s'assurer que les fonds sont rapidement disponibles pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance, et de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour soutenir ses stratégies commerciales et la croissance de ses activités.

Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. La Société déploie en totalité son fonds de roulement, y compris la trésorerie et les équivalents de trésorerie, dans le cadre de son exploitation afin de disposer du capital réglementaire requis et pour respecter les exigences des contreparties, notamment en disposant des dépôts en trésorerie nécessaires pour maintenir les activités aux niveaux actuels. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière consolidés de la Société sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions du marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de un jour, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

RISQUE LIÉ À LA JUSTE VALEUR

Lorsqu'elle participe à des activités de prise ferme, la Société peut subir des pertes si elle ne réussit pas à revendre les titres qu'elle s'est engagée à acheter ou si elle est forcée de liquider son engagement en dessous du prix d'achat convenu. La Société est également exposée au risque lié à la juste valeur du fait de ses activités de négociation de titres de participation, de titres à revenu fixe et d'instruments financiers dérivés à titre de contrepartiste. Les titres à la juste valeur sont évalués aux cours du marché lorsque ceux-ci sont disponibles, et les variations de la juste valeur influent sur les résultats au fur et à mesure qu'elles surviennent. Le risque lié à la juste valeur découle également de la possibilité que les fluctuations des cours du marché influent sur la valeur des titres que la Société détient à titre de garanties des comptes sur marge des clients. La Société réduit son exposition au risque lié à la juste valeur en recourant à des stratégies de couverture, en appliquant des contrôles

visant à limiter les niveaux de concentration et l'utilisation de capitaux dans ses comptes de négociation de stocks, ainsi qu'en exerçant une surveillance à l'égard des comptes sur marge afin de s'assurer que des garanties suffisantes ont été fournies.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt découle de la possibilité que des variations de taux d'intérêt influent sur la juste valeur ou sur les flux de trésorerie futurs des instruments financiers détenus par la Société. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt associé à ses soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, à ses débentures convertibles, à la tranche à revenu fixe des titres détenus et des titres vendus à découvert, au montant net des soldes de clients, aux soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie et aux montants nets des soldes des courtiers en valeurs mobilières, ainsi qu'à sa dette subordonnée et à son emprunt bancaire. En plus de la supervision et de l'examen actifs de ses activités de négociation, la Société atténue son exposition au risque de taux d'intérêt par l'application de diverses limites pour contrôler la concentration, la répartition et l'utilisation du capital, ainsi que de politiques et directives en matière de négociation. Le risque de taux d'intérêt lié aux débentures convertibles de la Société est réduit au minimum au moyen d'un taux d'intérêt nominal fixe. La Société gère le risque de taux d'intérêt lié aux titres à revenu fixe détenus en établissant une série de limites, dont des limites de durée exigeant qu'une exposition au risque de hausse des taux d'intérêt soit compensée par une exposition au risque de baisse des taux d'intérêt, limites qui peuvent agir comme une couverture. Cette couverture est obtenue au moyen de positions compensatoires dans des titres à revenu fixe, ce qui peut nécessiter le recours à des contrats à terme standardisés sur titres à revenu fixe.

RISQUE DE CHANGE

Le risque de change découle de la possibilité que toute fluctuation des taux de change entraîne des pertes. Le principal risque de change auquel la Société est exposée découle de son placement dans ses filiales des États-Unis, de l'Australie, et du Royaume-Uni et de l'Europe. Les comptes de ces filiales sont convertis en utilisant le taux de change à la date de clôture. Toute fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou au dollar australien entraînera une variation des profits latents (pertes latentes) à la conversion des comptes des établissements à l'étranger, comptabilisée dans le cumul des autres éléments du résultat global.

Toutes les filiales peuvent aussi détenir des instruments financiers en monnaies autres que leur monnaie fonctionnelle et, par conséquent, toute fluctuation des taux de change aura une incidence sur les profits et les pertes de change inscrits aux comptes de résultat consolidés.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Les activités de négociation des clients et les prêts sur marge fournis aux clients du Canada par l'intermédiaire de comptes sur marge sont la principale source de risque de crédit pour la Société. Pour réduire au minimum son exposition financière dans ce domaine, la Société applique un ensemble de normes de crédit et effectue des examens financiers à l'égard des garanties, des clients et des nouveaux comptes.

La Société fournit à ses clients de détail et institutionnels du Canada un financement sous forme de prêt sur marge. Dans le cadre d'un prêt sur marge, la Société consent un crédit pour une tranche de la valeur marchande des titres détenus dans le compte d'un client, jusqu'à concurrence de certains plafonds. Les prêts sur marge sont garantis par ces titres dans le compte du client. Dans le cadre de ses activités de prêt, la Société est confrontée à un risque de perte financière dans le cas où un client ne répond pas à un appel de marge si les cours des titres détenus en garantie baissent et si la Société est dans l'impossibilité de tirer une valeur suffisante de ces titres. Aux fins des prêts sur marge, la Société a établi des plafonds fondés sur le risque qui sont généralement plus restrictifs que ceux qui sont exigés par les politiques réglementaires applicables. En outre, la Société a établi des limites à l'égard des prêts consentis sur un titre individuel ou un groupe de titres dans un seul secteur afin de restreindre le risque de concentration. La Société a également recours à des limites quant au montant absolu des prêts qu'elle consentira à des comptes clients individuels ou à des groupes de comptes clients associés.

La filiale canadienne de la Société fournit à ses clients de détail et institutionnels des services de négociation de produits dérivés. Les stratégies de négociation fondées sur l'utilisation de produits dérivés, comme les options négociées en Bourse et les contrats à terme standardisés, comportent un certain niveau de risque pour la Société. La nature non linéaire et intrinsèquement associée à un effet de levier des instruments dérivés a pour effet d'exacerber la rapidité avec laquelle leur valeur fluctue, ce qui peut entraîner le déclenchement d'appels de marge et de pertes liées aux clients. Bien que la Société impose des limites strictes aux activités de négociation des clients et qu'elle surveille l'exposition des clients en temps réel, rien ne garantit que ces procédures permettront d'éliminer ou de réduire le risque de pertes pour la Société.

L'octroi des crédits au moyen de prêts sur marge au Canada est supervisé par le comité du crédit de la Société. Le comité se réunit régulièrement afin d'examiner et d'analyser les risques de crédit de la Société, dont les importants prêts aux particuliers, la qualité de la garantie, les ratios de couverture des prêts, le risque de concentration et les tendances dans l'ensemble du portefeuille de prêts sur marge. Il se réunit également, au besoin, pour discuter de toute nouvelle entente de prêt proposée par la haute direction.

La Société est aussi exposée à un risque de perte financière lié aux activités de négociation de ses clients dans le cas où celles-ci se traduisent par des montants exigibles ou en souffrance dans les comptes au comptant partiellement garantis. La Société a conçu un certain nombre de contrôles dans son système de gestion des ordres d'achat et de vente automatisé afin que les transactions par compte individuel et par conseiller individuel soient faites en conformité avec les plafonds et les paramètres de risque établis.

La Société se livre à diverses activités de négociation et de courtage dans le cadre desquelles les contreparties sont principalement des courtiers en valeurs mobilières, des banques, des chambres de compensation, des Bourses, des intermédiaires financiers et d'autres institutions financières. Ces activités comprennent l'activité de placement pour compte, la négociation à titre de contrepartiste, l'emprunt et le prêt de titres de même que la signature de conventions de mise en pension et de prise en pension de titres. Lorsque les contreparties ne remplissent pas leurs obligations, la Société peut être exposée à un risque. Le risque de défaut d'exécution dépend de la solvabilité de la contrepartie ou de l'émetteur de l'instrument. La Société gère ce risque en imposant pour chaque contrepartie des limites de négociation et de position individuelles et générales, qu'elle surveille, au sein de chaque segment commercial, et elle passe régulièrement en revue le crédit des contreparties financières, examine les concentrations de titres et de prêts, détient et évalue à la valeur du marché la garantie sur certaines transactions et fait affaire avec certains organismes de compensation qui garantissent l'exécution.

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses dans les frais d'administration. Toute perte réelle découlant des activités de négociation de ses clients ou qui s'y rapporte, selon ce qui est exposé ci-dessus, est imputée à cette provision. Par le passé, cette provision a suffi à couvrir les pertes réelles.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel est le risque de perte attribuable à des processus internes inadéquats ou ayant échoué, à des gens et à des systèmes, ou à d'autres événements externes, comme des désastres ou des menaces pour la sécurité. Le risque opérationnel est présent dans l'ensemble des activités de la Société, y compris les processus, les systèmes et les contrôles utilisés pour la gestion d'autres risques. L'incapacité de gérer le risque opérationnel peut entraîner une perte financière, une atteinte à la réputation, des amendes réglementaires et l'incapacité à gérer les risques de marché, les risques de crédit ou d'autres risques.

La Société exerce ses activités sur différents marchés et s'en remet à ses employés, à ses systèmes internes et aux systèmes de tiers pour traiter un grand nombre de transactions et fournir d'autres fonctions de technologie et de soutien. Pour atténuer ce risque, la Société a créé un système de contrôles internes et d'automatismes régulateurs aux niveaux appropriés qui comportent notamment le rapprochement des transactions au jour le jour, des procédures de contrôle liées à la compensation et au règlement, des transactions et des limites de valeur quotidiennes de toutes les applications de négociation, des contrôles des liquidités, de la sécurité physique, des procédures d'examen indépendant, des normes relatives à la documentation, des procédures de facturation et de perception ainsi que des contrôles d'autorisation et de traitement à l'égard des transactions et des comptes. De plus, la Société a mis sur pied un programme axé sur le risque opérationnel qui l'aide à mesurer, à gérer, à signaler et à surveiller les questions concernant le risque opérationnel. La Société a également des procédures de reprise après sinistre, des plans de poursuite des activités et des redondances intégrées en cas de panne de système ou de défaillance technique. En outre, la Société conclut des ententes de service avec des tiers et a recours à des audits de sécurité, le cas échéant.

AUTRES RISQUES

Les autres risques englobent les risques qui peuvent avoir une incidence importante défavorable sur les activités, mais qui sont de nature autre que le risque de marché ou de crédit ou le risque opérationnel.

Risque réglementaire et risque juridique

Le risque réglementaire résulte de la non-conformité aux exigences réglementaires, ce qui pourrait entraîner des amendes ou des sanctions. La Société a établi des procédures afin de s'assurer de respecter toutes les exigences légales et réglementaires pertinentes de chaque territoire dans lequel elle exerce ses activités. Ces procédures comprennent le traitement de certaines questions comme les exigences en matière de capital réglementaire, les exigences d'information, les contrôles internes à l'égard de l'information financière, les pratiques en matière de vente et de négociation, l'utilisation et la garde des fonds de la clientèle, l'utilisation et la garde des données des clients, l'octroi de crédit, la perception, la lutte contre le blanchiment d'argent, les délits d'initiés et l'inconduite d'employés, les conflits d'intérêts et la tenue des comptes.

Le risque juridique découle des possibilités de poursuites au criminel ou de poursuites civiles ou réglementaires intentées contre la Société qui pourraient nuire considérablement aux affaires, aux activités ou à la situation financière de la Société. La Société compte un conseiller juridique en interne en plus d'avoir accès à un conseiller juridique externe pour l'aider à traiter des questions juridiques liées à l'exploitation et pour défendre ses intérêts dans le cadre de diverses poursuites.

Les pertes ou les coûts associés aux questions courantes d'ordre réglementaire et juridique sont inclus dans les frais d'administration dans les états financiers consolidés de la Société.

Risque de cybersécurité

Le risque de cybersécurité est le risque que les réseaux informatiques, les données ou les systèmes internes de la Société soient endommagés, sabotés, détournés ou volés, qu'on y accède sans autorisation ou qu'ils fassent l'objet d'attaques. Ce risque découle de l'interrelation existante entre les activités de la Société et les clients, les fournisseurs, les partenaires et le public par l'entremise d'Internet et d'autres réseaux. Étant donné cette interrelation, les tiers avec lesquels la Société fait affaire ou qui ont un rôle dans les activités de la Société peuvent également être une source de risque de cybersécurité. La Société a mis en place un cadre de gestion des risques liés aux tiers pour l'intégration des nouveaux fournisseurs et d'autres parties tierces ainsi que pour la validation des fournisseurs actuels. Ce cadre vise à assurer que toutes les parties qui interagissent avec la Société respectent des normes élevées en matière de cybersécurité. La prédominance croissante des outils axés sur l'intelligence artificielle (« IA ») peut aussi accroître le risque de cyberattaques ou d'atteinte à la protection des données, l'IA permettant de lancer des cyberattaques plus automatisées, ciblées et coordonnées à l'endroit de l'infrastructure technologique de la société.

La Société consacre beaucoup d'efforts et de ressources pour se défendre contre le risque de cybersécurité et l'atténuer, notamment en renforçant la sensibilisation au sein de la Société grâce à un programme de formation sur la cybersécurité offert à l'ensemble du personnel. La gestion du risque de cybersécurité par la Société ainsi que les incidents signalés sont présentés régulièrement à la haute direction par l'entremise du comité de cybersécurité et du comité des risques du conseil d'administration.

Risque de réputation

Le risque de réputation est le risque qu'une activité entreprise, ou qu'une activité présumée avoir été entreprise par une société ou ses représentants ternisse son image au sein de la collectivité ou mine la confiance du public à son égard, entraînant une perte des produits des activités ordinaires, des poursuites ou un accroissement de la surveillance réglementaire. Le risque de réputation peut découler de défaillances d'ordre opérationnel, de la non-conformité aux lois et aux règlements, d'une couverture médiatique traditionnelle ou en ligne défavorable, ou au fait d'agir comme chef de file dans le cadre d'une opération de financement non réussie. La Société pourrait faire face au risque de réputation découlant de son association avec des clients passés ou présents de ses activités de financement de sociétés qui sont visés par un examen réglementaire ou judiciaire. Le risque de réputation peut aussi se refléter dans la satisfaction de la clientèle et les notations externes, comme des rapports d'analystes de titres de participation. En plus de ses divers contrôles, politiques et procédures en matière de gestion des risques, la Société s'est dotée d'un code d'éthique et de conduite des affaires officiel, d'un service d'assistance en matière d'intégrité commerciale pour le

signalement des incidents et d'un programme intégré axé sur la commercialisation, la marque, les communications et les relations avec les investisseurs afin de l'aider à gérer et à soutenir la réputation de la Société.

Risque lié à la situation géopolitique et économique et au marché

De par leur nature, les activités de gestion de patrimoine et sur les marchés des capitaux de la Société comportent de nombreux risques, notamment ceux liés à la situation économique et politique et à la conjoncture du marché qui échappent au contrôle de la Société. Ces facteurs sont susceptibles de réduire la confiance des investisseurs, ce qui pourrait avoir un effet sur la croissance des ASA et sur le niveau des activités de financement de sociétés, de consultation et de négociation. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature dynamique du secteur des services financiers; les pressions inflationnistes; le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité, le risque stratégique, le risque d'assurance, le risque opérationnel, le risque de réputation, le risque de conduite et le risque juridique, le risque lié à la réglementation et le risque environnemental; les fluctuations des cours des devises et des taux d'intérêt, notamment sous l'effet de la volatilité du marché des actions et des prix des ressources naturelles; l'efficacité et le caractère adéquat de notre gestion des risques et de nos modèles et processus d'évaluation; l'évolution de la législation ou de la réglementation dans les territoires où nous menons nos activités; le changement climatique et d'autres risques liés aux facteurs ESG; la perturbation des marchés attribuable à l'incidence des tarifs douaniers imposés à l'échelle mondiale (y compris les tarifs de rétorsion et l'incertitude quant aux politiques tarifaires) et à leurs répercussions récessionnistes et inflationnistes potentielles, ainsi que l'incidence de facteurs géopolitiques persistants. Bien qu'il soit difficile de prédire les conséquences de ces facteurs sur nos activités, de par leur nature, ils pourraient avoir une incidence négative sur les produits des activités ordinaires, les marges d'exploitation, les ratios de rémunération et les charges de la Société, étant donné qu'ils pourraient se répercuter sur le volume des transactions, les prix des actifs, la volatilité ou la liquidité.

Le contexte macroéconomique incertain demeure difficile, et les activités, les résultats d'exploitation, la situation financière et la valeur des titres de la Société pourraient être touchés de façon importante par cette conjoncture macroéconomique. L'imposition de droits de douane, de tarifs douaniers et d'autres barrières commerciales (y compris les mesures de rétorsion adoptées en réponse à ceux-ci) pourrait avoir une incidence notable sur les activités de la Société. Une guerre commerciale pourrait également faire augmenter la probabilité que d'autres risques dont il est question dans le présent rapport de gestion ne surviennent ainsi que la gravité de ces risques.

Restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires

Les restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires énoncées dans les statuts de la Société pour empêcher des changements de contrôle non autorisés sans le consentement des autorités de réglementation pourraient, dans certains cas, influencer sur la négociabilité et la liquidité des actions ordinaires.

Un exposé plus poussé sur les risques figure dans la notice annuelle.

Politique en matière de dividende

Des dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société ainsi que d'autres facteurs que le conseil d'administration jugera pertinents.

Déclaration de dividende

Le 6 août 2025, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,085 \$ par action ordinaire, payable le 10 septembre 2025 aux actionnaires inscrits le 29 août 2025.

Le 6 août 2025, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,25175 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 septembre 2025 aux actionnaires inscrits le 19 septembre 2025, ainsi qu'un dividende en espèces de 0,42731 \$ par action privilégiée de série C payable le 30 septembre 2025 aux actionnaires inscrits le 19 septembre 2025.

Renseignements supplémentaires

D'autres renseignements concernant le Groupe Canaccord Genuity Inc., y compris sa notice annuelle, se trouvent sur le site Web de la Société à l'adresse <https://www.cgf.com/FR/IR/FinReports/Pages/default.aspx> et sur SEDAR+ à l'adresse <https://www.sedarplus.ca/landingpage/fr/>.

D'autres déclarations d'entreprise, y compris les informations exigées par la TSX et le rapport sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) et les politiques connexes de la Société, se trouvent à l'adresse <https://www.canaccordgenuity.com/fr/relations-investisseurs/relations-investisseurs/gouvernance-entreprise/>.

English-language copies of this report and related disclosure documents for fiscal year 2026 are available at : www.canaccordgenuity.com/investor-relations/investor-resources/financial-reports.

Groupe Canaccord Genuity Inc.

États de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités

Aux (en milliers de dollars canadiens)	Notes	30 juin 2025 \$	31 mars 2025 \$
ACTIF			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 261 135	1 193 201
Titres détenus	3, 4	701 897	702 418
Créances clients	5, 17	3 419 949	3 325 539
Impôt sur le résultat à recevoir		31 515	28 095
Total des actifs courants		5 414 496	5 249 253
Autres créances	17	63 367	51 974
Actifs d'impôt différé		62 159	61 575
Placements		11 263	11 812
Matériel et aménagements des locaux loués		118 934	125 389
Immobilisations incorporelles	8	339 795	346 401
Goodwill	8	676 943	686 548
Actifs au titre de droits d'utilisation		181 350	187 595
Total de l'actif		6 868 307	6 720 547
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs courants			
Titres vendus à découvert	3, 4	695 383	595 507
Dettes fournisseurs et charges à payer	5, 17	3 799 383	3 720 369
Provisions	19	31 837	37 402
Impôt sur le résultat à payer		6 208	7 506
Dettes subordonnée	10	7 500	7 500
Tranche à court terme des obligations locatives		31 613	30 283
Tranche à court terme de la contrepartie différée et de la contrepartie éventuelle	4	8 300	11 855
Total des passifs courants		4 580 224	4 410 422
Passifs d'impôt différé		62 469	61 414
Passifs dérivés	4	157 602	129 835
Contrepartie différée et contrepartie éventuelle	4	22 223	22 111
Emprunt bancaire	4, 11	445 340	442 780
Déventures convertibles	12	86 304	85 155
Obligations locatives		215 769	205 115
Total du passif		5 569 931	5 356 832
Capitaux propres			
Attribuables aux porteurs de titres de capitaux propres de GCGI		888 998	959 792
Attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	7	409 378	403 923
Total des capitaux propres		1 298 376	1 363 715
Total du passif et des capitaux propres		6 868 307	6 720 547

Voir les notes ci-jointes.

Au nom du conseil d'administration :

« Daniel Daviau »

« Terrence A. Lyons »

DANIEL DAVIAU

TERRENCE A. LYONS

Groupe Canaccord Genuity Inc.

Comptes de résultat consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Notes	Pour les trimestres clos les	
		30 juin 2025	30 juin 2024
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES			
Commissions et honoraires		238 538	204 501
Financement de sociétés		71 476	74 917
Honoraires de consultation		49 189	67 042
Négociation à titre de contrepartiste		36 534	24 974
Intérêts		45 939	51 743
Divers		6 771	4 988
		448 447	428 165
CHARGES			
Charge de rémunération		268 956	254 157
Frais de négociation		26 105	21 988
Locaux et matériel		6 285	5 963
Communications et technologies		22 051	21 540
Intérêts		33 333	31 879
Frais d'administration		40 112	37 952
Amortissement		12 196	9 815
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation		7 228	8 439
Frais de développement		19 864	13 562
Frais de restructuration		—	2 657
Frais connexes aux acquisitions		718	704
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	4, 7	12 000	—
Ajustement de la juste valeur des débetures convertibles – composante passif dérivé	4, 12	14 725	(4 024)
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle		(3 213)	—
		460 360	404 632
Résultat net avant impôt sur le résultat		(11 913)	23 533
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat			
Exigible		6 088	2 922
Différé		(1 156)	3 890
	9	4 932	6 812
Résultat net de la période		(16 845)	16 721
Résultat net attribuable aux :			
Actionnaires de GCGI		(28 059)	5 251
Participations ne donnant pas le contrôle		11 214	11 470
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)			
De base		97 245	93 279
Après dilution		s. o.	100 375
Résultat net par action ordinaire			
De base	14	(0,32) \$	0,03 \$
Après dilution	14	(0,32) \$	0,02 \$
Dividendes par action ordinaire	15	0,085 \$	0,085 \$
Dividendes par action privilégiée de série A	15	0,25 \$	0,25 \$
Dividendes par action privilégiée de série C	15	0,43 \$	0,43 \$

Voir les notes ci-jointes.

Groupe Canaccord Genuity Inc.

États du résultat global consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos les	
	30 juin 2025	30 juin 2024
Résultat net de la période	(16 845)	16 721
Autres éléments du résultat global		
Variation nette du résultat latent à la conversion des établissements à l'étranger	(34 455)	8 237
Résultat global de la période	(51 300)	24 958
Résultat global attribuable aux :		
Actionnaires de GCGI	(65 324)	11 165
Participations ne donnant pas le contrôle (note 7)	14 024	13 793

Voir les notes ci-jointes.

Groupe Canaccord Genuity Inc.

États des variations des capitaux propres consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	Pour les trimestres clos les	
		30 juin 2025	30 juin 2024
Actions privilégiées au début et à la fin de la période	13	205 641	205 641
Actions ordinaires au début de la période		653 807	616 531
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (« RILT »)		—	(5 799)
Actions ordinaires dont les droits sont acquis libérées par les fiducies pour les avantages du personnel		36 908	48 015
Prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis		60	—
Actions ordinaires à la fin de la période	14	690 775	658 747
(Déficit) résultats non distribués au début de la période		(37 604)	58 548
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI		(28 059)	5 251
Paiements fondés sur des actions, montant amorti net des droits acquis		(32 290)	(45 702)
Variation de l'impôt exigible et différé lié aux paiements fondés sur des actions		1 466	(442)
Prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis		(60)	—
Dividendes sur actions ordinaires	15	(8 702)	(8 686)
Dividendes sur actions privilégiées	15	(2 852)	(2 852)
(Déficit) résultats non distribués à la fin de la période		(108 101)	6 117
Contrepartie différée au début et à la fin de la période		2 806	5 612
Cumul des autres éléments du résultat global au début de la période		135 142	109 313
Autres éléments du résultat global attribuables aux actionnaires de GCGI		(37 265)	5 914
Cumul des autres éléments du résultat global à la fin de la période		97 877	115 227
Total des capitaux propres		888 998	991 344
Total des participations ne donnant pas le contrôle	7	409 378	367 581
Total des capitaux propres		1 298 376	1 358 925

Voir les notes ci-jointes.

Groupe Canaccord Genuity Inc.

Tableaux des flux de trésorerie consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	Pour les trimestres clos les	
		30 juin 2025 \$	30 juin 2024 \$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Résultat net de la période		(16 845)	16 721
Éléments sans effet de trésorerie			
Amortissement		12 196	9 815
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation		7 228	8 439
(Recouvrement) charge d'impôt différé		(1 156)	3 890
Charge (recouvrement) au titre de paiements fondés sur des actions	16	9 737	(3 932)
Ajustements de la juste valeur liés aux placements		—	500
Charge d'intérêts liée aux obligations locatives		3 520	3 971
Ajustement de la juste valeur des débetures convertibles – composante passif dérivé	4, 12	14 725	(4 024)
Variation de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	4	12 000	—
Ajustement de la juste valeur de la contrepartie éventuelle		(3 213)	—
Variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement			
Diminution (augmentation) des titres détenus		521	(385 253)
(Augmentation) diminution des créances clients		(105 026)	716 249
Augmentation de l'impôt sur le résultat net à recevoir		(6 184)	(8 965)
Augmentation des titres vendus à découvert		99 876	75 176
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs, des charges à payer et des provisions		80 119	(325 319)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		107 498	107 268
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme		—	(5 799)
Versement de dividendes sur les actions privilégiées convertibles émises en lien avec les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne	7	(6 724)	(6 365)
Versement de dividendes aux participations ne donnant pas le contrôle en Australie	7	(3 535)	(8 038)
Dividendes en espèces versés sur les actions ordinaires		(8 702)	(8 686)
Dividendes en espèces versés sur les actions privilégiées		(2 852)	(2 852)
Paievements de loyers		(11 408)	(9 145)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(33 221)	(40 885)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Achat de matériel et aménagements des locaux loués		(1 155)	(21 440)
Acquisition d'Intelligent Capital Holdings Limited, nette de la trésorerie acquise		—	(3 323)
Paievement de contrepartie différée et de contrepartie éventuelle		—	(5 786)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(148)	(402)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(1 303)	(30 951)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie		(5 040)	6 332
Augmentation de la situation de trésorerie		67 934	41 764
Situation de trésorerie au début de la période		1 193 201	855 604
Situation de trésorerie à la fin de la période		1 261 135	897 368
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie			
Intérêts reçus		45 939	51 741
Intérêts payés		33 102	31 524
Impôt sur le résultat payé		8 040	11 641

Voir les notes ci-jointes.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

1. Renseignements sur l'entreprise

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. (la « Société » ou « GCGI »), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan, mène des activités sur les marchés des capitaux en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie et en Australie. La Société a aussi des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, dans les dépendances de la Couronne et en Australie. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de solutions de gestion de patrimoine complètes, y compris des services de planification financière et de courtage, et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Groupe Canaccord Genuity Inc. a été constitué le 14 février 1997 lorsqu'il a déposé un mémoire et des statuts auprès du directeur du registre des sociétés (Registrar of Companies) de la Colombie-Britannique en vertu de la loi intitulée *Company Act* (Colombie-Britannique); il est maintenu sous le régime de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique). Le siège social de la Société est sis au Suite 1200 – 1133 Melville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V6E 4E5, et son bureau principal est sis au Suite 2200 – 700 West Georgia Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1K8.

Les actions ordinaires de la Société sont cotées sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A., et les actions privilégiées de série C de la Société sont inscrites sous le symbole CF.PR.C.

Les produits et le résultat tirés des activités de la Société connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les activités de celle-ci sont assujetties à la situation générale sur les marchés des actions et des obligations à l'échelle mondiale.

2. Base d'établissement

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ne comprennent pas toute l'information à fournir dans les états financiers annuels et doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités de la Société au 31 mars 2025 et pour l'exercice clos à cette date (les « états financiers consolidés annuels audités ») déposés sur SEDAR+ le 4 juin 2025. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été dressés selon les méthodes comptables utilisées pour la préparation des états financiers consolidés au 31 mars 2025. Les modifications futures des méthodes comptables et des informations à fournir qui ne sont pas encore en vigueur sont présentées à la note 4 des états financiers consolidés annuels audités. La Société n'a adopté aucune norme, interprétation ou modification qui a été publiée, mais qui n'est pas encore en vigueur.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.

Certains montants comparatifs ont été reclassés pour que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice considéré.

Le conseil d'administration de la Société a autorisé la publication des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités le 6 août 2025.

3. Titres détenus et titres vendus à découvert

	30 juin 2025		31 mars 2025	
	Titres détenus \$	Titres vendus à découvert \$	Titres détenus \$	Titres vendus à découvert \$
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	497 052	501 858	535 131	472 318
Actions et débiteures convertibles	204 845	193 525	167 287	123 189
	701 897	695 383	702 418	595 507

Au 30 juin 2025, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2026 à 2082 (de 2025 à 2078 au 31 mars 2025) et portaient intérêt à des taux allant de 0,00 % à 12,88 % (de 0,00 % à 13,50 % au 31 mars 2025).

4. Instruments financiers

Au 30 juin 2025 et au 31 mars 2025, les catégories d'instruments financiers, autres que la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence et les obligations locatives, détenues par la Société se présentaient comme suit :

	Juste valeur par le biais du résultat net		Coût amorti		Total	
	30 juin 2025 \$	31 mars 2025 \$	30 juin 2025 \$	31 mars 2025 \$	30 juin 2025 \$	31 mars 2025 \$
Actifs financiers						
Titres détenus	701 897	702 418	—	—	701 897	702 418
Montants à recevoir de courtiers en valeurs mobilières	—	—	2 032 344	2 088 648	2 032 344	2 088 648
Montants à recevoir des clients	—	—	851 460	668 983	851 460	668 983
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	—	—	282 357	291 824	282 357	291 824
Autres créances clients	—	—	253 788	276 084	253 788	276 084
Placements à la JVRN	7 107	7 543	—	—	7 107	7 543
Autres créances	—	—	63 367	51 974	63 367	51 974
Total des actifs financiers	709 004	709 961	3 483 316	3 377 513	4 192 320	4 087 474
Passifs financiers						
Titres vendus à découvert	695 383	595 507	—	—	695 383	595 507
Montants à payer à des courtiers en valeurs mobilières	—	—	1 409 345	1 454 029	1 409 345	1 454 029
Montants à payer à des clients	—	—	2 024 933	1 706 502	2 024 933	1 706 502
Autres dettes fournisseurs et charges à payer	—	—	365 105	559 838	365 105	559 838
Dettes subordonnée	—	—	7 500	7 500	7 500	7 500
Contrepartie différée et contrepartie éventuelle	30 523	33 966	—	—	30 523	33 966
Emprunt bancaire	—	—	445 340	442 780	445 340	442 780
Passifs dérivés	157 602	129 835	—	—	157 602	129 835
Total des passifs financiers	883 508	759 308	4 252 223	4 170 649	5 135 731	4 929 957

La Société n'a désigné aucun instrument financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale.

HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est comptabilisée ou présentée sont classés selon une hiérarchie des justes valeurs, telle qu'elle est décrite ci-dessous, en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble :

Niveau 1 – cours sur un marché actif (qui ne sont pas ajustés) pour des actifs ou des passifs identiques

Niveau 2 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur est directement ou indirectement observable)

Niveau 3 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur n'est pas observable)

Pour les instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Au 30 juin 2025, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	Juste valeur estimée			
	30 juin 2025	30 juin 2025		
	\$	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	\$	\$	\$	\$
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	8 411	—	8 261	150
Titres de créance de gouvernements	488 641	216 249	272 392	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	497 052	216 249	280 653	150
Actions	204 656	149 233	43 281	12 142
Débiteures convertibles	189	—	189	—
Actions et débiteures convertibles	204 845	149 233	43 470	12 142
	701 897	365 482	324 123	12 292
Placements à la JVRN	7 107	—	—	7 107
	709 004	365 482	324 123	19 399
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	(10 387)	—	(10 387)	—
Titres de créance de gouvernements	(491 471)	(213 342)	(278 129)	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(501 858)	(213 342)	(288 516)	—
Actions	(193 525)	(161 963)	(31 562)	—
	(695 383)	(375 305)	(320 078)	—
Contrepartie différée et contrepartie éventuelle	(30 523)	—	—	(30 523)
Passifs dérivés	(157 602)	—	—	(157 602)
	(883 508)	(375 305)	(320 078)	(188 125)

Au 31 mars 2025, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	Juste valeur estimée			
	31 mars 2025	31 mars 2025		
	\$	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	\$	\$	\$	\$
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	12 476	—	12 469	7
Titres de créance de gouvernements	522 655	224 078	298 577	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	535 131	224 078	311 046	7
Actions	167 089	98 450	55 435	13 204
Débiteures convertibles	198	—	198	—
Actions et débiteures convertibles	167 287	98 450	55 633	13 204
	702 418	322 528	366 679	13 211
Placements à la JVRN	7 543	—	—	7 543
	709 961	322 528	366 679	20 754
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	(2 673)	—	(2 673)	—
Titres de créance de gouvernements	(469 645)	(189 447)	(280 198)	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(472 318)	(189 447)	(282 871)	—
Actions	(123 189)	(96 749)	(26 440)	—
	(595 507)	(286 196)	(309 311)	—
Contrepartie différée et contrepartie éventuelle	(33 966)	—	—	(33 966)
Passifs dérivés	(129 835)	—	—	(129 835)
	(759 308)	(286 196)	(309 311)	(163 801)

Variation des passifs financiers de niveau 3

Solde au 31 mars 2025	(143 047) \$
Variation de la juste valeur des titres détenus de niveau 3 au cours de la période	(918)
Variation de la juste valeur des débentures convertibles – composante passif dérivé au cours de la période (note 12)	(14 725)
Variation de la juste valeur de la participation ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé au cours de la période (note 7)	(12 000)
Ajustement de la juste valeur de la contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Sawaya	3 213
Écart de conversion	(1 249)
Solde au 30 juin 2025	(168 726)

ESTIMATION DE LA JUSTE VALEUR**i) Instruments financiers de niveau 2**

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent les placements de la Société dans certains titres de créance de sociétés et de gouvernements, dans des titres de créance convertibles et dans des actions négociées hors Bourse. La juste valeur des titres de créance de sociétés et de gouvernements et des titres de créance convertibles classés au niveau 2 est établie à l'aide des cours du marché pour des actifs ou des passifs identiques dans des marchés où il n'y a pas de transactions selon une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue de l'information sur le prix. La Société examine régulièrement la fréquence et le volume des transactions au titre de ces instruments pour déterminer si l'information sur le prix est exacte.

ii) Instruments financiers de niveau 3**DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION**

La juste valeur des placements de niveau 3 classés comme détenus à des fins de transaction est déterminée par la Société au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur les informations jugées fiables par la Société, et elle constitue la meilleure estimation de la juste valeur facilement disponible. Les prix des placements détenus à des fins de transaction sont définis soit en fonction du dernier cours négocié ou du dernier cours vendeur ou, si ces prix sont considérés comme étant périmés, la Société obtient des informations fondées sur certaines demandes de renseignements, sur des transactions récentes ou sur de nouvelles émissions en attente.

PASSIFS DÉRIVÉS**Actions privilégiées convertibles et actions préférentielles**

Certains investisseurs institutionnels ont acheté des actions privilégiées convertibles émises par la filiale de la Société, CGWM UK. Les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles émises aux dirigeants et aux employés de CGWM UK ont été traitées comme un instrument hybride qui comporte une composante capitaux propres, représentant les dividendes discrétionnaires et la priorité en cas de liquidation, et une composante passif reflétant un dérivé visant à régler l'instrument, dans certaines circonstances, en remettant l'équivalent économique d'un nombre variable d'actions ordinaires de CGWM UK (note 7). La composante passif dérivé est réévaluée à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et un ajustement de la juste valeur de 12,0 millions \$ (néant au 30 juin 2024) a été comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés résumés intermédiaires non audités au cours du trimestre clos le 30 juin 2025. La juste valeur de la composante passif dérivé s'élevait à 63,2 millions £ (118,5 millions \$ CA) (57,0 millions £ (105,4 millions \$ CA) au 31 mars 2025) et a été présentée dans les passifs dérivés aux états de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités au 30 juin 2025.

La Société a recours au modèle d'évaluation Black et Scholes pour estimer la juste valeur du passif dérivé incorporé dans les actions privilégiées convertibles et les actions préférentielles. La juste valeur est calculée au moyen de la juste valeur estimée, déterminée selon la conversion des actions en équivalents de capitaux propres. Les autres hypothèses formulées comprennent celles à l'égard de la volatilité, du taux d'intérêt sans risque et du taux de dividende.

Débentures convertibles

Les débentures convertibles comprennent une composante passif dérivé qui représente la valeur de l'option de conversion. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2025, un ajustement de la juste valeur de 14,7 millions \$ a été comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés résumés intermédiaires non audités. La valeur du passif dérivé lié aux débentures convertibles était de 39,1 millions \$ au 30 juin 2025 (24,4 millions \$ au 31 mars 2025) et était présentée dans les passifs dérivés de l'état de la situation financière consolidé résumé intermédiaire non audité au 30 juin 2025 (note 12).

La Société a évalué les débentures convertibles au moyen d'un modèle d'évaluation unifactorielle des débentures convertibles en fonction de la qualité du crédit, qui repose sur des hypothèses à l'égard des écarts de taux et des facteurs de volatilité.

Les hypothèses suivantes ont été utilisées dans le modèle :

Volatilité 39,0 %

Risque d'écart de taux 12,9 %

Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des débentures convertibles de la Société. Un test de sensibilité a été effectué dans le cadre de l'évaluation des débentures convertibles. Le test de sensibilité comprend l'évaluation de l'incidence de changements raisonnables apportés aux hypothèses portant sur la volatilité et aux autres hypothèses utilisées dans le modèle d'évaluation. Si le facteur de volatilité avait augmenté de 5 %, la valeur de l'option de conversion aurait augmenté de 2,1 millions \$, mais s'il avait diminué de 5,0 %, la valeur de l'option de conversion aurait diminué de 2,1 millions \$.

Une grande part de jugement est nécessaire pour établir les hypothèses et les estimations utilisées dans la détermination de la juste valeur de la composante passif dérivé des actions privilégiées convertibles, des actions préférentielles et des débetures convertibles pour chaque période de présentation de l'information financière. Il est possible que les critères d'évaluation de la juste valeur énoncés précédemment ne soient pas représentatifs de la valeur nette de réalisation ou des valeurs futures. De plus, la Société estime que ses méthodes d'évaluation sont appropriées et conformes à celles qui devraient être utilisées par un participant au marché.

CONTREPARTIE DIFFÉRÉE ET CONTREPARTIE ÉVENTUELLE

Une contrepartie différée et une contrepartie éventuelle de 30,5 millions \$ étaient comptabilisées au 30 juin 2025 (34,0 millions \$ au 31 mars 2025) dans le cadre d'acquisitions précédentes. Un ajustement de la juste valeur de 3,2 millions \$ a été comptabilisé au cours du trimestre clos le 30 juin 2025 (néant au 30 juin 2024).

La juste valeur de la contrepartie éventuelle est classée au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs et a été établie au moyen du modèle de simulation de Monte-Carlo faisant appel à diverses hypothèses, notamment le BAIIA prévu, des taux sans risque et des facteurs de volatilité. Les modèles d'évaluation des options exigent le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur de la contrepartie éventuelle de la Société.

CONTRATS DE CHANGE À TERME

La Société gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements de titres en monnaie étrangère en attente. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces transactions sont constatés dans les résultats au cours de la période considérée. Au 30 juin 2025, il y avait des contrats à terme en cours de 3,1 millions \$ (3,9 millions \$ au 31 mars 2025) visant l'achat de dollars américains. Les contrats à terme en cours visant la vente de dollars américains avaient un montant notionnel de 9,7 millions \$ US au 30 juin 2025 (7,2 millions \$ au 31 mars 2025). La juste valeur de ces contrats était négligeable. Certaines activités de la Société aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, à Hong Kong et en Chine se déroulent en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces activités est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction se font habituellement dans la monnaie locale.

Ces contrats ont été conclus afin d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure les contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations. Les contrats de change à terme sont principalement libellés en livres sterling, en dollars américains ou en euros.

Au 30 juin 2025, leur échéance moyenne pondérée était de 45 jours (42 jours au 31 mars 2025). Le tableau qui suit présente la juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme ainsi que le notionnel de ces contrats à terme respectivement au 30 juin 2025 et au 31 mars 2025. La juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme est incluse dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs.

	30 juin 2025			31 mars 2025		
	Actifs	Passifs	Montant notionnel	Actifs	Passifs	Montant notionnel
Contrats de change à terme	404 \$	403 \$	24 071 \$	252 \$	234 \$	22 923 \$

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations qui sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'une obligation du gouvernement du Canada sous-jacente, à une date et à un prix futurs prédéterminés et selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé; ils sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens.

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 30 juin 2025, il n'y avait aucun contrat à terme standardisé sur des obligations en cours (néant au 31 mars 2025).

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance et est incluse dans les créances clients et les dettes fournisseurs et charges à payer. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période visée.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

	Trésorerie		Titres	
	Prêtée ou livrée en garantie \$	Empruntée ou reçue en garantie \$	Prêtés ou livrés en garantie \$	Empruntés ou reçus en garantie \$
30 juin 2025	348 643	88 281	105 227	348 382
31 mars 2025	351 062	76 229	92 746	348 236

Les activités de prêt et d'emprunt de titres sont incluses dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs et charges à payer aux états de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités.

EMPRUNT BANCAIRE

La Société a conclu une convention de crédit pour des facilités de premier rang en lien avec un emprunt bancaire (l'« emprunt bancaire »). Au 30 juin 2025, le solde du capital impayé, déduction faite des frais de financement non amortis, s'élevait à 238,4 millions £ (445,3 millions \$ CA) (note 11).

AUTRES FACILITÉS DE CRÉDIT

Compte non tenu de l'emprunt bancaire qui a été décrit précédemment, les filiales de la Société disposent également d'autres facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 718,8 millions \$ (722,7 millions \$ au 31 mars 2025). Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 30 juin 2025, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de néant (néant au 31 mars 2025).

BILLET À ORDRE EN FAVEUR DE CRC HOLDINGS CO. LLC

La Société a consenti un prêt à CRC Holdings Co, LLC (« CRC-IB ») au moyen d'un billet à ordre (le « billet ») en sa faveur dans le cadre d'une entente de collaboration commerciale (l'« entente ») avec Carbon Reduction Capital LLC. La Société a également conclu une entente qui lui permettra d'acquiescer CRC-IB en tout temps jusqu'au 31 décembre 2025, sous réserve de certaines conditions.

Le billet porte intérêt à un taux annuel de 3,7 %. Le capital et les intérêts courus et impayés sont exigibles et payables en totalité à la clôture de l'acquisition d'une participation dans CRC-IB en vertu de l'entente avec CRC-IB ou à la date d'échéance, soit le 31 décembre 2027, selon la première de ces deux éventualités. Le billet est évalué au coût amorti et la valeur comptable du billet incluant le montant en capital et les intérêts courus était de 20,5 millions \$ US (27,9 millions \$ CA) au 30 juin 2025. Les produits d'intérêts de 0,3 million \$ ont été comptabilisés dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2025.

5. Créances clients et dettes fournisseurs et charges à payer**CRÉANCES CLIENTS**

	30 juin 2025 \$	31 mars 2025 \$
Courtiers en valeurs mobilières	2 032 344	2 088 648
Clients	851 460	668 983
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	282 357	291 824
Divers	253 788	276 084
	3 419 949	3 325 539

DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	30 juin 2025 \$	31 mars 2025 \$
Courtiers en valeurs mobilières	1 409 345	1 454 029
Clients	2 024 933	1 706 502
Divers	365 105	559 838
	3 799 383	3 720 369

Les montants à payer à des courtiers et à recevoir de ceux-ci comprennent les soldes des transactions de prise en pension et de mise en pension de titres, les titres prêtés et empruntés, ainsi que les soldes liés aux contreparties des courtiers.

Les achats de titres des clients se font en trésorerie ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation des investissements (« OCRI ») et d'autres organismes de réglementation, et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les montants à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de la transaction. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les montants à verser aux clients était fondé sur un taux variable respectivement de 7,95 % à 10,50 % et de 0,00 % à 0,05 % au 30 juin 2025 (respectivement de 7,95 % à 10,50 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2025).

6. Regroupements d'entreprises**INTELLIGENT CAPITAL HOLDINGS LIMITED**

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2025, la Société a finalisé le prix d'acquisition en lien avec l'acquisition d'Intelligent Capital Holdings Limited. Aucun changement n'a été apporté au prix d'acquisition et à la juste valeur des actifs nets acquis à la date d'acquisition qui ont été présentés dans les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2025.

7. Participations ne donnant pas le contrôle

Aux 30 juin 2025 et 2024, les participations ne donnant pas le contrôle comprenaient ce qui suit :

	Australie		Royaume-Uni et dépendances de la Couronne		Total	
	2025 \$	2024 \$	2025 \$	2024 \$	2025 \$	2024 \$
Aux 30 juin et pour les trimestres clos à ces dates						
Solde au début de la période	22 393	22 469	381 528	341 997	403 921	364 466
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	4 333	4 382	9 691	9 411	14 024	13 793
Effet de change sur les participations ne donnant pas le contrôle	(291)	484	1 983	3 241	1 692	3 725
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(3 535)	(8 038)	—	—	(3 535)	(8 038)
Versement de dividendes sur les actions privilégiées convertibles	—	—	(6 724)	(6 365)	(6 724)	(6 365)
Solde à la fin de la période	22 900	19 297	386 478	348 284	409 378	367 581

Aux 30 juin 2025 et 2024, les participations ne donnant pas le contrôle dans la quote-part des autres éléments du résultat global comprenaient ce qui suit :

	Pour les trimestres clos les	
	30 juin 2025 \$	30 juin 2024 \$
Australie	4 333	4 382
Royaume-Uni et dépendances de la Couronne	9 691	9 411
Total	14 024	13 793

Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et dans les dépendances de la Couronne

Certains investisseurs institutionnels ont acheté des actions privilégiées convertibles émises par CGWM UK. Les modalités des actions privilégiées convertibles sont décrites à la note 8 des états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 31 mars 2025.

Après conversion et sous réserve de la priorité en cas de liquidation associée aux actions privilégiées convertibles et aux actions préférentielles émises à des dirigeants et à des employés de CGWM UK, ainsi qu'en tenant compte de la participation d'environ 5 % détenue par des dirigeants et des employés de CGWM UK, la Société détient une participation en équivalents de capitaux propres d'environ 66,9 % dans Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited au 30 juin 2025 (66,9 % au 31 mars 2025).

Australie

La Société détenait 65 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et, par l'entremise de ces actions, une participation indirecte de 65 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited et Canaccord Genuity Financial Limited au 30 juin 2025 (65 % au 31 mars 2025). À des fins comptables, la Société détient une participation de 68,2 % en raison d'une hausse du nombre d'actions détenues dans une fiducie d'employés contrôlée par CFGA.

8. Goodwill et autres immobilisations incorporelles

	Marques (durée indéterminée)		Relations clients	Technologies	Permis de négociation	Contrats de gestion de fonds	Portefeuilles de contrats	Contrats de location avantageux	Portefeuille de clients	Total	
	Goodwill	Marques									
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Montant brut											
Solde au 31 mars 2025	1 128 665	44 930	2 480	459 204	53 818	601	41 616	12 707	602	1 855	617 813
Ajouts	—	—	—	—	148	—	—	—	—	—	148
Change	(9 605)	—	(63)	2 063	228	(1)	209	(629)	(33)	(6)	1 768
Solde au 30 juin 2025	1 119 060	44 930	2 417	461 267	54 194	600	41 825	12 078	569	1 849	619 729
Amortissement et dépréciation cumulés											
Solde au 31 mars 2025	(442 117)	—	(2 371)	(179 904)	(44 716)	(601)	(29 471)	(12 707)	(602)	(1 040)	(271 412)
Amortissement	—	—	(55)	(6 589)	(456)	—	(976)	—	—	(53)	(8 129)
Change	—	—	63	(766)	(196)	1	(160)	629	33	3	(393)
Solde au 30 juin 2025	(442 117)	—	(2 363)	(187 259)	(45 368)	(600)	(30 607)	(12 078)	(569)	(1 090)	(279 934)
Valeur comptable nette											
31 mars 2025	686 548	44 930	109	279 300	9 102	—	12 145	—	—	815	346 401
30 juin 2025	676 943	44 930	54	274 008	8 826	—	11 218	—	—	759	339 795

TEST DE DÉPRÉCIATION DU GOODWILL ET DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES À DURÉE INDÉTERMINÉE

Les valeurs comptables du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises ont été affectées aux unités génératrices de trésorerie (« UGT ») de la façon suivante :

	Immobilisations incorporelles à durée indéterminée		Goodwill		Total	
	30 juin 2025 \$	31 mars 2025 \$	30 juin 2025 \$	31 mars 2025 \$	30 juin 2025 \$	31 mars 2025 \$
UGT Marchés des capitaux Canaccord Genuity						
Canada	44 930	44 930	—	—	44 930	44 930
États-Unis	—	—	208 056	219 997	208 056	219 997
Royaume-Uni et Europe	—	—	15 659	15 580	15 659	15 580
UGT Gestion de patrimoine Canaccord Genuity						
Royaume-Uni et dépendances de la Couronne (îles de la Manche)	—	—	104 781	104 254	104 781	104 254
Royaume-Uni et dépendances de la Couronne (Gestion de patrimoine au Royaume-Uni)	—	—	345 709	343 969	345 709	343 969
Australie	—	—	2 738	2 748	2 738	2 748
	44 930	44 930	676 943	686 548	721 873	731 478

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, ou lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation. La Société tient compte notamment de la relation entre sa capitalisation boursière et la valeur comptable de ses capitaux propres lors de l'examen des indices de dépréciation.

Les taux d'actualisation, les taux de croissance annuels composés et les taux de croissance finaux sont présentés dans le tableau ci-après.

	Taux d'actualisation		Taux de croissance annuel composé		Taux de croissance final	
	30 juin 2025	31 mars 2025	30 juin 2025	31 mars 2025	30 juin 2025	31 mars 2025
UGT Marchés des capitaux Canaccord Genuity						
États-Unis	14,0 %	14,0 %	1,5 %	1,5 %	2,5 %	2,5 %
Royaume-Uni et Europe	14,0 %	14,0 %	3,8 %	2,6 %	2,5 %	2,5 %
UGT Gestion de patrimoine Canaccord Genuity						
Royaume-Uni et dépendances de la Couronne (îles de la Manche)	12,5 %	12,5 %	5,0 %	5,0 %	2,5 %	2,5 %
Royaume-Uni et dépendances de la Couronne (Gestion de patrimoine au Royaume-Uni)	12,5 %	12,5 %	5,0 %	5,0 %	2,5 %	2,5 %
Australie	14,0 %	14,0 %	5,0 %	5,0 %	2,5 %	2,5 %

Un test de sensibilité a été effectué dans le cadre du test de dépréciation à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée pour l'UGT Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et l'UGT Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis. Le test de sensibilité comprend l'évaluation de l'incidence que pourrait avoir sur les montants recouvrables des UGT tout changement apporté aux principales hypothèses raisonnablement possibles, toutes les autres hypothèses demeurant constantes. Le tableau ci-après présente les variations des diverses variables qui pourraient faire en sorte que le montant recouvrable estimatif devienne inférieur à la valeur comptable, ce qui pourrait donner lieu à la comptabilisation de charges de dépréciation. Les charges de dépréciation seraient établies en tenant compte de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs.

	UGT Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis	UGT Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Royaume-Uni
Augmentation du taux d'actualisation	0,9 %	1,9 %
Baisse du taux de croissance annuel composé sur cinq ans	0,9 %	3,5 %
Diminution du taux de croissance final	1,3 %	2,9 %

9. Impôt sur le résultat

La charge (le recouvrement) d'impôt sur le résultat de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'impôt fédéral et provincial/étatique combiné du fait des éléments suivants :

	Pour les trimestres clos les	
	30 juin 2025 \$	30 juin 2024 \$
Résultat net avant impôt sur le résultat	(11 913)	23 533
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat au taux prévu par la loi de 27,0 % (27,0 % à l'exercice 2025)	(3 217)	6 354
Différence des taux d'impôt des administrations étrangères	(1 160)	(1 456)
Différences permanentes	883	1 124
Paielements fondés sur des actions	(346)	899
Autres éléments non imposables	9 066	(1 086)
Pilier 2	647	938
Divers	(941)	39
Charge d'impôt sur le résultat	4 932	6 812

PILIER 2

Des lois Pilier 2 ont été adoptées ou quasi adoptées dans certains territoires où la Société exerce ses activités par l'intermédiaire de ses filiales. La Société a comptabilisé un impôt sur le résultat supplémentaire de 0,6 million \$ en lien avec l'incidence des lois Pilier 2 pour le trimestre clos le 30 juin 2025.

10. Dette subordonnée

	30 juin 2025 \$	31 mars 2025 \$
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel annuel majoré de 4 %, remboursable à vue	7 500	7 500

L'emprunt est assujéti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'OCRI. Au 30 juin 2025 et au 31 mars 2025, les taux d'intérêt de la dette subordonnée étaient respectivement de 8,95 % et 8,95 %. La valeur comptable de la dette subordonnée s'approche de sa juste valeur en raison de la nature à court terme du passif.

11. Emprunt bancaire

	30 juin 2025 \$	31 mars 2025 \$
Emprunt	448 416	446 160
Moins : frais de financement non amortis	(3 076)	(3 380)
	445 340	442 780

La Société a conclu une convention de crédit pour des facilités de premier rang en lien avec un emprunt bancaire (l'« emprunt bancaire »). Au 30 juin 2025, le solde du capital impayé, déduction faite des frais de financement non amortis, s'élevait à 238,4 millions £ (445,3 millions \$ CA) (238,2 millions £ (442,8 millions \$ CA) au 31 mars 2025). L'emprunt vient à échéance le 19 novembre 2027 et peut être prolongé sur deux périodes de un an, sous réserve de certaines conditions et sans remboursements prévus et, par conséquent, il a été classé à titre de passif à long terme dans l'état de la situation financière consolidé résumé intermédiaire non audité au 30 juin 2025. L'emprunt bancaire était assorti d'un taux d'intérêt annuel de 7,22 % au 30 juin 2025 (taux annuel de 6,96 % au 31 mars 2025).

12. Débentures convertibles

	30 juin 2025		31 mars 2025	
	Passif \$	Dérivé \$	Passif \$	Dérivé \$
Débentures convertibles	86 304	39 103	85 155	24 378

Les débentures convertibles portent intérêt au taux fixe annuel de 7,75 %, les intérêts étant payables semestriellement le dernier jour de juin et de décembre de chaque année à compter du 30 juin 2024. Les débentures convertibles peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société au prix de conversion de 9,68 \$ par action ordinaire. Les débentures convertibles viendront à échéance le 15 mars 2029 et pourront être rachetées par la Société dans certaines circonstances à compter du 15 mars 2027.

Des informations supplémentaires sur les conditions relatives aux débetures convertibles et les hypothèses utilisées dans le modèle d'évaluation sont présentées à la note 19 des états financiers consolidés du 31 mars 2025.

13. Actions privilégiées

	30 juin 2025		31 mars 2025	
	Montant \$	Nombre d'actions	Montant \$	Nombre d'actions
Actions privilégiées de série A émises et en circulation	110 818	4 540 000	110 818	4 540 000
Actions privilégiées de série C émises et en circulation	97 450	4 000 000	97 450	4 000 000
Actions privilégiées de série C autodétenues	(2 627)	(106 794)	(2 627)	(106 794)
	94 823	3 893 206	94 823	3 893 206
	205 641	8 433 206	205 641	8 433 206

Les conditions relatives aux actions privilégiées de série A et de série C sont présentées à la note 21 des états financiers consolidés du 31 mars 2025.

14. Actions ordinaires

	30 juin 2025		31 mars 2025	
	Montant \$	Nombre d'actions	Montant \$	Nombre d'actions
Émises et entièrement libérées	710 184	102 529 368	710 184	102 529 368
Détenues dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions	(964)	(122 355)	(1 024)	(122 355)
Détenues dans le cadre du RILT	(18 445)	(2 400 298)	(55 353)	(6 376 186)
	690 775	100 006 715	653 807	96 030 827

I) AUTORISÉES

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

II) ÉMISES ET ENTIÈREMENT LIBÉRÉES

	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au 31 mars 2025 et au 30 juin 2025	102 529 368	710 184

Le 19 août 2024, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA ») qui lui permet de racheter, du 21 août 2024 au 20 août 2025, jusqu'à 5 109 453 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Aucune action n'a été rachetée dans le cadre de l'OPRCNA au cours du trimestre clos le 30 juin 2025.

III) RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

	Pour les trimestres clos les	
	30 juin 2025 \$	30 juin 2024 \$
Résultat par action ordinaire de base		
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	(28 059)	5 251
Dividendes sur actions privilégiées	(2 852)	(2 852)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(30 911)	2 399
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	97 245 459	93 279 330
Résultat par action ordinaire de base	(0,32) \$	0,03 \$
Résultat par action ordinaire après dilution		
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(30 911)	2 399
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	s. o.	93 279 330
Effet dilutif lié au RILT (nombre)	s. o.	6 284 423
Effet dilutif lié aux options sur actions liées au rendement (nombre)	s. o.	7 724
Effet dilutif lié à l'acquisition de Sawaya (nombre)	s. o.	391 986
Effet dilutif lié à l'acquisition de Results (nombre)	s. o.	411 915
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions ordinaires	s. o.	100 375 378
Résultat par action ordinaire après dilution	(0,32) \$	0,02 \$

Pour le trimestre clos le 30 juin 2025, les instruments comportant des actions ordinaires potentielles ont été exclus des calculs de la perte diluée par action, ces instruments sont antidilutifs.

15. Dividendes

DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES

La Société a déclaré le dividende sur actions ordinaires suivant pour le trimestre clos le 30 juin 2025 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action ordinaire	Montant total de dividendes sur actions ordinaires
20 juin 2025	30 juin 2025	0,085 \$	8 715 \$

Le 6 août 2025, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,085 \$ par action ordinaire payable le 10 septembre 2025 aux actionnaires inscrits le 29 août 2025 (note 20).

DIVIDENDES SUR ACTIONS PRIVILÉGIÉES

La Société a déclaré les dividendes sur actions privilégiées suivants pour le trimestre clos le 30 juin 2025 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action privilégiée de série A	Dividende en espèces par action privilégiée de série C	Montant total de dividendes sur actions privilégiées
20 juin 2025	30 juin 2025	0,25175 \$	0,42731 \$	2 852 \$

Le 6 août 2025, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,25175 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 septembre 2025 aux actionnaires inscrits le 19 septembre 2025, ainsi qu'un dividende en espèces de 0,42731 \$ par action privilégiée de série C payable le 30 septembre 2025 aux actionnaires inscrits le 19 septembre 2025 (note 20).

16. Régimes de paiements fondés sur des actions

I) RÉGIME D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME

En vertu du régime d'intéressement à long terme (« RILT » ou « régime »), des unités d'actions temporairement incessibles (« UATI »), dont les droits sont généralement acquis sur trois ans, sont attribuées aux participants admissibles. Des informations supplémentaires sur les conditions relatives au RILT sont présentées à la note 24 des états financiers consolidés annuels audités.

Il y a eu 1 082 596 UATI attribuées en remplacement de la rémunération en espèces versée aux employés au cours du trimestre clos le 30 juin 2025 (698 891 UATI au cours du trimestre clos le 30 juin 2024). Les fiduciaires n'ont acheté aucune action ordinaire au cours du trimestre clos le 30 juin 2025 (685 742 actions ordinaires au cours du trimestre clos le 30 juin 2024).

La juste valeur des UATI à la date d'évaluation se fonde sur la juste valeur à la date d'attribution. La juste valeur moyenne pondérée des UATI attribuées au cours du trimestre clos le 30 juin 2025 s'est établie à 9,39 \$ (8,40 \$ au 30 juin 2024).

	Nombre
Attributions en cours au 31 mars 2025	6 705 291
UATI attribuées	1 082 596
UATI dont les droits sont acquis	(3 994 119)
Attributions en cours au 30 juin 2025	3 793 768

	Nombre
Actions ordinaires détenues par les fiduciaires au 31 mars 2025	6 376 186
Actions acquises	—
Actions libérées à l'acquisition des droits	(3 975 888)
Actions ordinaires détenues par les fiduciaires au 30 juin 2025	2 400 298

II) UNITÉS D'ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

Les unités d'actions liées au rendement (« UALR ») sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. Des informations supplémentaires sur les conditions relatives aux UALR sont présentées à la note 24 des états financiers consolidés annuels audités.

La valeur comptable du passif comptabilisé dans les dettes fournisseurs et charges à payer ayant trait aux UALR était de 19,3 millions \$ au 30 juin 2025 (12,4 millions \$ au 31 mars 2025).

III) OPTIONS SUR ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a adopté un régime d'options sur actions liées au rendement pour certains employés. Les options sur actions liées au rendement sont assujetties à des conditions d'acquisition liées au temps et au rendement sur le marché. Des informations supplémentaires sur les conditions relatives au régime d'options sur actions liées au rendement sont présentées à la note 24 des états financiers consolidés annuels audités.

3 440 000 actions liées au rendement de la Société étaient en circulation au 30 juin 2025 (3 440 000 au 31 mars 2025).

IV) UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES DES ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS

La Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») à l'intention de ses administrateurs indépendants. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie. Des informations supplémentaires sur les conditions relatives aux UAD sont présentées à la note 24 des états financiers consolidés annuels audités.

La valeur comptable du passif lié aux UAD au 30 juin 2025 était de 1,6 million \$ (3,0 millions \$ au 31 mars 2025).

V) UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES DES MEMBRES DE LA DIRECTION

La Société offre un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») à certains membres clés de la haute direction. Toutes les attributions octroyées en vertu du régime d'UAD seront réglées en espèces au moment du départ à la retraite de l'employé, après trois ans à compter de la date de l'attribution dans le cas d'un « départ en bons termes » ou au décès. Des informations supplémentaires sur les conditions relatives aux UAD sont présentées à la note 24 des états financiers consolidés annuels audités.

La valeur comptable du passif comptabilisé dans les dettes fournisseurs et charges à payer ayant trait aux UAD était de 7,1 millions \$ au 30 juin 2025 (5,7 millions \$ au 31 mars 2025).

VI) CONVENTION D'ENCOURAGEMENT À L'INTENTION DES DIRIGEANTS

Une convention d'encouragement à l'intention des dirigeants de CGWM UK a été mise en œuvre et, sous réserve de l'atteinte de certains seuils minimaux, celle-ci prévoit le versement de certains paiements si un événement de liquidité survient dans les six années suivant sa mise en œuvre ou après six années si un événement de liquidité n'est pas survenu et que les acheteurs institutionnels initiaux des actions privilégiées convertibles A émises par CGWM UK ne sont plus porteurs de ces actions. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2025, la Société a comptabilisé un ajustement de la juste valeur de 7,4 millions \$ aux comptes de résultat consolidés résumés intermédiaires non audités à l'égard de cette convention (néant au 30 juin 2024).

VII) CHARGE (RECouvreMENT) AU TITRE DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

	Pour les trimestres clos les	
	30 juin 2025 \$	30 juin 2024 \$
Régime d'intéressement à long terme	498	1 385
Unités d'actions différées (réglées en trésorerie)	(1 595)	(129)
Unités d'actions différées (réglées en trésorerie) – membres de la haute direction	1 505	(6 117)
UALR (réglées en trésorerie)	1 014	—
Options sur actions liées au rendement	733	673
Convention d'encouragement à l'intention des dirigeants	7 400	—
Autres régimes de paiements fondés sur des actions	182	256
Total de la charge (du recouvrement) au titre de paiements fondés sur des actions	9 737	(3 932)

17. Transactions avec des parties liées

Les transactions sur titres effectuées par la Société pour le compte de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles appliquées pour tous les clients. Les produits de commissions sur ces transactions ne sont pas importants par rapport à ceux tirés de l'ensemble des activités de la Société.

Les créances clients ainsi que les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants qui se rapportent aux principaux dirigeants :

	30 juin 2025 \$	31 mars 2025 \$
Créances clients	12 101	8 235
Dettes fournisseurs et charges à payer	1 000	517

Au cours de l'exercice 2025, certains membres de la haute direction et cadres générateurs de revenus (les « participants ») ont conclu des conventions de prêt (« prêts-achats de 2025 ») avec des filiales de la Société. Le produit des prêts-achats de 2025 a été utilisé pour souscrire des parts d'une société en commandite (« parts de SEC ») de CG Partners Limited Partnership, le régime d'actionnariat des employés par l'intermédiaire d'une société en commandite (la « société en commandite »). Les prêts-achats de 2025 portent intérêt et ont une durée maximale de sept ans et sont garantis par la mise en gage des parts de SEC. Les participants acquittent une partie du montant de leurs prêts-achats au moyen d'un montant de remboursement supplémentaire prélevé sur leur prime annuelle ou une autre forme de rémunération (« montant de remboursement supplémentaire »).

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2025, des filiales de la Société ont conclu des conventions de prêts en vue de prêter aux nouveaux participants et aux participants actuels un montant en capital total d'environ 27,0 millions \$ aux termes de nouveaux prêts-achats (« prêts-achats de 2026 ») et conjointement avec les prêts-achats de 2025 (« prêts-achats ») pour la souscription de parts de SEC de la société en commandite.

Les prêts-achats de 2026 portent intérêt, ont une durée maximale de sept ans, sont garantis par la mise en gage des parts de SEC et sont essentiellement assortis des mêmes modalités que les prêts-achats de 2025, y compris en ce qui a trait aux montants de remboursement supplémentaires.

Au 30 juin 2025, l'encours total des prêts-achats, net des remboursements de capital, était de 69,4 millions \$. La tranche à court terme de 7,5 millions \$ est incluse dans les créances clients et la tranche à long terme de 61,9 millions \$, dans les autres créances aux états de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités au 30 juin 2025.

18. Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans deux secteurs :

Le secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity inclut les services de financement de sociétés, les activités de consultation, de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie et aux États-Unis.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail ou institutionnels du Canada, des États-Unis, de l'Australie ainsi que du Royaume-Uni et des dépendances de la Couronne.

Le secteur administratif Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits des activités ordinaires et les charges libellés en monnaies étrangères qui ne sont pas précisément attribuables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Les secteurs d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats d'exploitation, sans égard aux participations ne donnant pas le contrôle. Les produits intersectoriels sont éliminés lors de la consolidation. L'impôt sur le résultat est géré au niveau de la Société et n'est pas attribué aux secteurs. Tous les produits des activités ordinaires et le résultat d'exploitation sont tirés de clients externes.

	30 juin 2025				30 juin 2024			
	Marchés des capitaux Canaccord Genuity \$	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity \$	Non sectoriel et autres \$	Total \$	Marchés des capitaux Canaccord Genuity \$	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity \$	Non sectoriel et autres \$	Total \$
Commissions et honoraires	41 048	194 127	3 363	238 538	37 987	164 683	1 831	204 501
Financement de sociétés	62 410	9 066	—	71 476	65 050	9 867	—	74 917
Honoraires de consultation	48 900	289	—	49 189	67 037	5	—	67 042
Négociation à titre de contrepartiste	37 761	(52)	(1 175)	36 534	24 797	138	39	24 974
Intérêts	5 944	37 474	2 521	45 939	7 836	40 038	3 869	51 743
Divers	4 081	1 985	705	6 771	2 917	1 192	879	4 988
Charges à l'exception des éléments ci-dessous	177 348	162 423	23 738	363 509	175 643	140 849	25 108	341 600
Amortissement	2 151	9 699	346	12 196	1 781	7 583	451	9 815
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	3 161	2 407	1 660	7 228	4 324	1 485	2 630	8 439
Frais de développement	972	18 577	315	19 864	525	12 817	220	13 562
Charges d'intérêts	8 693	19 459	5 181	33 333	7 702	18 964	5 213	31 879
Frais de restructuration	—	—	—	—	2 657	—	—	2 657
Frais connexes aux acquisitions	—	718	—	718	—	704	—	704
Ajustement de la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle – composante passif dérivé	—	—	12 000	12 000	—	—	—	—
Ajustement de la juste valeur des débetures convertibles – composante passif dérivé	—	—	14 725	14 725	—	—	(4 024)	(4 024)
Ajustement de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	(3 213)	—	—	(3 213)	—	—	—	—
Résultat avant les imputations intersectorielles et avant impôt sur le résultat	11 032	29 606	(52 551)	(11 913)	12 992	33 521	(22 980)	23 533
Imputations intersectorielles	5 438	7 425	(12 863)	—	5 313	7 613	(12 926)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	5 594	22 181	(39 688)	(11 913)	7 679	25 908	(10 054)	23 533

Aux fins de la présentation de l'information par secteur géographique, les activités de la Société ont été regroupées au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Europe et dans les dépendances de la Couronne, et en Australie. Le tableau ci-après présente les produits des activités ordinaires de la Société par secteur géographique (les produits sont attribués aux secteurs géographiques en fonction de l'emplacement de l'entreprise sous-jacente présentant ses résultats d'exploitation) :

	Pour les trimestres clos les	
	30 juin 2025 \$	30 juin 2024 \$
Canada	153 761	144 657
Royaume-Uni, Europe et dépendances de la Couronne	145 125	131 801
États-Unis	97 254	100 250
Australie	52 307	51 457
	448 447	428 165

19. Provisions

Voici un sommaire des changements survenus au cours du trimestre clos le 30 juin 2025 :

	Provisions pour litiges \$	Provisions pour restructuration \$	Total des provisions \$
Solde au 31 mars 2025	37 335	67	37 402
Ajouts	1 279	—	1 279
Utilisées	(6 844)	—	(6 844)
Solde au 30 juin 2025	31 770	67	31 837

ENGAGEMENTS, PROCÉDURES DE LITIGE ET PASSIF ÉVENTUEL

Dans le cours normal des activités, la Société est partie à des litiges et, au 30 juin 2025, elle était défenderesse dans diverses poursuites judiciaires. La Société a établi des provisions pour les affaires en litige lorsque les paiements sont probables et peuvent raisonnablement être estimés. Même si l'issue de ces poursuites dépend d'une résolution future, l'évaluation et l'analyse de ces poursuites par la direction indiquent que la résolution ultime probable de ces poursuites, prises isolément ou dans leur ensemble, n'aura pas d'effet important sur la situation financière de la Société.

La Société fait également l'objet de réclamations invoquées ou non dans le cours normal des activités, lesquelles, en date du 30 juin 2025, n'ont pas donné lieu à des poursuites judiciaires. La Société ne peut pas déterminer quelle sera l'incidence de ces réclamations invoquées ou non sur sa situation financière; cependant, elle a comptabilisé une provision si des pertes découlant de ces réclamations invoquées ou non sont considérées comme probables et si de telles pertes peuvent être estimées de façon raisonnable.

La Société est assujettie à certaines règles, réglementations et autres exigences réglementaires propres aux activités de courtage et, de ce fait, elle exerce ses activités dans un cadre réglementaire régi par des agences et des organismes gouvernementaux. En tant qu'entité réglementée et dans le cours normal des activités, la Société fait l'objet d'examen périodiques par ces agences et organismes. La Société a mis en place des politiques et des procédures conçues dans le but d'assurer le respect de ces règles, réglementations et exigences. Dans l'éventualité où une autorité réglementaire déterminerait que la Société n'a pas suivi ou respecté certaines procédures ou exigences réglementaires, ou que les dossiers et rapports de la Société présentent des lacunes ou tout autre cas de défaillance financière ou de non-conformité, la Société pourrait être d'accord avec l'imposition d'une amende, pénalité ou sanction ou se voir imposer celles-ci par une autorité réglementaire. Si de telles circonstances se produisent, la Société établira une provision pour toute affaire pour laquelle il est probable qu'un paiement pouvant raisonnablement être estimé soit exigé.

Les questions d'ordre réglementaire en cours sont présentées à la note 29 des états financiers consolidés annuels au 31 mars 2025 de la Société et décrites plus en détail ci-après.

En lien avec la surveillance réglementaire susmentionnée, la Société est partie à une affaire d'application de la loi et à d'éventuelles affaires d'application de la loi découlant d'examen des activités de tenue de marché de gros et des activités de négociation de la Société aux États-Unis, y compris son programme de conformité à la *Bank Secrecy Act* et de lutte contre le blanchiment d'argent. Bien que la Société ignore pour le moment si le règlement de l'affaire d'application de la loi ou des éventuelles affaires d'application de la loi sous-jacentes aura lieu dans le cours normal des activités et quelle sera l'incidence de ce règlement éventuel, il est probable que la Société se voie imposer une pénalité importante et doit engager des frais supplémentaires liés à ses activités. En lien avec le règlement de ces affaires, la Société pourrait également se voir imposer des sanctions non pécuniaires et être assujettie à d'autres modalités susceptibles d'avoir une incidence négative sur ses activités. En raison des incertitudes y afférentes, la Société ignore si le règlement final de ces affaires aura une incidence défavorable importante sur sa situation financière, ses flux de trésorerie ou ses résultats d'exploitation. Des estimations du règlement des affaires ont été comptabilisées au cours de périodes précédentes en fonction du jugement de la direction et des informations dont disposait la Société au moment de la comptabilisation de ces estimations et des échanges qu'a eus la Société avec certains organismes de réglementation au cours de ces périodes. Les estimations connexes aux affaires déterminées par la Société au cours de périodes précédentes et décrites aux présentes sont incluses dans le total des provisions pour litiges en date du 30 juin 2025 présenté précédemment. Afin d'estimer les montants comptabilisés, la direction s'est reportée à des affaires précédentes d'application de la loi réglées par d'autres sociétés, tout en reconnaissant que les faits et les circonstances de ces affaires étaient sensiblement différents de ceux de la Société. En date des présents états financiers consolidés résumés

intermédiaires non audités et en fonction des interactions qu'elle a eues avec les organismes de réglementation jusqu'à présent, la Société a déterminé qu'il est probable qu'elle soit tenue d'effectuer un paiement supérieur au montant de la provision qui a été comptabilisé au 30 juin 2025. Les estimations de la Société ont nécessité une grande part de jugement, étaient fondées sur l'état et la nature des examens au moment de ces estimations et tenaient compte du fait que les examens étaient en cours. Cependant, compte tenu du fait qu'on ignore toujours la mesure dans laquelle les mesures correctives mises en place par la Société seront prises en compte, qu'il est possible que des faits ou éléments nouveaux surviennent et que les autres affaires d'application de la loi réglées par d'autres sociétés ont donné lieu à des paiements très divers, il n'est pas possible à l'heure actuelle d'estimer de manière raisonnable ou fiable le montant excédentaire par rapport à la provision actuelle ni de produire une fourchette d'estimations à cet égard.

20. Événements postérieurs à la date de clôture

DIVIDENDES

Le 6 août 2025, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,085 \$ par action ordinaire payable le 10 septembre 2025 aux actionnaires inscrits le 29 août 2025 (note 15).

Le 6 août 2025, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,25175 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 septembre 2025 aux actionnaires inscrits le 19 septembre 2025, ainsi qu'un dividende en espèces de 0,42731 \$ par action privilégiée de série C payable le 30 septembre 2025 aux actionnaires inscrits le 19 septembre 2025 (note 15).

Renseignements à l'intention des actionnaires

Siège social

ADRESSE DU BUREAU

Groupe Canaccord Genuity Inc.
Suite 1200
1133 Melville Street
Vancouver (Colombie-Britannique) Canada

ADRESSE POSTALE

Suite 1200
1133 Melville Street
Vancouver (Colombie-Britannique) V6E 4E5
Canada

Inscription en Bourse

Actions ordinaires
Bourse de Toronto : CF

Actions privilégiées
Série A (Bourse de Toronto) : CF.PR.A.
Série C (Bourse de Toronto) : CF.PR.C.

Site Web de la Société

www.canaccordgenuity.com

Renseignements généraux à l'intention des actionnaires

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

40 Temperance Street, Suite 2100
Toronto (Ontario)
Téléphone : 416.869.7293
Courriel : investor.relations@cgf.com

Relations avec les médias et demandes de renseignements des investisseurs institutionnels et des analystes

Christina Marinoff

Vice-présidente principale, cheffe des relations avec les investisseurs et des communications d'entreprise mondiales
Téléphone : 416.687.5507
Courriel : cmarinoff@cgf.com

Le rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2025 de Groupe Canaccord Genuity Inc. est disponible sur notre site Web à l'adresse www.cgf.com.
Pour un exemplaire imprimé, veuillez communiquer avec le Service des relations avec les investisseurs.

Date prévue de paiement des dividendes¹ et de publication des résultats pour les quatre prochains trimestres

	Date prévue de publication des résultats	Date de clôture des registres pour actionnaires privilégiés	Date de paiement des dividendes sur actions privilégiées	Date de clôture des registres pour les actionnaires ordinaires	Date de paiement des dividendes sur actions ordinaires
T2/26	13 novembre 2025	19 décembre 2025	31 décembre 2025	28 novembre 2025	10 décembre 2025
T3/26	5 février 2026	20 mars 2026	31 mars 2026	27 février 2026	10 mars 2026
T4/26	3 juin 2026	19 juin 2026	30 juin 2026	19 juin 2026	30 juin 2026
T1/27	6 août 2026	18 septembre 2026	1 ^{er} octobre 2026	28 août 2026	10 septembre 2026

¹ Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil d'administration jugera pertinents.

Ressources à l'intention des actionnaires

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

SERVICES AUX INVESTISSEURS COMPUTERSHARE INC.

100 University Avenue, 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Numéro sans frais (Amérique du Nord) :
1.800.564.6253
International : 514.982.7555
Télécopieur : 1.866.249.7775
Numéro de télécopieur sans frais
(Amérique du Nord) ou
numéro de télécopieur
à l'international : 416.263.9524
Courriel : service@computershare.com
Site Web : www.computershare.com

Possibilité pour les actionnaires inscrits de s'inscrire au Centre des investisseurs pour avoir accès à un outil de gestion de compte libre-service.

Information financière

Pour consulter l'information financière courante et archivée de la Société, visiter le site Web à l'adresse www.canaccordgenuity.com.

Auditeur

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables professionnels agréés
Vancouver (Colombie-Britannique)